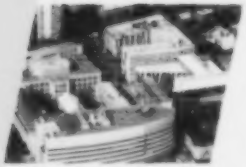
Université du Québec

qui construit l'avenir



Rapport annuel
de l'Université du Québec
et de ses établissements
2005-2006

Québec, le 12 avril 2007

Monsieur Jean-Marc Fournier
Ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport

Monsieur le Ministre,

Conformément à l'article 25 de la Loi sur l'Université du Québec, je vous transmets notre rapport annuel pour l'exercice terminé le 31 mai 2006.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments distingués.

Le président,

Pierre Moreau

Coordonnatrice-éditeur : Daniel Coiley
Conception et réalisation graphique : Denis Savard
Impression : JB Deschamps

Les textes de ce rapport annuel nous ont été fournis par les établissements.
Nous remercions nos collègues du réseau de nous avoir transmis le matériel photographique approprié.

Dépôt légal
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
ISSN 1202-175X
Conformément à la Loi sur la protection des non-fumeurs, l'Université du Québec a adopté des mesures limitant l'usage du tabac.

Rapport du président 6

Code d'éthique et de déontologie 12

Statistiques

Inscriptions 14

Diplômes 16

Personnel 18

Recherche 20

Données financières 22

Rapports des établissements

Université du Québec à Montréal 24

Université du Québec à Trois-Rivières 28

Université du Québec à Chicoutimi 32

Université du Québec à Rimouski 36

Université du Québec en Outaouais 40

Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue 44

Institut national de la recherche scientifique 48

École nationale d'administration publique 52

École de technologie supérieure 56

États financiers 60

Université du Québec

Une jeune université en croissance continue

L'Université du Québec a été créée en 1968 par une loi de l'Assemblée nationale du Québec qui décrit son mandat en trois points : accessibilité aux études supérieures, développement scientifique et développement des régions du Québec.

Les Résidences Sainte-Hélène de la Société immobilière de l'Université du Québec.

L'Université est constituée d'un réseau de neuf établissements présents et actifs dans une cinquantaine de villes et dans un nombre croissant de foyers du Québec, via l'enseignement à distance.

Réunis par une instance de gouvernance supérieure, l'Assemblée des gouverneurs, ses établissements sont des entités autonomes dotées de leurs propres lettres patentes qui, par souci d'économie d'échelle et d'efficience, collaborent en réseau en matière de recherche, de mise en commun de services, de partage de programmes académiques, de concertation d'actions, de projets et d'orientations institutionnelles.

Depuis 2004, l'Université s'oriente selon *Vision 2010*, un plan d'action en trois axes – formation, recherche, réseau – dont la visée est de privilégier un développement du réseau davantage académique qu'administratif.

L'AXE RÉSEAU

L'Université du Québec célébrera son quarantième anniversaire en 2008.

Elle a émis 416 926 diplômes entre 1968, date de sa fondation, et 2005, dont 57,2 % à des femmes.

En 2005, les 19 606 nouveaux diplômés décernés marquent une augmentation de 4 % par rapport à 2004.

Elle emploie 6067 personnes dont 2406 enseignants œuvrant dans plus de 500 programmes aux trois cycles.

En 2005-2006, l'Assemblée des gouverneurs a accueilli un nouveau membre étudiant, Pierre Martin, de l'Université du Québec à Chicoutimi qui remplace Sébastien Leblanc de l'Université du Québec à Montréal.

Le Comité de régie réunit autour du président, Pierre Moreau, le vice-président à l'enseignement et à la recher-

PHOTOS DU HAUT, 1 ET 2 : *L'Édifice Fleurie de la Société immobilière de l'Université du Québec sera inauguré à l'automne 2007.* À DROITE : *Le président Pierre Moreau en compagnie d'Isabelle Savary, directrice du Centre de la petite enfance La Butte à Moineaux, lors de l'inauguration de la garderie des Résidences Sainte-Hélène.* À DROITE, EN BAS : *Vue intérieure d'un appartement des Résidences Sainte-Hélène.*

che, Daniel Coderre, le vice-président à l'administration, Louis Gendreau, le secrétaire général et directeur de l'administration et des affaires juridiques, Michel Quimper, le directeur du développement et des relations publiques, Bernard Beaudin, et l'adjoint exécutif au président, Daniel Guay.

L'Université du Québec a remis ses Prix d'excellence académique et ses Prix d'excellence en gestion, qui soulignent la contribution de professeurs et de cadres du réseau à : Nelson Michaud, de l'École nationale d'administration publique, Georges Leroux, de l'Université du Québec à Montréal, Serge Demers, de l'Université du Québec à Rimouski et Normand Deisle, de l'Université du Québec à Chicoutimi.

Développement de l'enseignement et de la recherche

Le Fonds de développement académique du réseau (FODAR) dispose d'une enveloppe globale de 1 923 500 $. Le volet Actions stratégiques en enseignement et en recherche a investi 1 200 000 $ dans dix-huit projets institutionnels et quatre de développement de compétences. Le volet Communauté scientifique réseau a finance vingt-huit projets interétablissements, à hauteur de 228 962 $. Le volet Soutien aux programmes conjoints a investi 350 000 $ dans treize programmes dont sept de doctorat, cinq de maîtrise et un de baccalauréat. Le volet Prix d'excellence a remis 60 000 $ en bourses, le solde allant à la gestion du fonds.

Le budget des bibliothèques est de 8 827 221 $.

Déploiement hors Québec

Initiatives structurantes pour le réseau, des projets ont été amorcés avec les universités Memorial de Terre-Neuve, René Descartes de Paris et de la Bretagne ainsi qu'avec le University of Maine System, un réseau de sept établissements.

Réalisations immobilières

À l'instar de tous les établissements du réseau, le siège social a inauguré les Résidences Sainte-Hélène et sa garderie au centre-ville de Québec, rénové l'édifice Henri-Julien à Montréal, suite à un incendie, et prépare la construction de l'Édifice Fleurie.

Intégration de la Télé-université à l'Université du Québec à Montréal

Le 26 octobre 2005, on officialisait cette intégration et, de ce fait, la création de la plus grande université bimodale francophone.

PHOTOS : SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DE L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC

L'AXE FORMATION

En 2005-2006, l'Université accueille 18 509 nouvelles inscriptions étudiantes, une augmentation de 0,3% par rapport à 2004-2005.

Son corps étudiant, le plus important au Canada, compte 86 389 inscrits, soit 52 779 en équivalence au temps plein, dont 15 729 aux cycles supérieurs (18,2%), 52 648 femmes (60,9 %) et 3645 en provenance de 99 pays (4,2%).

Programmes conjoints

Plusieurs programmes interétablissements sont adaptés, extensionnés ou offerts conjointement aux trois cycles, notamment en biologie, études urbaines, sciences de la terre et de l'atmosphère, didactique de la science et de la technologie au secondaire, technologie de l'information, gestion des programmes, sciences du langage et génie minéral, sans compter les délocalisations internationales.

Journée réseau 2006

Organisée avec le Consortium d'animation sur la persévérance et la réussite en enseignement supérieur (CAPRES), la Journée réseau 2006 « La réussite de notre audace : dix petits tours » a permis à 120 participants de découvrir l'ampleur dynamique du réseau en matière d'approche par compétences, de persévérance et de diplomation.

L'Université du Québec finaliste aux Octas 2006, représentée ici par Ginette Lortie (5e à droite), architecte de système et chargée de projets des Parcours étudiants de la Direction du recensement étudiant et de la recherche institutionnelle.

Réussite étudiante

L'équipe de la recherche institutionnelle a développé le site des Parcours étudiants qui s'est rendu en finale des Octas 2006.

Acquisition de compétences

La Commission de l'enseignement et de la recherche a financé le Programme de développement des compétences informationnelles en recherche et utilisation d'information, et le projet CommUniQ : pour des savoirs qui s'expriment, en expression orale et écrite.

PROSPERE : sensibilisation aux conditions de réussite

PROSPERE (PROfil de Succès PERsonnel des Études), ce nouvel outil diagnostique disponible à tous les programmes et utilisé dans cinq établissements du réseau, produit des profils personnels et collectifs, sensibilise aux facteurs de réussite, facilite l'intégration à la vie universitaire et accroît la persévérance étudiante.

Pédagogie universitaire

Le Groupe d'intervention en innovation pédagogique valorise le développement des enseignants, le montage de projets en réseau et souhaite créer une bibliothèque numérique.

Enseignement à distance

Le Conseil de la formation à distance (COFAD) produira les livrables suivants : un répertoire des cours à distance, une banque de ressources, le partage d'information sur les portails concepteurs, une école d'été avec l'Université René Descartes, la production d'objets d'apprentissage avec l'ENVAM, un consortium de six universités et grandes écoles françaises. Il étudie divers projets : développement d'objets d'apprentissage en sciences infirmières et de formation des maîtres en sciences et technologies et une tournée de repérage de projets prometteurs dans le réseau.

L'AXE RECHERCHE

Avec 196 508 654 $ en revenus de recherche, sans faculté de médecine, l'Université du Québec se classe au septième rang pour les subventions en sciences naturelles et en génie, et au onzième rang général canadien.

En sciences humaines, elle est première au Québec et troisième au Canada.

Valorisation / Innovation

Avec l'appui du Réseau québécois en innovation sociale (RQIS) et l'expertise du Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES-UQAM), la valorisation de la recherche et de l'innovation sociale et technologique est financée par le ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation du Québec.

Le RQIS établira un portrait de l'innovation sociale et des pistes d'action pour l'avancement des connaissances et le réseautage au Québec.

Fort d'une subvention de 365 000 $ des conseils fédéraux, ValoRIST accélère et optimise la valorisation de la recherche et de l'innovation sociale et technologique en créant une communauté de pratique chez les professionnels du réseau, une plate-forme virtuelle d'échanges et de collaborations ainsi que des journées de réseautage et de formation.

Chantiers de la Commission de planification

Ces chantiers sont des regroupements de chercheurs de plusieurs établissements réunis autour d'un thème ou d'une problématique nécessitant l'apport de travaux et de compétences de plusieurs disciplines.

Financés par le FODAR et présidés par un chef d'établissement membre de la Commission de planification, les chantiers évoluent selon les étapes du processus d'innovation : idéation, acceptation et implantation.

À terme, les chantiers visent à générer des programmes de formation pluridisciplinaires en réponse au processus continu d'adaptation et d'innovation qu'impose l'économie mondialisée du savoir.

Santé

PRÉSIDENT : Ghislain Bourque, recteur
Université du Québec à Trois-Rivières

Ce nouveau chantier entend mobiliser les ressources, valoriser le caractère distinctif et stratégique du réseau et en tracer une toile des parcours académiques en santé humaine.

Eau

PRÉSIDENT : Pierre Lapointe, directeur général
Institut national de la recherche scientifique

Un séminaire d'orientation a établi la force des établissements et la pertinence d'intégrer leurs ressources pour construire un inventaire-portail sur les sciences de l'eau, un outil d'information et de valorisation des équipements disponibles pour renforcer la capacité d'action des chercheurs, ouvrir des perspectives stratégiques et définir les axes d'action.

Lauréats des Prix d'excellence 2005

Prix d'excellence en enseignement
Georges Leroux, professeur, Département de philosophie
Université du Québec à Montréal

Prix d'excellence en recherche
Nelson Michaud, professeur
École nationale d'administraton publique

Prix d'excellence en gestion – Prix Carrière
Normand Delisle, directeur
Service des activités physiques et sportives
Université du Québec à Chicoutimi

Prix d'excellence en gestion – Prix Réalisation
Serge Demers, directeur
Institut des sciences de la mer (ISMER)
Université du Québec à Rimouski

Doctorats honorifiques 2005-2006

Université du Québec à Montréal
Michel Brault / Joël de Rosnay / Bertrand Delanoë / Mostafa A.H. El-Abbadi / Ingo Kolboom / Finn E. Kydland / Andrée Lajoie / Daniel Langlois / Pierre Lucier / David Suzuki

Université du Québec à Trois-Rivières
Lech Walesa

Université du Québec à Rimouski
Bernard Voyer

Université du Québec en Outaouais
Alain Gourd

Institut national de la recherche scientifique
Philippe Kourilsky / Jean-Paul L'Allier

Les Prix d'excellence 2005 de l'Université du Québec. PHOTO 1 : *Pierre Moreau, président de l'Université du Québec, Roch Denis, recteur de l'Université du Québec à Montréal, et Georges Leroux, Prix d'excellence en enseignement.* PHOTO 2 : *Pierre Moreau, Nelson Michaud, Prix d'excellence en recherche, et Marcel Proulx, directeur général de l'École nationale d'administration publique.* PHOTO 3 : *Pierre Moreau, Normand Delisle, Prix d'excellence en gestion – Prix Carrière, et Michel Belley, recteur de l'Université du Québec à Chicoutimi.* PHOTO 4 : *Pierre Moreau, Serge Demers, Prix d'excellence en gestion – Prix Réalisation, et Michel Ringuet, recteur de l'Université du Québec à Rimouski.*

Foresterie

PRÉSIDENTE : Johanne Jean, rectrice
Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue

Ce chantier élabore une maîtrise en développement forestier durable pour l'automne 2007. Une entente entre l'UQAT et l'Université Laval prévoit deux années de génie forestier dans un baccalauréat en conservation des milieux naturels offert à l'UQAT. Suite à la Commission Coulombe, l'Université accélère les stratégies de recherche avec le ministère des Ressources naturelles pour créer un réseau de partage de connaissances, consolider son rôle en recherche de solutions, contribuer aux décisions en foresterie et créer une chaire en foresterie sociale et autochtone.

Développement territorial

PRÉSIDENT : Michel Belley, recteur
Université du Québec à Chicoutimi

Forte de la diversité de ses acquis, l'Université souhaite en augmenter la visibilité par des travaux entre sciences sociales et sciences naturelles sur les interactions entre les régions du Québec vers un développement territorial inclusif et intégral, un concept de sciences du territoire reliant les connaissances du réseau. On prépare une entente avec le ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation pour développer un projet de recherche intégrateur et un site Web.

Mobilité étudiante

PRÉSIDENT : Michel Ringuet, recteur
Université du Québec à Rimouski

Début 2006, l'Université a lancé MobilUQ. Financé par le Mouvement Desjardins à hauteur de 300 000 $ sur cinq ans, MobilUQ offre aux étudiants une mobilité structurée et encadrée permettant des formations dans divers établissements. Ainsi, l'Université du Québec à Rimouski a organisé un stage de géographie morphologique dans le Bas-Saint-Laurent, la Gaspésie, et la Côte-Nord pour une trentaine d'étudiants du réseau, et offrira un programme de maîtrise en géographie. La mobilité sera graduellement intégrée aux chantiers thématiques.

ANTONINE DESJARDINS, RÉA

Contribution au développement du territoire

PRÉSIDENT : Marcel Proulx, directeur général
École nationale d'administration publique

Un devis d'étude a été présenté au groupe de travail du chantier. Une base de données sera mise à jour et un rapport de recherche, prévu en 2006, comprendra des profils valides pour revoir la stratégie du réseau avec le territoire.

Perspectives d'avenir

L'Université du Québec est consciente du passage obligé qu'imposent la mondialisation et ses défis, à savoir l'innovation et l'adaptation en continu qui seront essentielles au développement et au maintien du niveau de vie du Québec.

L'économie mondiale impose des concurrences qui s'appuient de plus en plus sur la génération, l'application et le transfert du savoir.

Les problématiques contemporaines globales nécessitent des approches pluridisciplinaires.

Dans ce contexte, l'Université du Québec vise à renforcer sa capacité académique en s'appuyant sur des chantiers ralliant les forces des chercheurs du réseau et générant, à terme, des programmes transdisciplinaires de formation.

Pierre Moreau, président

DIRECTION

PIERRE MOREAU, président / DANIEL CODERRE, vice-président à l'enseignement et à la recherche / LOUIS GENDREAU, vice-président à l'administration / MICHEL QUIMPER, secrétaire général et directeur de l'administration et des affaires juridiques

ASSEMBLÉE DES GOUVERNEURS

Président : PIERRE MOREAU *, président, Université du Québec

Membres : BENOÎT BAZOGE, professeur, Université du Québec à Montréal / YVES BEAUCHAMP, directeur général, École de technologie supérieure / MICHEL BELLEY, recteur, Université du Québec à Chicoutimi / GHISLAIN BOURQUE *, recteur, Université du Québec à Trois-Rivières / MONIQUE CHARBONNEAU, présidente-directrice générale, CEFRIO / JEAN-PIERRE CLERMONT *, conseiller et administrateur de sociétés / ROCH DENIS, recteur, Université du Québec à Montréal / JACQUES DIGNARD, premier vice-président aux ressources humaines, Fédération des caisses Desjardins du Québec / GEORGES FRENETTE, professeur, Université du Québec à Chicoutimi / CHRISTIAN GOULET *, vice-président adjoint, Bell Canada / JOHANNE JEAN, rectrice, Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue / PAUL LAFLEUR, président du conseil et chef de la direction, BPR Groupe Conseil / PIERRE LAPOINTE, directeur général, Institut national de la recherche scientifique / CARROLL L'ITALIEN, vice-président principal, Bombardier inc. / PIERRE MARTIN, étudiant, Université du Québec à Chicoutimi / MARCELLINE PICARD-KANAPÉ, administratrice / MARCEL PROULX, directeur général, École nationale d'administration publique / YANNICK RICHER *, étudiant, Université du Québec à Montréal / MICHEL RINGUET, recteur, Université du Québec à Rimouski / CLAIRE SIMARD *, directrice générale, Musée de la civilisation / JEAN VAILLANCOURT *, recteur, Université du Québec en Outaouais / HUBERT WALLOT, professeur, composante Télé-université de l'UQAM

Personnes convoquées : LOUISE BERTRAND, directrice générale, Télé-université, composante de l'UQAM / DANIEL CODERRE, vice-président à l'enseignement et à la recherche, Université du Québec / LOUIS GENDREAU, vice-président à l'administration, Université du Québec

Personne invitée comme représentant du personnel de soutien : MARCELLIN NOËL, Université du Québec à Montréal

Secrétaire : MICHEL QUIMPER, secrétaire général et directeur de l'administration et des affaires juridiques, Université du Québec

* Membre du Comité exécutif

CONSEIL DES ÉTUDES

Président : PIERRE MOREAU, président, Université du Québec

Membres : FRANCINE BELLE-ISLE, vice-recteur à l'enseignement et à la recherche, Université du Québec à Chicoutimi / LUC BERNIER, directeur de l'enseignement et de la recherche, École nationale d'administration publique / JEAN-CLAUDE BOURASSA, vice-recteur à l'enseignement et à la recherche par intérim, Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue / CÉDRIC BRUNELLE, étudiant, Institut national de la recherche scientifique / DANIEL CODERRE, vice-président à l'enseignement et à la recherche, Université du Québec / DENIS DUBÉ, vice-recteur à l'enseignement et à la recherche, Université du Québec en Outaouais / JEAN FERRON, vice-recteur à la formation et à la recherche, Université du Québec à Rimouski / RENÉ-PAUL FOURNIER, vice-recteur à l'enseignement et à la recherche, Université du Québec à Trois-Rivières / RAYNALD GAREAU, professeur, Université du Québec à Trois-Rivières / CAROLE LAMOUREUX, vice-rectrice aux études et à la vie étudiante, Université du Québec à Montréal / SÉBASTIEN LEBLANC, étudiant, Université du Québec à Montréal / ÉDITH LECLERC, étudiante, Université du Québec à Montréal / SINH LEQUOC, directeur scientifique, Institut national de la recherche scientifique / MARIE-HÉLÈNE NOISEUX, professeure, Université du Québec à Montréal / CLAUDE OLIVIER, directeur de l'enseignement et de la recherche, École de technologie supérieure / GILLES RAICHE, professeur, Université du Québec à Montréal

Personne convoquée : RAYMOND DUCHESNE, directeur de l'enseignement et de la recherche, Télé-université, composante de l'UQAM

Secrétaire : MICHEL QUIMPER, secrétaire général et directeur de l'administration et des affaires juridiques, Université du Québec

COMMISSION DE PLANIFICATION

Président : PIERRE MOREAU, président, Université du Québec

Membres : YVES BEAUCHAMP, directeur général, École de technologie supérieure / MICHEL BELLEY, recteur, Université du Québec à Chicoutimi / GHISLAIN BOURQUE, recteur, Université du Québec à Trois-Rivières / DANIEL CODERRE, vice-président à l'enseignement et à la recherche, Université du Québec / ROCH DENIS, recteur, Université du Québec à Montréal / LOUIS GENDREAU, vice-président à l'administration, Université du Québec / JOHANNE JEAN, rectrice, Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue / PIERRE LAPOINTE, directeur général, Institut national de la recherche scientifique / MARCEL PROULX, directeur général, École nationale d'administration publique / MICHEL RINGUET, recteur, Université du Québec à Rimouski / JEAN VAILLANCOURT, recteur, Université du Québec en Outaouais

Personnes convoquées : LOUISE BERTRAND, directrice générale, Télé-université, composante de l'UQAM / GUY MASSICOTTE, directeur du Bureau de la planification, Université du Québec

Secrétaire : MICHEL QUIMPER, secrétaire général et directeur de l'administration et des affaires juridiques, Université du Québec

Code d'éthique et de déontologie

Mise en application du Code d'éthique et de déontologie au cours de l'année 2005-2006

Au cours de l'année 2005-2006, le comité d'éthique et de déontologie de l'Université du Québec responsable de la mise en œuvre du code d'éthique et de déontologie applicable aux membres de l'Assemblée des gouverneurs n'a été saisi d'aucune demande d'avis ni d'aucune allégation de manquement aux dispositions de ce code.

1. *Titre*

Code d'éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée des gouverneurs de l'Université du Québec

2. *Préambule*

Le présent code a pour objet d'établir des règles de conduite applicables aux membres de l'Assemblée des gouverneurs de l'Université du Québec en vue de maintenir et de promouvoir l'intégrité, l'objectivité et la transparence de leurs fonctions à titre d'administrateur, de façon à préserver leur capacité d'agir au mieux des intérêts et de la mission de l'Université du Québec et à inspirer la plus entière confiance auprès du public.

À ces fins, l'Assemblée des gouverneurs adopte les règles qui suivent conformément aux dispositions de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif.

3. *Champ d'application*

Chaque membre de l'Assemblée des gouverneurs est tenu de se conformer aux règles de conduite prescrites par le présent code. Un membre est en outre tenu aux devoirs et obligations prescrits par les lois et règlements qui régissent l'Université du Québec, par les dispositions applicables de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (L.R.Q. c. M-30) et ses règlements concernant l'éthique et la déontologie, ainsi que les articles 321 à 326 du Code civil du Québec.

4. *Devoirs généraux*

Le membre de l'Assemblée des gouverneurs doit, dans l'exercice de ses fonctions, agir avec intégrité, indépendance, loyauté et bonne foi au mieux des intérêts de l'Université du Québec, et avec soin, diligence et compétence, comme le ferait en pareilles circonstances une personne raisonnable.

Il doit organiser ses affaires personnelles de telle sorte qu'elles ne puissent nuire à l'exercice de ses fonctions.

5. *Règles relatives à l'utilisation des biens et ressources de l'Université du Québec*

Le membre de l'Assemblée des gouverneurs ne doit pas confondre les biens de l'Université du Québec avec les siens. Il ne peut utiliser les biens, ressources matérielles, physiques ou humaines de l'Université à son profit ou au profit de tiers, à moins d'avoir obtenu une autorisation préalable.

6. *Règles relatives à l'information*

Le membre de l'Assemblée des gouverneurs est tenu à la discrétion sur ce dont il a connaissance dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions et est tenu, à tout moment, de respecter le caractère confidentiel de l'information ainsi reçue.

Il ne peut utiliser à son profit ou au profit d'un tiers l'information obtenue dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions.

7. *Règles de conduite sur les conflits d'intérêts*

Le membre de l'Assemblée des gouverneurs doit éviter de se placer dans une situation de conflit entre son intérêt personnel et les obligations de ses fonctions.

8. *Situations de conflit d'intérêts*

Constitue une situation de conflit d'intérêts :

a) la situation où un membre de l'Assemblée des gouverneurs a, directement ou indirectement, un intérêt personnel et distinct dans une délibération de l'Assemblée des gouverneurs ;

b) la situation où un membre de l'Assemblée des gouverneurs a, directement ou indirectement, un intérêt dans une entreprise qui transige ou est sur le point de transiger avec l'Université du Québec ;

c) la situation où un membre de l'Assemblée des gouverneurs a, directement ou indirectement, un intérêt dans un contrat ou une transaction, ou un projet de contrat ou de transaction, avec l'Université du Québec ;

d) la situation où un membre de l'Assemblée des gouverneurs occupe une fonction de direction au sein d'une entreprise ou d'un organisme dont les intérêts entrent en concurrence avec ceux de l'Université du Québec.

9. *Intérêts incompatibles avec la charge d'administrateur et retrait de la séance lors de délibérations sur les conditions de travail, conventions collectives ou protocole d'entente*

Les membres de l'Assemblée des gouverneurs ci-après énumérés :

a) le président de l'Université ;

b) le recteur de chaque université constituante ;

c) les quatre personnes désignées parmi les directeurs généraux des instituts de recherche et des écoles supérieures ;

d) les professeurs et les étudiants ;

ne peuvent, sous peine de déchéance de leur charge, avoir un intérêt direct ou indirect dans une entreprise qui met en conflit leur intérêt personnel et les devoirs de leurs fonctions. Toutefois, cette déchéance n'a pas lieu si cet intérêt leur échoit par succession ou par donation, pourvu qu'ils y renoncent ou en disposent avec diligence.

Les membres de l'Assemblée des gouverneurs ci-après énumérés :

e) les membres provenant des milieux sociaux, culturels, des affaires et du travail ;

f) le membre provenant du milieu de l'enseignement collégial;

qui ont un intérêt direct ou indirect dans une entreprise qui met en conflit leur intérêt personnel et celui de l'Université du Québec doivent, sous peine de déchéance de leur charge, le dénoncer par écrit au président de l'Assemblée des gouverneurs et s'abstenir de participer à toute délibération et à toute décision portant sur l'entreprise dans laquelle ils ont leur intérêt ou à toute séance au cours de laquelle leur intérêt est débattu.

Le membre du personnel de l'Université du Québec, d'une université constituante ou d'une école supérieure qui fait partie de l'Assemblée des gouverneurs à titre de professeur ou d'étudiant, doit quitter toute séance pendant la durée des délibérations et du vote sur toute question concernant les négociations relatives à la convention collective ou au contrat collectif de travail en tenant lieu qui le régit ou qui régit d'autres membres du personnel de l'Université du Québec, d'une université constituante, d'un institut de recherche où d'une école supérieure.

Un membre du personnel de l'Université du Québec, d'une université constituante, d'un institut de recherche ou d'une école supérieure doit quitter toute séance pendant la durée des délibérations et du vote sur toute question dans laquelle il a un intérêt personnel et distinct.

10. Règle prohibant l'acceptation de cadeaux ou autres avantages

Un membre de l'Assemblée des gouverneurs ne peut accepter aucun cadeau, marque d'hospitalité ou autre avantage que ceux d'usage et de valeur modeste. Tout autre cadeau, marque d'hospitalité ou avantage reçu doit être retourné au donateur.

11. Règle prohibant l'acceptation de faveurs ou avantages

Le membre de l'Assemblée des gouverneurs ne peut, directement ou indirectement, accorder, solliciter ou accepter une faveur ou un avantage indu pour lui-même ou pour un tiers.

12. Règle prohibant l'influence

Le membre de l'Assemblée des gouverneurs doit, dans la prise de ses décisions, éviter de se laisser influencer par des offres d'emploi.

13. Règles applicables après la cessation des fonctions

Le membre de l'Assemblée des gouverneurs qui a cessé d'exercer sa charge d'administrateur doit se comporter de façon à ne pas tirer d'avantages indus de sa charge antérieure.

Dans l'année qui suit la fin de sa charge d'administrateur, un membre de l'Assemblée des gouverneurs ne doit pas divulguer une information confidentielle qu'il a obtenue ni donner à quiconque des conseils fondés sur de l'information non disponible au public au sujet d'une procédure, d'une négociation ou d'une autre opération à laquelle l'Université du Québec est partie, ne peut donner des conseils, ni agir au nom ou pour le compte d'autrui relativement à cette procédure, cette négociation ou cette autre opération.

Pendant la même période et dans les mêmes circonstances, les membres de l'Assemblée des gouverneurs ne peuvent traiter avec la personne visée au premier alinéa.

14. Mécanismes d'application

14.1 Comité d'éthique et de déontologie

Le comité d'éthique et de déontologie relève de l'Assemblée des gouverneurs. Il est formé de trois (3) membres de l'Assemblée, dont un président, désignés par l'Assemblée des gouverneurs pour une durée de trois (3) ans. Le secrétaire général ou son mandataire, agit comme secrétaire.

Lorsqu'un membre du comité d'éthique et de déontologie est visé par une allégation découlant de l'application du présent code, l'Assemblée des gouverneurs doit pourvoir à son remplacement dans les meilleurs délais.

14.1.1 Mandat du comité

Le comité a pour mandat :

a) de remplir les responsabilités qui lui sont confiées par le Code d'éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée des gouverneurs de l'Université du Québec ;

b) de diffuser et de promouvoir ce code d'éthique et de déontologie auprès des membres de l'Assemblée des gouverneurs ;

c) de présenter à l'Assemblée des gouverneurs un rapport annuel et toutes recommandations qu'il juge appropriées en matière d'éthique et de déontologie. Le comité indique dans son rapport annuel le nombre de demandes d'avis qu'il a reçues ainsi que le nombre de dossiers d'allégations de manquements au code d'éthique et de déontologie dont il a traité au cours de l'année et leur suivi ;

d) de conseiller les membres de l'Assemblée des gouverneurs sur toute question relative à l'application du code d'éthique et de déontologie.[1]

14.1.2 Pouvoirs du comité

Outre les pouvoirs qui lui sont conférés par le Code d'éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée des gouverneurs de l'Université du Québec, le comité d'éthique et de déontologie peut :

a) établir ses propres règles de fonctionnement et de régie interne, dont il informe l'Assemblée des gouverneurs ;

b) procéder à toute consultation qu'il juge utile à l'exécution de son mandat.

14.2 Traitement des allégations de transgression du code

Un membre de l'Assemblée des gouverneurs ou l'Assemblée des gouverneurs, lorsqu'il y a des motifs sérieux de croire qu'une contravention au présent code a été commise, peut en saisir, par écrit, le président du comité d'éthique et de déontologie et lui remettre tous les documents disponibles et pertinents.

Le comité d'éthique et de déontologie détermine, après examen, s'il y a matière à ouvrir un dossier. Dans l'affirmative, il avise, par écrit, la personne concernée des manquements qui lui sont reprochés et lui remet copie de tous les documents et de toute autre information à son dossier se rapportant aux manquements reprochés.

Le comité d'éthique et de déontologie rencontre la personne concernée ainsi que toute autre personne dont il estime la présence pertinente afin de recueillir leurs observations et points de vue.

Lorsque le rapport du comité d'éthique et de déontologie conclut qu'il y a eu contravention au présent code et recommande une sanction, l'Assemblée des gouverneurs donne à la personne concernée l'occasion de présenter son point de vue. Elle rend sa décision par scrutin secret.

14.3 Sanctions

Une contravention au présent code peut donner lieu à un avertissement, une réprimande, une demande de corriger la situation qui a généré la transgression du code, une demande de révocation à l'autorité compétente, si le manquement est grave ou s'il y a refus de donner suite à la décision de l'Assemblée des gouverneurs faisant état d'une demande de correction de situation.

14.4 Mesures provisoires

Lorsqu'une situation urgente nécessite une intervention rapide ou dans un cas présumé de faute grave, le comité d'éthique et de déontologie peut faire une demande à l'autorité compétente de relever provisoirement de ses fonctions le membre à qui l'on reproche une contravention au présent code, le temps nécessaire pour examiner la situation et prendre la décision appropriée.

14.5 Demande d'avis

L'Assemblée des gouverneurs ou l'un de ses membres peut demander l'avis du comité d'éthique et de déontologie sur la conformité d'une conduite ou d'une situation donnée avec le présent code.

15. Disposition finale

Entrée en vigueur

Le présent code entre en vigueur dès son adoption par l'Assemblée des gouverneurs.

1. Adopté par l'Assemblée des gouverneurs, le 9 décembre 1998, résolution 1998-16-AG-R.200.

Les inscriptions

Figure 1
Baccalauréat à temps plein sur les inscriptions du 1er cycle (en %)

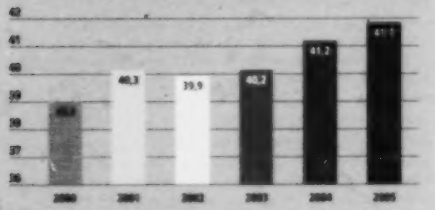


Figure 2
Inscriptions aux cycles supérieurs sur l'ensemble des inscriptions (en %)

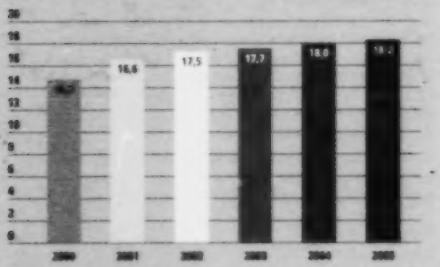
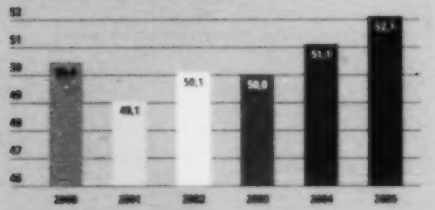


Figure 3
Proportion de femmes aux cycles supérieurs (en %)



	UQAM	UQTR	UQAC	UQAR	UQO	UQAT	INRS	ENAP	ETS	TELUQ	TOTAL
NOMBRE TOTAL D'INSCRIPTIONS	40 694	10 456	6 561	5 435	5 504	2 493	605	1 791	4 631	8 213	86 389
EN ÉQUIVALENCE AU TEMPS PLEIN DE L'ANNÉE 2005-2006	25 335	7 159	4 221	3 399	3 510	1 379	348	674	3 629	2 924	52 779
NOUVEAUX DANS L'ÉTABLISSEMENT AU 1er CYCLE	8 169	2 479	1 258	1 249	1 229	628	N.A.P.	N.A.P.	940	2 617	18 509

À l'automne 2005, l'Université du Québec comptait 86 389 étudiants, ce qui représente une augmentation de 0,3 % par rapport à l'automne précédent. Au 1er cycle, le nombre d'étudiants s'inscrivant pour la première fois dans un établissement du réseau de l'Université du Québec représente 26,2 % des étudiants de premier cycle. La proportion d'étudiants de deuxième cycle se situe à 14,8 % de l'ensemble des étudiants, alors que celle des étudiants de troisième cycle se situe à 3,4 %, ce qui constitue une augmentation de 9,1 % par rapport à l'automne 2004. Soulignons que le volume des étudiants de deuxième et de troisième cycles a enregistré une croissance de 36,6 % depuis l'automne 2000.

	UQAM	UQTR	UQAC	UQAR	UQO	UQAT	INRS	ENAP	ETS	TELUQ	TOTAL
% D'INSCRIPTIONS AU BACCALAURÉAT À TEMPS PLEIN SUR L'ENSEMBLE DES INSCRIPTIONS DE 1er CYCLE	42,2	54,1	48,3	51,8	49,9	37,8	N.A.P.	N.A.P.	56,9	2,2	41,7
% D'INSCRIPTIONS AUX CYCLES SUPÉRIEURS SUR L'ENSEMBLE DES INSCRIPTIONS	17,5	13,3	17,3	16,9	19,3	15,6	100,0	100,0	13,8	8,2	18,2
% DE FEMMES AUX CYCLES SUPÉRIEURS	52,7	51,1	56,4	54,3	51,6	67,0	44,0	54,6	16,2	65,2	52,1

À l'automne 2005, 41,7 % des étudiants de 1er cycle à l'Université du Québec étaient inscrits à temps plein à un programme de baccalauréat **(figure 1)**. Le poids relatif des étudiants aux cycles supérieurs continue d'augmenter et atteint maintenant 18,2 % **(figure 2)**, alors qu'il n'était que de 14,7 % en 2000. En ce qui concerne la proportion des femmes aux cycles supérieurs, elle se situe à 52,1 % **(figure 3)**, alors que la proportion de femmes sur l'ensemble des inscriptions s'élève à 60,9 %.

RÉPARTITION SELON LE CYCLE DE PROGRAMME (en %)

	UQAM	UQTR	UQAC	UQAR	UQO	UQAT	INRS	ENAP	ETS	TELUQ	TOTAL
BACCALAURÉAT	45,5	56,2	51,2	56,9	55,1	42,6	N.A.P.	N.A.P.	71,7	10,6	45,3
CERTIFICAT	29,2	22,6	24,1	22,3	20,4	31,2	N.A.P.	N.A.P.	7,3	46,1	26,1
AUTRES 1er CYCLE [1]	7,8	7,9	7,5	3,8	5,1	10,5	N.A.P.	N.A.P.	7,1	35,1	9,8
MAÎTRISE	10,4	8,0	9,5	9,6	12,1	4,5	44,3	52,7	7,8	0,6	10,0
DIPLÔME	1,2	0,9	1,7	2,9	3,9	2,8	—	22,8	0,3	2,0	2,1
DOCTORAT	3,5	3,7	2,3	1,7	0,3	1,2	41,0	2,0	1,8	—	2,9
AUTRES 2e ET 3e CYCLES [2]	2,5	0,8	1,7	2,7	2,9	7,1	14,7	22,5	2,0	5,5	3,1

Une proportion de 72,0 % des étudiants de l'Université du Québec sont inscrits à un programme de baccalauréat ou de certificat tandis que 15,0 % des étudiants poursuivent des études à la maîtrise, au diplôme ou au doctorat **(figures 4 et 5)**

RÉPARTITION SELON LE DOMAINE D'ÉTUDES (en %)

	UQAM	UQTR	UQAC	UQAR	UQO	UQAT	INRS	ENAP	ETS	TELUQ	TOTAL
SCIENCES DE LA SANTÉ	0,05	14,7	6,2	17,9	10,1	14,0	14,7	—	—	2,1	4,7
SCIENCES PURES	5,7	3,7	3,9	7,2	—	1,6	54,4	—	—	2,6	4,6
SCIENCES APPLIQUÉES	5,6	9,2	9,4	2,8	4,3	4,5	31,4	—	91,6	3,7	10,4
SCIENCES HUMAINES	22,0	22,5	20,5	8,5	16,7	19,3	13,9	—	—	10,1	17,7
LETTRES	7,5	2,6	4,9	1,3	4,8	—	—	—	—	4,9	5,1
DROIT	1,9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,9
SCIENCES DE L'ÉDUCATION	13,9	15,4	20,5	27,4	11,4	26,1	—	—	—	2,3	13,2
SCIENCES DE L'ADMINISTRATION	28,7	26,5	25,5	31,0	44,4	28,3	—	98,4	—	45,6	30,6
ARTS	6,4	1,0	3,6	—	3,3	9,6	—	—	—	—	3,9
ÉTUDES PLURIDISCIPLINAIRES	8,2	4,7	5,6	13,0	4,9	2,6	5,6	1,6	8,4	28,7	8,8

À l'automne 2005, 72,0 % des étudiants de l'Université du Québec ont choisi d'étudier en sciences humaines, en sciences de l'éducation, en sciences de l'administration ou en sciences appliquées. Cette proportion s'est avérée relativement stable au fil des ans. Par rapport à l'automne 2000, la proportion d'inscriptions dans le secteur de l'éducation a diminué légèrement, passant de 15,4 % à 13,2 %. Au cours de la même période, le secteur des sciences de la santé a connu des hausses constantes, passant de 3,0 % à 4,7 %. Il en est de même pour le secteur des sciences humaines qui est passé de 15,2 % à l'automne 2000 à 17,7 % à l'automne 2005 **(figure 6)**

1. Les données de l'UQTR incluent les doctorats de 1er cycle.
2. Comprend les programmes courts, les propédeutiques ainsi que les étudiants libres et les auditeurs.

Aucune inscription

N.A.P. Ne s'applique pas

Figure 4
Évolution de la proportion des inscriptions (en %)

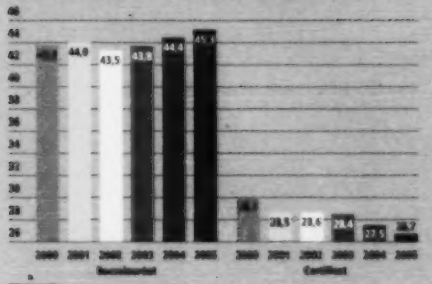


Figure 5
Évolution de la proportion des inscriptions (en %)

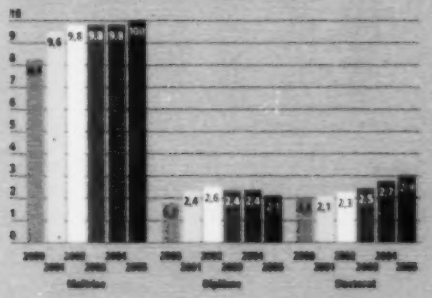


Figure 6
Évolution de la proportion des inscriptions dans les domaines qui regroupent le plus d'étudiants (en %)

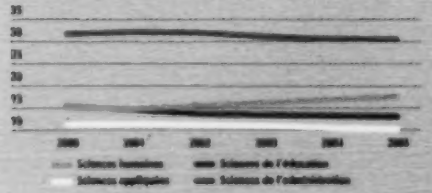


Figure 1
Baccalauréat à temps plein sur les inscriptions du 1er cycle (en %)

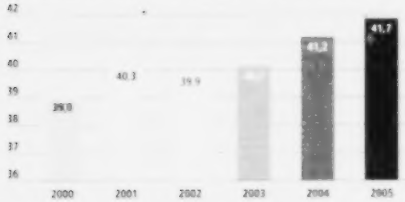


Figure 2
Inscriptions aux cycles supérieurs sur l'ensemble des inscriptions (en %)

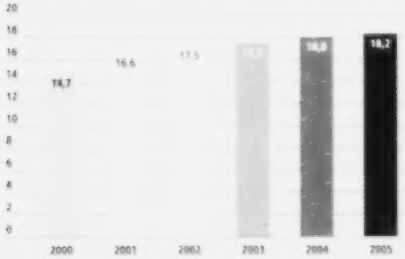


Figure 3
Proportion de femmes aux cycles supérieurs (en %)

(figures 4 et 5)

(figure 6)

Figure 4
Évolution de la proportion des inscriptions (en %)

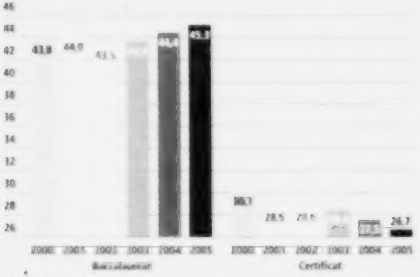


Figure 5
Évolution de la proportion des inscriptions (en %)

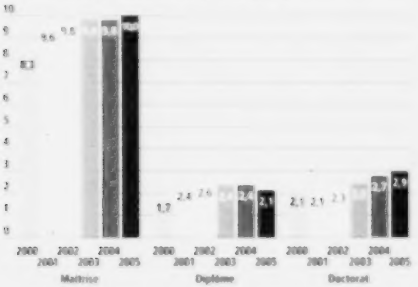


Figure 6
Évolution de la proportion des inscriptions dans les domaines qui regroupent le plus d'étudiants (en %)

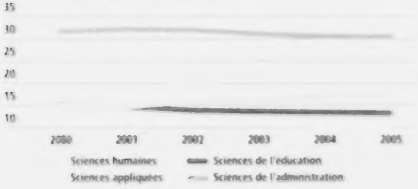


Figure 7
Proportion des hommes et des femmes selon le genre de diplômes décernés en 2005 (en %)

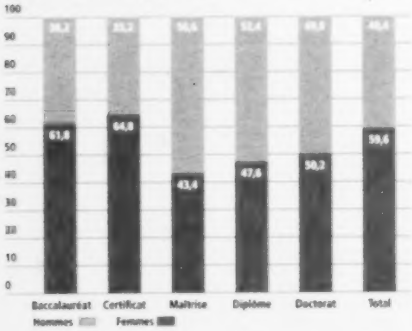


Figure 8
Répartition des diplômes décernés en 2005 selon le genre (en %)

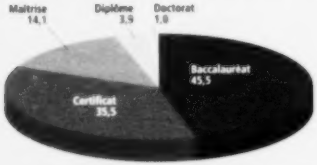


Figure 7
Proportion des hommes et des femmes selon le genre de diplômes décernés en 2005 (en %)

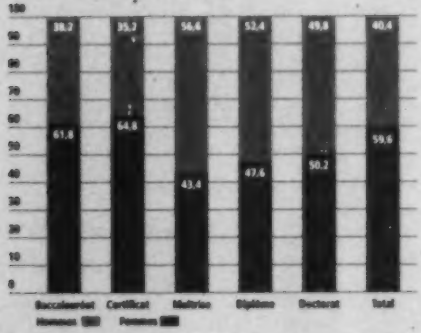
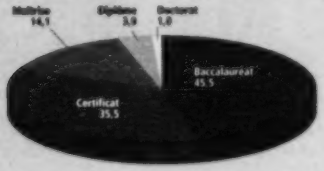


Figure 8
Répartition des diplômes décernés en 2005 selon le genre (en %)



TOTAL DES DIPLÔMES DÉCERNÉS

	UQAM	UQTR	UQAC	UQAR	UQO	UQAT	INRS	ENAP	ETS	TELUQ	TOTAL
EN 2005	10 303	2 274	1 777	1 117	1 977	482	141	420	862	853	19 606
DE 1968 À 2005 INCLUSIVEMENT	209 217	52 622	39 772	30 672	27 525	11 372	1 630	6 207	9 856	18 053	416 926

Depuis sa fondation, l'Université du Québec a délivré 416 926 diplômes, dont 57,2 % ont été attribués à des femmes. En 2005, 19 606 nouveaux diplômes ont été décernés, ce qui constitue une augmentation de 4,0 % par rapport à 2004. De ce nombre, 9159 l'ont été par l'Assemblée des gouverneurs et 10 447 [1] par le Conseil d'administration de l'Université du Québec à Montréal. La proportion de femmes diplômées au 1er cycle demeure particulièrement élevée, celles-ci récoltant 61,8 % des diplômes émis au baccalauréat et 64,8 % au certificat. Aux cycles supérieurs, cette proportion se situe à 44,7 % **(figure 7)**.

RÉPARTITION DES DIPLÔMES DÉCERNÉS EN 2005 SELON LE GENRE (en %)

	UQAM	UQTR	UQAC	UQAR	UQO	UQAT	INRS	ENAP	ETS	TELUQ	TOTAL
BACCALAURÉAT	43,1	59,0	51,6	53,4	50,2	38,0	–	–	70,4	74,5	45,5
CERTIFICAT	38,6	25,8	27,9	33,0	28,6	57,3	–	–	13,9	83,5	35,5
MAÎTRISE	15,0	12,7	11,6	7,3	9,5	0,8	74,5	69,8	13,2	0,4	14,1
DIPLÔME	1,6	1,5	8,1	5,7	11,7	3,5	–	30,2	1,6	1,6	3,9
DOCTORAT	1,1	0,8	0,6	0,6	–	0,4	25,5	–	0,9	–	1,0

En 2005, le nombre de diplômes émis par rapport à 2004 a augmenté pour chacun des genres de programmes. Ces augmentations sont de 3,5 % au baccalauréat, de 3,2 % au certificat, de 6,8 % à la maîtrise et de 11,7 % au doctorat **(figure 8)**. Sur un horizon de deux ans, elles s'élèvent à 6,4 % au baccalauréat, à 3,7 % pour la maîtrise et à 14,2 % pour le doctorat.

1. Source : Système PRISME, Vice-présidence à l'enseignement et à la recherche.
2. De ce nombre, 144 ont été émis pour la TELUQ, depuis la fusion UQAM-TELUQ.

RÉPARTITION DES DIPLÔMES DÉCERNÉS EN 2005 SELON LE DOMAINE D'ÉTUDES (en %)

	UQAM	UQTR	UQAC	UQAR	UQO	UQAT	INRS	ENAP	ÉTS	TÉLUQ	TOTAL
SCIENCES DE LA SANTÉ	0,1	11,1	6,6	14,4	6,6	14,1	14,2	...	...	0,5	3,7
SCIENCES PURES	5,1	5,4	3,1	9,0	0,1	0,6	56,8	...	...	3,3	4,7
SCIENCES APPLIQUÉES	4,8	2,9	9,4	2,4	7,3	5,0	18,4	...	100,0	1,2	3,9
SCIENCES HUMAINES	16,4	29,7	13,4	7,0	16,8	11,0	10,6	...	...	12,9	16,6
SCIENCES DE L'ÉDUCATION	12,3	14,0	14,6	32,0	8,6	17,6	...	...	...	4,0	12,4
SCIENCES DE L'ADMINISTRATION	43,9	26,7	47,0	33,7	52,9	35,8	...	100,0	...	60,8	41,7
ARTS	6,1	0,9	2,9	...	2,1	7,5	...	...	...	1,1	3,9
LETTRES	6,7	2,9	2,2	1,2	4,9	...	...	...	...	11,5	4,6
DROIT	1,9	...	0,1	...	...	...	...	...	...	...	1,0
ÉTUDES PLURISECTORIELLES	0,7	1,4	0,5	0,3	0,1	8,5	...	...	...	0,8	1,3

La répartition des diplômes décernés selon le domaine d'études est demeurée relativement stable en 2005 par rapport à 2004. Depuis 2000, la proportion de diplômes décernés en sciences de l'administration est passée de 36,3 % du total des diplômes à 41,7 % en 2005. Au cours de la même période, cette proportion est passée de 15,7 % à 12,4 % en sciences de l'éducation, de 17,8 % à 16,8 % en sciences humaines, et de 5,6 % à 4,7 % en sciences pures **(figure 9)**

POUR LES PROGRAMMES CONDUISANT À L'OBTENTION D'UN GRADE UNIVERSITAIRE (en %)

	BACCALAURÉAT	MAÎTRISE	DOCTORAT
SCIENCES DE LA SANTÉ	4,5	0,9	3,0
SCIENCES PURES	4,9	5,4	25,3
SCIENCES APPLIQUÉES	13,6	8,2	11,9
SCIENCES HUMAINES	20,5	16,2	44,3
SCIENCES DE L'ÉDUCATION	19,6	2,8	5,0
SCIENCES DE L'ADMINISTRATION	26,3	56,2	4,5
ARTS	3,5	2,8	2,0
LETTRES	2,1	2,6	4,0
DROIT	1,3	0,9	...
ÉTUDES PLURISECTORIELLES	3,5	...	...

La répartition des diplômes entre les différents domaines d'études varie selon le grade décerné. Ainsi, 25,3 % des diplômes de doctorat sont décernés en sciences pures, alors que ce même secteur ne compte que pour 4,9 % des diplômes de baccalauréat. De même, la proportion de diplômes décernés en sciences humaines est de 44,3 % au niveau du doctorat alors qu'elle n'est que de 20,5 % au niveau du baccalauréat. À l'inverse, le secteur des sciences de l'administration, qui compte pour 26,3 % de tous les diplômes de baccalauréat décernés et pour 56,2 % des diplômes de maîtrise, se retrouve avec seulement 4,5 % du volume des doctorats.

3. Comprend le baccalauréat ès arts avec majeure, le baccalauréat ès arts par cumul de certificats ou mineures, le certificat d'études plurisectorielles et le certificat perfectionné.

4. Comprend le baccalauréat ès arts avec majeure et le baccalauréat ès arts par cumul de certificats ou mineures.

Figure 9
Répartition des diplômes décernés en 2005 selon le domaine d'études (en %)

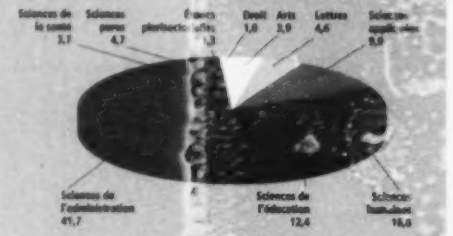


Figure 10
Répartition du personnel régulier au 31 mars 2006 selon la catégorie (en %)

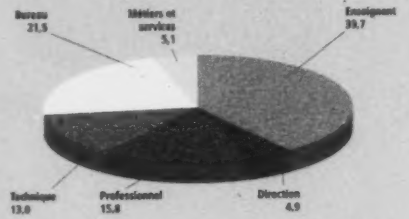
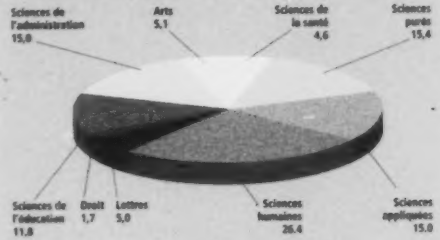


Figure 11
Répartition du personnel enseignant régulier selon la principale discipline d'enseignement en 2005-2006 (en %)



RÉPARTITION DU PERSONNEL RÉGULIER PAR CATÉGORIE[1]

	UQAM	UQTR	UQAC	UQAR	UQO	UQAT	INRS	ENAP	ETS	TELUQ	UQ	CSC	TOTAL
ENSEIGNANT	1 003	341	225	176	175	96	152	40	152	46			2 406
DIRECTION	105	29	21	21	16	15	17	11	26	16	18	1	296
PROFESSIONNEL	340	109	87	69	50	27	61	25	76	72	29	16	960
TECHNIQUE	289	95	59	45	46	21	71	31	78	42	13	1	791
BUREAU	541	160	120	83	79	36	54	30	95	80	24	1	1 303
MÉTIERS ET SERVICES	143	37	23	29	7		39	3	31				312
TOTAL	2 421	771	534	422	374	195	394	140	458	255	84	21	6 067

Parmi le personnel régulier de l'Université du Québec, 4 individus sur 10 (39,7 %) sont des enseignants. Vient ensuite le personnel professionnel et technique qui représente 28,8 % des effectifs et le personnel des groupes bureau et métiers et services (26,6 % des effectifs). Quant au personnel de direction, il constitue 4,9 % du personnel régulier **(figure 10)**. Après avoir connu une diminution constante pendant plusieurs années, les effectifs réguliers sont en hausse depuis 2000 (1,6 % d'augmentation par rapport à 2005, et 13,9 % par rapport à 2000). Les plus fortes hausses se situent chez le personnel professionnel (27,5 % par rapport à 2000) et technique (23,9 % par rapport à 2000). Toujours au cours de la même période, le personnel enseignant régulier a augmenté de 14,2 % et le personnel de direction de 4,8 %.

RÉPARTITION DU PERSONNEL ENSEIGNANT RÉGULIER PAR DISCIPLINE[2]

	UQAM	UQTR	UQAC	UQAR	UQO	UQAT	INRS	ENAP	ETS	TELUQ	TOTAL
SCIENCES DE LA SANTÉ	1,2	0,3	4,0	2,4	8,0	4,2	16,8			2,0	4,6
SCIENCES PURES	13,2	15,8	19,9	22,2	8,0	4,2	43,2		11,4	8,0	15,4
SCIENCES APPLIQUÉES	7,1	12,1	12,4	16,2	10,8	17,0	18,1	4,5	85,9	4,0	15,0
SCIENCES HUMAINES	33,1	26,1	23,2	11,0	29,5	27,4	21,3	86,4	2,0	22,0	26,4
LETTRES	5,7	5,8	7,1	6,1	5,7	4,2				6,0	5,0
DROIT	3,3	0,3	1,8		1,7			4,5			1,7
SCIENCES DE L'ÉDUCATION	10,8	16,7	14,6	18,2	11,9	21,1	0,6			28,0	11,8
SCIENCES DE L'ADMINISTRATION	15,6	11,5	15,5	18,2	23,9	18,1		54,5	0,7	28,0	15,0
ARTS	10,1	2,1	1,5	0,6	4,5	2,1					5,1

Une proportion de 38,2 % du personnel enseignant régulier enseigne dans des disciplines reliées aux sciences humaines et à l'éducation. Les autres disciplines qui regroupent le plus d'enseignants à l'Université du Québec sont les sciences pures (15,4 %), les sciences appliquées (15,0 %) et les sciences de l'administration (15,0 %) **(figure 11)**.

1. Source : Budgets de fonctionnement 2005-2006, vice-présidence à l'administration. Personnel régulier en place au 31 mars 2006, et occupant un poste autorisé au Fonds de fonctionnement ou au Fonds avec restriction. Données arrondies à l'entier.

2. Source : Fichiers des établissements transmis à la CREPUQ dans le cadre de l'enquête sur le personnel enseignant. Personnel en fonction au 31 octobre 2005, données en 2007. La méthode de regroupement disciplinaire se basait sur la variable « Unité administrative de rattachement » de l'enseignant, afin de relier le code numérique sur la variable « Principale discipline d'enseignement ». Les comparaisons de données avec les années antérieures doivent donc se faire avec toutes réserves.

INDICATEURS SUR LE PERSONNEL ENSEIGNANT RÉGULIER

	UQAM	UQTR	UQAC	UQAR	UQO	UQAT	INRS	ENAP	ETS	TELUQ	TOTAL
% DE DÉTENTEURS DE DOCTORAT	83,4	80,0	71,2	79,0	76,5	55,8	100,0	90,7	74,3	98,0	80,0
% DE FEMMES[1]	32,6	30,0	27,9	29,5	34,2	37,9	22,6	25,0	11,4	34,0	30,1
RATIO ETP/PERSONNEL ENSEIGNANT	25,3	21,6	16,8	19,3	20,1	18,4	N.A.P.	N.A.P.	23,9	63,6	23,4

Au sein de l'Université du Québec, la proportion de professeurs qui détiennent au moins un doctorat se situe à l'automne 2005 à 80,0 %, ce qui constitue une augmentation de 1,0 % depuis 2000 **(figure 12)**. Signalons également l'accroissement de la représentation des femmes parmi le personnel enseignant régulier **(figure 13)**. En effet, la proportion des femmes est passée de 26,6 % en 2000 à 30,1 % en 2005. Quant au ratio de l'effectif étudiant en équivalence au temps plein (EEETP) sur le nombre de professeurs, il s'élève à 23,4 en 2005, comparativement à 22,2 en 2000.

CHARGÉS DE COURS[2]

	UQAM	UQTR	UQAC	UQAR	UQO	UQAT	INRS	ENAP	ETS	TELUQ	TOTAL
NOMBRE	1 947	537	377	295	363	182	N.A.P.	71	205	N.A.P.	3 966
% DE FEMMES CHEZ LES CHARGÉS DE COURS	41,0	41,6	43,0	33,6	43,3	47,1	N.A.P.	54,1	32,7	N.A.P.	39,9

1. Source : Fichiers des établissements transmis à la CREPUQ dans le cadre de l'enquête sur le personnel enseignant. Personnel en fonction au 1er octobre 2005. L'information n'était pas disponible pour 35 individus, ceux-ci sont exclus du calcul.
2. Source : Fichiers des établissements transmis à la CREPUQ dans le cadre de l'enquête sur le personnel enseignant. Personnel en fonction au 1er octobre 2005.
3. Un ratio est calculé pour les établissements offrant des programmes de 3e cycle.
4. Source : Données recueillies auprès des établissements pour l'année universitaire 2005-2006 et traitées par la Direction des relations du travail.

N.A.P. : Ne s'appliquant pas.

Figure12
Évolution du détenteurs de doctorat parmi le personnel enseignant régulier (en %)

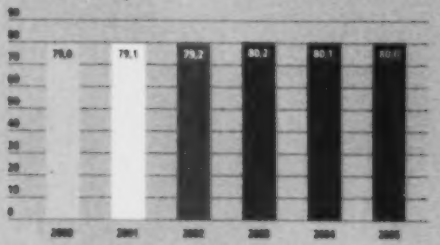


Figure13
Évolution de la proportion de femmes parmi le personnel enseignant régulier (en %)

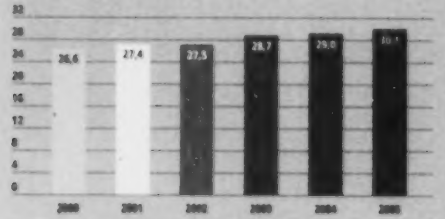


Figure12
Évolution de détenteurs de doctorat parmi le personnel enseignant régulier (en %)

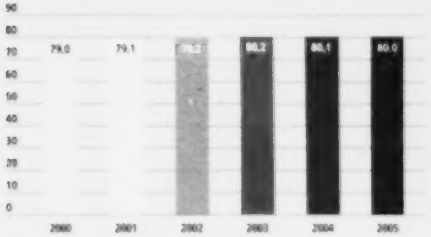


Figure13
Évolution de la proportion de femmes parmi le personnel enseignant régulier (en %)

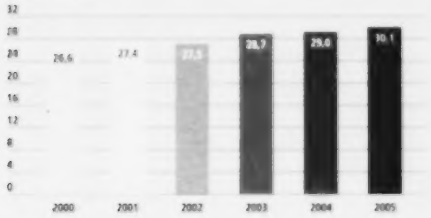


Figure 14
Évolution du montant des octrois de recherche (en 000 $)

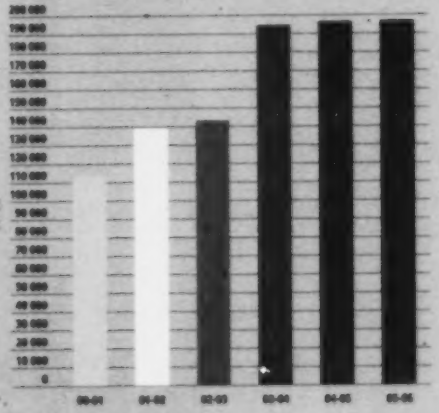
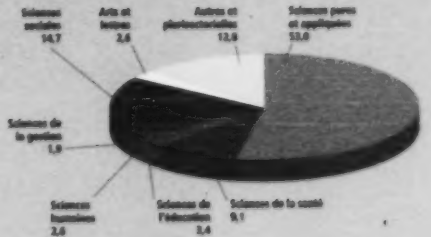


Figure 15
Répartition des octrois de recherche en 2005-2006 selon les champs disciplinaires de la Classification de la recherche universitaire (CRU) (en %)



RECHERCHE SUBVENTIONNÉE ET CONTRACTUELLE 2005-2006

	UQAM	UQTR	UQAC	UQAR	UQO	UQAT	INRS	ENAP	ETS	TELUQ	TOTAL
NOMBRE D'OCTROIS	1 205	196	310	282	125	242	668	91	499	64	3 877
MONTANT DES OCTROIS EN 000 $ EXCLUANT FCI ET CONTREPARTIES	51 720	14 213	16 770	9 401	3 993	8 281	49 433	2 832	11 664	1 087	164 744
FCI ET CONTREPARTIES ASSOCIÉES	5 352	5 940	997	3 866	1 060	1 046	3 252	–	8 252	1 862	31 676
MONTANT TOTAL DES OCTROIS EN 000 $	57 073	20 153	17 767	13 267	5 053	9 876	43 685	2 832	21 916	4 949	196 470
% DES MONTANTS SOUS FORME DE CONTRATS	8,9 %	12,2 %	7,6 %	12,1 %	1,3 %	11,0 %	14,1 %	58,9 %	21,0 %	9,5 %	12,5 %
VALEUR DES OCTROI/ANNÉE DE PROFESSEURS	56 907	59 099	78 964	74 813	28 875	102 873	297 402	70 794	144 185	197 590	81 858

En 2005-2006, les octrois de recherche de l'Université du Québec totalisaient 196 470 270 $ comparativement à 196 265 205 $ en 2004-2005 **(figure 14)**. Ces données sont provisoires et ne tiennent compte que d'une partie de la recherche interuniversitaire. Les données sur la recherche interuniversitaire sont en effet tributaires des déclarations de financement de l'ensemble des universités québécoises.

OCTROIS 2005-2006 SELON LA CLASSIFICATION DE LA RECHERCHE UNIVERSITAIRE (CRU)[3] EN 000 $

	UQAM	UQTR	UQAC	UQAR	UQO	UQAT	INRS	ENAP	ETS	TELUQ	TOTAL
GÉNIE	835	1 196	8 548	669	978	1 787	2 490		20 845	245	42 239
SCIENCES APPLIQUÉES	4 212	41	324	6 544		4 562	4 862			4	22 190
SCIENCES NATURELLES	11 319	2 165	3 533	1 979	30	727	16 147				35 735
SCIENCES MATHÉMATIQUES	1 475	164	89	208	1 448					10	3 911
SCIENCES MÉDICALES	4 937	1 770	984	243	78	0	16 002			22	11 459
SCIENCES INFIRMIÈRES		18	33		8	29					54
SCIENCES DE L'ACTIVITÉ PHYSIQUE ET RÉADAPTATION	242	32				8					282
SCIENCES DE L'ÉDUCATION	2 394	1 035	135	138	303	130				2 534	6 752
SCIENCES DE LA GESTION	2 364	1 068	81	119	71	205	88			0	3 496
SCIENCES HUMAINES	3 568	513	426	37	153	0	479	9			5 152
SCIENCES SOCIALES	14 922	1 849	1 604	1 181	1 963	363	3 534	2 180		1 721	28 613
CRÉATION LITTÉRAIRE ET ARTISTIQUE	2 259	41	396	2	1						2 558
ÉTUDES DES ARTS ET DES LETTRES	1 760	182	625	183						23	2 541
AUTRES ET PLURIFORME	8 591	4 032	2 271	1 949	704	1 266	8 329	642	1 071	394	25 139
TOTAL	57 073	20 153	17 767	13 267	5 053	9 876	43 685	2 832	21 916	4 949	196 470

En 2005-2006, selon les nouveaux champs disciplinaires de la classification de la recherche universitaire (CRU), la recherche en sciences pures et appliquées (incluant génie, sciences appliquées, sciences naturelles et sciences mathématiques) constituait 53,0 % du montant total des octrois, celle dans le domaine des sciences sociales et humaines 25,1 % (incluant les sciences de l'éducation, sciences de la gestion, sciences sociales, création littéraire et artistique, études des arts et lettres) et celle en sciences de la santé, 9,1 % (sciences médicales, sciences infirmières, sciences de l'activité physique et réadaptation) **(figure 15)**.

1. Source : Données extraites en partie de l'inventaire des financements de la recherche de l'Université du Québec (système FRI) en date du 15 janvier 2007.
2. Montants des subventions versées par la Fondation canadienne pour l'innovation (FCI) et des contreparties associées, tels que déclarés dans SIRU.
3. Fonds de fonctionnement et fonds pour l'infrastructure. Tableau 3 : Recensé en place au 31 mars 2006.
4. Nouvelle classification utilisée dans le système d'inventaire du financement de la recherche (FRI) de l'Université du Québec.

	UQAM	UQTR	UQAC	UQAR	UQO	UQAT	INRS	ENAP	ETS	TELUQ	TOTAL
FQRNT	1 881	263	1 296	246	55	213	1 037	-	235		5 685
FQRSC	5 041	687	797	334	334	86	355	190		120	7 893
FRSQ	751	181	597		35		540	-	1	129	1 833
SOUS-TOTAL CONSEILS PROVINCIAUX	9 022	1 131	3 690	1 050	384	298	2 131	190	236	249	15 381
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC (autres)	8 193	8 754	4 216	3 809	1 216	1 966	9 610	1 750	4 315	872	40 700
CRSNG	6 490	2 310	1 575	1 846	473	778	6 433		2 543	924	23 809
CRSH	4 704	693	630	211	374	161	552	66	-	1 109	11 063
IRSC	2 490	282	54		108	-	1 500		48		4 513
SOUS-TOTAL CONSEILS FÉDÉRAUX	17 684	3 285	2 259	2 057	955	939	8 585	66	2 592	1 034	39 906
GOUVERNEMENT DU CANADA (autres)	13 140	5 161	5 176	4 171	1 598	3 271	11 201	124	4 011	1 644	52 040
AUTRES SOURCES EXTERNES	6 884	3 166	3 693	1 804	703	2 911	7 964	638	9 442	1 058	38 552
FIR	2 704	291	163	145	295	-	2 251	53	220	71	6 141
AUTRES SOURCES INTERNES	26	1 422	297	132	102	481	-	-	395	-	3 036
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC	118	4	12	4	-	12	11	9	25	19	213
TOTAL	57 073	26 153	17 767	13 787	5 053	9 876	43 665	2 832	21 916	4 945	196 470

Les subventions des conseils provinciaux (FQRNT, FQRSC et FRSQ) représentent 7,8 % de l'ensemble des octrois de recherche de l'Université du Québec et ceux des conseils fédéraux (CRSNG, CRSH et IRSC), 19,8 %. L'Université du Québec se voit octroyer 16,9 % des subventions versées au Québec par le CRSNG et 20,5 % de celles du CRSH **(figure 16)**. L'Université du Québec arrive au 3e rang des universités canadiennes sur la base des subventions du CRSH et au 9e rang pour le CRSNG. Notons que ces informations ont été puisées à partir des données diffusées par l'OST (www.ost.uqam.ca).

Du côté des conseils provinciaux, à l'exercice terminé au 31 mars 2006, le FQRNT rapporte avoir versé plus de 27 millions en subventions, dont 20,6 % allaient à l'Université du Québec. Pour le FQRSC, des 29,9 millions en subventions versées en 2006, 26,2 % allaient à l'Université du Québec.

ENSEMBLE DU RÉSEAU	00-01	01-02	02-03	03-04	04-05	05-06
SUBVENTIONS DES GRANDS CONSEILS (a)	37 737	41 889	47 363	53 890	53 362	54 327
CONTRATS	29 536	29 631	32 529	30 046	27 274	24 596
PCI ET CONTREPARTIES ASSOCIÉES	7 255	15 862	10 410	41 648	40 398	31 676
AUTRES SUBVENTIONS EXTERNES	19 837	38 550	44 703	56 043	64 857	76 020
TOTAL DES OCTROIS EXTERNES	94 435	125 732	135 002	181 629	185 911	186 619

a) Les octrois proviennent du Fonds de développement académique du réseau (FODAR) et du programme Communauté scientifique réseau.

b) Sous le vocable Grands conseils, sont regroupés certains conseils fédéraux (CRSH, CRSNG, IRSC) et provinciaux (FQRNT, FQRSC, FRSQ).

Figure 16
Répartition des octrois de recherche en 2005-2006 selon l'organisme pourvoyeur (en %)

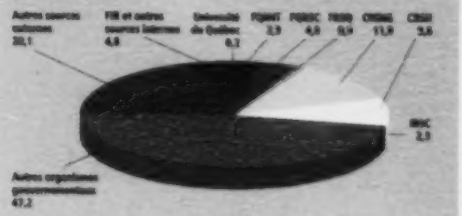
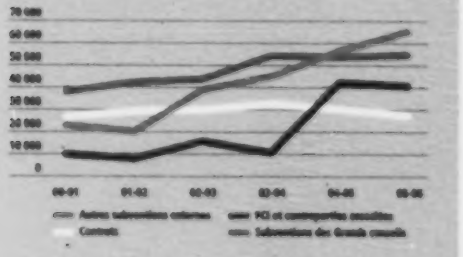


Figure 17
Évolution du montant des octrois externes de recherche selon le type (en 000 $)



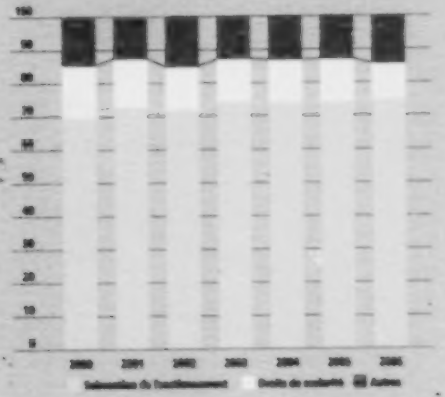
ABRÉVIATIONS

CRSH	Conseil de recherches en sciences humaines du Canada
CRSNG	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada
CRU	Classification de la recherche universitaire du MDEIE, FQRNT, FQRSC et FRSQ
PCI	Fondation canadienne pour l'innovation
FIR	Fonds institutionnel de recherche (de l'Université du Québec)
FQRNT	Fonds québécois de la recherche sur la nature et les technologies
FQRSC	Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture
FRSQ	Fonds de la recherche en santé du Québec
IFR	Inventaire du financement de la recherche
IRSC	Instituts de recherche en santé du Canada
MDEIE	Ministère du Développement économique, Innovation et Exportation
OST	Observatoire des sciences et des technologies
SIRU	Système d'information sur la recherche universitaire

Les données financières,

à l'exception de l'Université du Québec à Montréal et de sa composante Télug*

Figure 18
Évolution de la répartition des produits du Fonds de fonctionnement selon la source (en %)



	UQAM	UQTR	UQAC	UQAR	UQO	UQAT	INRS	ENAP	ETS	UO	CSC	PROG. RÉSEAU[1]	TOTAL[2]
PRODUITS	90 675	55 526	39 613	47 551	25 737	58 087	19 197	58 943	9 951	4 539	12 748	446 280
CHARGES	91 922	55 467	51 078	49 825	26 779	54 978	19 198	59 810	9 817	4 388	12 571	445 758
EXCÉDENT (INSUFFISANCE) DES PRODUITS	(1 247)	59	(11 465)	(2 274)	(1 042)	3 109	(1)	(867)	134	151	177	522
SOLDE DE FONDS	(17 106)	(1 409)	(8 878)	(9 634)	(6 154)	(2 807)	1 136	(2 189)	1 040	277	(15 162)	(64 906)

L'exercice financier 2005-2006 s'est soldé par un excédent des produits de 452 000 $. Au 31 mai 2006, l'Université du Québec présentait un solde de fonds consolidé déficitaire de 64 406 000 $.

	UQAM	UQTR	UQAC	UQAR	UQO	UQAT	INRS	ENAP	ETS	TOTAL
SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT		72,9	74,6	81,7	74,9	80,4	72,9	80,4	71,5	74,5
DROITS DE SCOLARITÉ		14,6	11,3	11,9	16,3	10,1	1,2	12,0	14,1	11,0
AUTRES		12,5	14,2	6,4	8,8	9,5	25,9	7,6	14,4	14,5

La subvention de fonctionnement allouée par le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport est la principale source de produits du fonds de fonctionnement. En 2005-2006, cette subvention représente 74,5 % des produits totaux. Les droits de scolarité constituent la seconde source de produits. L'importance relative des droits de scolarité correspond à 11,0 % des produits totaux **(figure 18)**.

RÉPARTITION EN % DES CHARGES DU FONDS DE FONCTIONNEMENT SELON LA FONCTION (excluant les foyers, les frais financiers et les nouvelles créances)

	UQAM	UQTR	UQAC	UQAR	UQO	UQAT	INRS	ENAP	ETS	TOTAL
ENSEIGNEMENT, RECHERCHE ET SERVICES À LA COLLECTIVITÉ		67,6	65,5	70,7	66,9	69,4	54,8	63,9	65,2	62,7
SOUTIEN[1]		27,2	28,2	26,4	28,0	27,2	37,2	29,4	26,6	31,1
AUTRES[2]		5,2	6,3	2,9	5,1	3,4	8,0	6,7	8,2	5,6
CHARGES PAR ETETP[3]		12 739	15 384	14 657	13 865	18 686	N.A.P.	N.A.P.	16 298	15 564

62,7 % des dépenses de fonctionnement sont consacrées à l'enseignement, à la recherche et aux services à la collectivité **(figure 19)**. Les proportions des trois grands regroupements demeurent relativement stables d'une année à l'autre.

FONDS AVEC RESTRICTION EN 000 $ AU 31 MAI 2006

	UQAM	UQTR	UQAC	UQAR	UQO	UQAT	INRS	ENAP	ETS	UQ	TOTAL
CHARGES		52 427	14 435	9 753	8 079	11 235	53 175	3 789	20 357	544	128 715
% UTILISÉ POUR L'ENSEIGNEMENT ET LA RECHERCHE		87,0	94,4	91,5	83,9	85,7	95,6	85,3	97,8	N.A.P.	91,1

En 2005-2006, les fonds alloués par le gouvernement du Canada représentent 52 166 000 $, et ceux octroyés par le gouvernement du Québec totalisent 32 370 000 $. Le total des produits se chiffre à 124 004 000 $. Au fonds avec restriction, 91,1 % des charges sont affectées à la réalisation de projets de recherche. Cette somme de 117 247 000 $ équivaut à une charge moyenne de 86 402 $ par professeur.

FONDS AVEC RESTRICTION EN 000 $ AU 31 MAI 2006

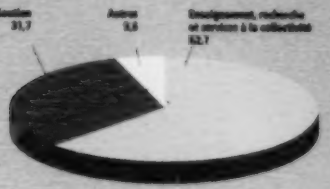
	UQAM	UQTR	UQAC	UQAR	UQO	UQAT	INRS	ENAP	ETS	UQ	TOTAL[4]
ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS		19 436	14 357	7 479	13 112	2 757	59 016	706	26 934	9 451	144 318
ACTIFS EN IMMOBILISATION AU 31 MAI		102 287	80 670	65 730	76 806	25 663	168 634	17 213	162 131	37 460	756 610

En 2005-2006, les acquisitions d'immobilisations s'élèvent à 144 318 000 $ et représentent 49,1 % des déboursés effectués au fonds des immobilisations. Cette somme a été versée pour le réaménagement et la construction d'édifices en propriété (64,7 %), l'achat de mobilier, d'appareils et d'équipement (32,3 %), ainsi que l'acquisition de volumes et collections (3,0 %).

1. Comprend les bibliothèques, l'audiovisuel, l'informatique, l'administration excluant les frais financiers et les nouvelles créances, ainsi que les services et subventions excluant les foyers.
2. Comprend principalement les services aux étudiants et les entreprises auxiliaires.
3. Excluant les foyers, frais financiers et les nouvelles créances.
4. Incluant Chaque établissement : terrains et bâtiments, mobilier, équipements, volumes de bibliothèque, etc. Excluant les créances sur emprunt bancaire.

N.A.P. Ne s'applique pas.

Figure 19
Répartition des charges du Fonds de fonctionnement selon la fonction, excluant les foyers, les frais financiers et les nouvelles créances (en %)



Université du Québec à Montréal

L'UQAM a intensifié le développement de programmes de formation, de politiques et de différents projets d'envergure en vue de favoriser l'épanouissement de ses étudiants et de sa collectivité. Sur le plan de la recherche et de la création, elle a réaffirmé sa position d'université citoyenne avec la concrétisation de projets guidés par la pertinence sociale. L'Université a également poursuivi l'expansion de son parc immobilier dans le respect du patrimoine architectural montréalais et de son engagement envers le milieu.

Les programmes d'études et les étudiants

L'UQAM comptait plus de 41 000 étudiants à l'automne 2005 dont près de 2300 venant de l'extérieur du pays. Si le nombre d'inscriptions s'est stabilisé au cours de la dernière année, la qualité du dossier scolaire des finissants cégépiens inscrits s'est améliorée avec une moyenne de la cote R se situant autour de 26,996. En début d'année universitaire, les Services à la vie étudiante (SVE) ont été rattachés au Vice-rectorat aux Études et à la vie étudiante afin d'accroître la concertation entre les unités qui offrent des services de première ligne aux étudiants.

Plus d'une trentaine de dossiers de création, de modifications majeures et d'évaluation de programmes ont été examinés par la Commission des études. Notons des modifications majeures apportées à dix programmes de baccalauréat et à cinq programmes de cycles supérieurs ainsi que la création de trois programmes courts de deuxième cycle, d'un programme de maîtrise et de trois doctorats.

L'UQAM a soutenu la réussite aux études en offrant aux étudiants du monitorat dans 38 programmes. Elle a placé de grands efforts dans le soutien financier aux étudiants des cycles supérieurs. Le budget institutionnel de bourses d'excellence est passé de 1 million de dollars à 1,5 million. Cette année, pour la première fois de son histoire, l'UQAM est arrivée première au Québec pour le nombre de bourses de doctorat octroyées par le Centre de recherches en sciences humaines (CRSH). Les Services à la vie étudiante ont offert une cinquantaine d'ateliers de formation pour soutenir les étudiants dans la réalisation de leurs activités en plus d'organiser le premier gala de reconnaissance de l'implication étudiante.

Les activités du Service de formation continue se sont accrues de 25 % grâce à une offre de formation plus diversifiée et mieux ciblée. UQAM Générations offre maintenant des activités de formation aux personnes de 50 ans et plus avec un certificat d'études personnalisées, des ateliers d'études offerts par les pairs, des cafés-débat et des entretiens.

La recherche et la formation des chercheurs

Le financement global de la recherche a atteint cette année plus de 57 millions. Au concours des subventions ordinaires de recherche du CRSH, l'UQAM s'est classée cinquième au Canada pour une deuxième année consécutive.

En sciences humaines, notons la nomination à la direction du professeur Jean-Marc Fontan (sociologie), du Centre régional en économie sociale pour le Québec. De plus, le CIBLES, un consortium sur l'innovation, les performances et le bien-être dans l'économie du savoir, et l'antenne CIQSS-UQAM, un centre en statistiques sociales, ont été inaugurés. L'UQAM a également inauguré les activités de l'Institut des sciences cognitives, dirigé par la professeure Claire Lefebvre du Département de linguistique et de didactique des langues ainsi que de la Chaire institutionnelle C.-A.-Poissant en recherche sur la gouvernance et l'aide au développement (Bonnie Campbell) et de la Chaire en information financière et organisationnelle (Denis Cormier). Mentionnons aussi que la professeure Joanne Burgess (histoire et patrimoine) a obtenu l'une des onze subventions canadiennes du programme Impact du savoir sur la société du CRSH.

Dans le domaine des sciences naturelles et de la santé, mentionnons la création du Centre d'études de la forêt et de la Chaire CRSNG industrielle en management et technologie. De plus les chaires de recherche du Canada en virologie humaine (Benoit Barbeau), en écotoxicologie (Philippe Juneau) et en modélisation climatique (Colin G. Jones) ont débuté leurs activités. La recherche sur les matériaux et les énergies renouvelables a connu un essor avec des percées dans le domaine de l'électrochimie, des

La Télé-université, composante de l'UQAM, a maintenant pignon sur rue dans un nouvel édifice du Complexe des sciences Pierre-Dansereau.

PHOTOS : DIVISION DE LA PROMOTION INSTITUTIONNELLE, UQAM

Le Complexe des sciences Pierre-Dansereau a été inauguré en octobre 2005.

agents antistatiques et des piles vertes. Notons également l'accord conclu avec Conservation de la Nature Canada pour rendre accessibles les terres protégées des Monts Sutton aux chercheurs de l'UQAM, et les trois nouveaux projets de recherche de la Fondation canadienne pour l'innovation (FCI) en géochimie isotopique (Daniele Luigi Pinti), en géochimie de l'environnement (Moritz Lehmann) et en imagerie chimique (Janine Mauzeroll). Les regroupements DIVEX en exploration minière et le Réseau Ligniculture Québec ont obtenu du financement additionnel afin de poursuivre leurs activités de recherche. Les chercheurs Sami Haddad (sciences biologiques), Mylène Fernet (sexologie) et Kim Lavoie (psychologie), ont été boursiers du Fonds de la recherche en santé du Québec (FRSQ).

En création, la Chaire de recherche René-Malo en cinéma et en stratégies de production culturelle a été mise sur pied et le regroupement Hexagram en arts médiatiques a obtenu un financement additionnel. La revue institutionnelle de renommée internationale *Voix et Images* a célébré son trentième anniversaire.

La Télé-université, composante de l'UQAM

Depuis le 26 octobre 2005, la TÉLUQ est officiellement rattachée à l'UQAM. Grâce à son alliance avec la TÉLUQ, l'UQAM devient la plus grande université bimodale de la francophonie. Les inscriptions à des cours à distance représentent 10 % du total des inscriptions à l'UQAM. La TÉLUQ a par ailleurs enregistré une croissance de près de 6 % de ses effectifs étudiants par rapport à l'année dernière. En 2005-2006, plus de 16 000 étudiants se sont ainsi inscrits à un cours à distance.

La Télé-université, composante de l'UQAM, a consacré des efforts considérables pour améliorer son environnement technopédagogique. Parmi les réalisations les plus importantes, notons l'essai et la mise en service d'un « portail concepteur » appelé Concept@ destiné à soutenir le travail d'enseignement des professeurs et des professionnels pédagogiques ainsi que le lancement de la Bibliothèque@distance.

En recherche, l'année a été marquée par l'installation d'infrastructures majeures de recherche, essentiellement financées par la FCI et le gouvernement du Québec. La Chaire de recherche du Canada sur les villes du savoir (Rémy Tremblay) a été créée, et l'accréditation du Centre de recherche LICEF a été renouvelée.

En matière de ressources humaines, la TÉLUQ a poursuivi l'intégration des personnes tutrices et des chargés d'encadrement, et a signé de nouvelles ententes avec les professeurs, le personnel administratif non syndiqué et les cadres. Elle a aussi démarré un plan de relève qui doit lui permettre de faire face à de nombreux départs à la retraite au cours des prochaines années. Sur le plan financier, la TÉLUQ a enregistré des revenus de 32 millions de dollars et un déficit d'exploitation de 1,2 million, représentant 3,75 % de ses revenus.

Les partenariats et l'implication dans le milieu

Les collaborations entre l'UQAM et ses partenaires ont été nombreuses. Notons, entre autres, les dossiers et les projets menés avec la Conférence régionale des élus de Montréal (CRÉ), le Comité interordre de Montréal, la CREPUQ, ainsi que l'obtention de la présidence du conseil d'administration de Canal Savoir.

En matière de diffusion, l'UQAM, en collaboration avec la TÉLUQ, s'est illustrée en devenant la première université nord-américaine à signer la Déclaration de Berlin en faveur du libre accès à la connaissance en sciences exactes, sciences de la vie, sciences humaines et sociales (Open Access). L'UQAM et la TÉLUQ ont aussi été les hôtes du congrès de l'Association canadienne de l'enseignement à distance (ACED) qui a réuni plus de 500 congressistes.

Enfin, sur le plan des transferts technologiques, la firme Gestion Valeo s.e.c. a amené six projets au stade de maturation avancée. La compagnie Angiochem, une société dérivée de l'UQAM, a aussi obtenu plus de 6 millions en financement privé.

Le personnel

Afin que les ressources humaines puissent être prises en charge dans toute la dimension des enjeux qu'elles recouvrent, l'UQAM a créé le Vice-rectorat aux Ressources humaines. Le Service de la prévention et de la sécurité et le dossier de la gestion environnementale y ont été intégrés. Un projet de mise en place d'un bureau de développement organisationnel et de la qualité de vie y est présentement en cours.

Le conseil d'administration a attribué le statut de professeur émérite à quatre professeurs retraités de l'UQAM. Il s'agit de Régine Robin, André Bernard, Gilles Bourque et Joseph Rouleau. L'Université du Québec a décerné son Prix d'excellence en enseignement au professeur Georges Leroux, du Département de philosophie.

Le professeur Claude Hillaire-Marcel, du Département des sciences de la Terre et de l'atmosphère, a obtenu la prestigieuse bourse de recherche Killam, qui s'ajoute à celles renouvelées de Bernard Andrès (études littéraires) et de Denis Bouchard (linguistique et didactique des langues).

Les ressources matérielles et financières

Sur le plan des ressources matérielles, l'UQAM a franchi une étape marquante dans son développement immobilier. Elle a regroupé l'ensemble de ses bâtiments à vocation scientifique au sein du Complexe des sciences Pierre-Dansereau. L'Université a également acquis le Centre Pierre-Péladeau, renforçant ainsi sa contribution au rayonnement de la musique et des arts.

Notons également que le Service de l'audiovisuel a procédé à la médiatisation de dix-sept nouvelles salles de cours, de dix salles pour les facultés et les départements, et de neuf autres salles spécialisées. Trois nouvelles salles de montage vidéo numérique ont été aménagées et deux laboratoires d'enseignement spécialisés ont été modernisés à l'École des médias.

Enfin, après trois années consécutives d'équilibre budgétaire et l'élimination de son déficit accumulé, l'UQAM a enregistré un déficit d'opération de 12,9 millions de dollars en 2005-2006, auquel s'ajoute un redressement du solde du fonds de 4,036 millions.

Les activités internationales

L'UQAM a consolidé ses activités internationales en misant sur des stratégies intégrées. Mobilité étudiante, développement des relations Nord-Sud et création du Comité-conseil pour le développement international (CCDI) sont autant d'actions qui ont contribué à réaffirmer l'ouverture de l'Université sur le monde.

Cette année, 360 bourses totalisant 1,3 million de dollars ont été remises par le MELS aux étudiants de l'UQAM qui envisageaient de compléter leurs études ou de faire un stage à l'étranger. L'Agence universitaire de la Francophonie a également remis 29 bourses de mobilité. Elles ont permis à des étudiants de compléter leur formation en éducation sur le continent africain.

Les relations Nord-Sud se sont développées grâce à des projets de recherche, de partenariats et de développement durable en Amérique latine, en Afrique et en Asie. Les facultés et l'École des sciences de la gestion (ESG) ont contribué à l'essor de la recherche et de l'enseignement universitaire aux quatre coins du globe. Elles ont collaboré avec plusieurs établissements étrangers et participé à des projets concrets de recherche et développement.

Les événements marquants de l'année

L'année aura été marquée par la création du Vice-rectorat aux ressources humaines et le recentrage du Vice-rectorat aux affaires administratives et financières sur la gestion budgétaire, un enjeu crucial dans la conjoncture actuelle. L'une des réalisations les plus importantes est l'inauguration officielle du Complexe des sciences Pierre-Dansereau avec l'ouverture du pavillon des Sciences biologiques, des résidences et du pavillon abritant les bureaux montréalais de la TÉLUQ. Soucieuse de mettre en valeur le patrimoine architectural de Montréal, l'UQAM a choisi de conserver les anciens ateliers de l'École technique de Montréal au centre du Complexe. La Bibliothèque des sciences a été aménagée dans l'aile Kimberley. Nouvellement restaurées, la forge et la chaufferie de l'ancienne École technique de Montréal accueillent le Cœur des sciences, lieu de diffusion et d'échanges sur les développements de la science et de la technologie.

Dans un contexte de sous-financement des universités au Québec, l'UQAM a tout de même poursuivi son développement en matière d'enseignement, de recherche et création. La campagne de financement *Prenez position pour l'UQAM*, n'est pas étrangère à cet avancement. En mai 2006, elle dépassait l'objectif de 50 millions de dollars qui avait été fixé.

Dans la poursuite du projet immobilier de l'«Îlot Voyageur », situé dans le quadrilatère formé des rues Berri, Ontario, Saint-Hubert et De Maisonneuve, l'UQAM a mis sur pied un comité institutionnel ainsi qu'une table de concertation permanente afin de veiller au bon déroulement de toutes les étapes et de garder la communauté informée. Le comité est formé de membres de la communauté universitaire, dont des représentants des unités logées dans ce nouveau complexe, des étudiants, des professeurs experts ainsi que de professionnels externes. La table de concertation regroupe quant à elle une vingtaine d'organismes dont Bibliothèque et Archives nationales du Québec, la Société de transport de Montréal, Vélo Québec, Équiterre, le CLSC des Faubourgs, la Corporation de développement urbain du Faubourg Saint-Laurent, la Société de développement du Quartier latin et le Quartier des spectacles.

Les perspectives d'avenir

L'adoption de la *Politique facultaire institutionnelle*, qui reconnaît les facultés comme leviers du développement académique et de réalisation des orientations de l'Université, sera mise en œuvre au cours de la prochaine année. On favorisera aussi des liens plus sensibles et plus impor-

PHOTO DE GAUCHE : *Trois nouvelles salles de montage vidéo numérique à la fine pointe de la technologie ont été aménagées.* PHOTO DU CENTRE : *L'Université comptait 41 238 étudiants à l'automne 2005.* PHOTO DE DROITE : *Le premier Gala de la reconnaissance étudiante s'est déroulé en mai 2006.*

L'UQAM a contribué aux relations Nord-Sud grâce à des projets de recherche, de partenariats et de développement durable en Amérique latine, en Afrique et en Asie.

tants entre ses diplômés et la communauté universitaire à la suite de l'adoption de la *Politique de relations avec les diplômées et les diplômés*, qui place les facultés au cœur des stratégies de fidélisation des diplômés envers leur *alma mater*.

L'UQAM et la TÉLUQ élaboreront un plan de développement de la formation à distance afin de consolider et développer l'offre de cours qu'on prévoit passer de 350 à 500 programmes en 2010. Et, afin de continuer de réduire son déficit d'espaces, l'UQAM poursuivra le projet de l'îlot voyageur qui accueillera notamment le pavillon de la Faculté de science politique et de droit, inscrit dans le processus de certification LEED (Leadership in Energy and Environmental Design). L'École de langues, la Galerie de l'UQAM, une gare de vélos et des résidences étudiantes seront également logées dans ces nouveaux bâtiments.

L'UQAM confirmera ses activités vers la recherche publique, inspirée par l'intérêt collectif et destinée au bien-être commun. La présentation prochaine de la nouvelle *Politique institutionnelle de la recherche et de la création* viendra appuyer le développement de cet axe stratégique de recherche.

Roch Denis, recteur

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

DIRECTION (au 30 août 2006)

ROCH DENIS, recteur / LOUISE BERTRAND, directrice générale de la TÉLUQ / CLAUDE-YVES CHARRON, vice-recteur aux Services académiques et au développement technologique / MONIQUE GOYETTE, vice-rectrice aux Affaires administratives et financières / MICHEL IÉBRAK, vice-recteur à la Recherche et à la création / DANIELLE LABERGE, vice-rectrice à la Vie académique et vice-rectrice exécutive / CAROLE LAMOUREUX, vice-rectrice aux Études et à la vie étudiante / GINETTE LEGAULT, vice-rectrice aux Ressources humaines / PIERRE PARENT, vice-recteur aux Affaires publiques et au développement et secrétaire général

A également siégé en cours d'année : MAURO F. MALSERVISI, vice-recteur aux Ressources humaines et aux affaires administratives

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président : ALAIN LALLIER*, ex-directeur général, Cégep du Vieux-Montréal

Membres : DIANE BERTHELETTE, professeure / LOUISE BERTRAND*, directrice générale de la TÉLUQ / MARTIN CAUCHON, avocat, Gowling, Lafleur, Henderson / ROCH DENIS*, recteur / JACQUES GIRARD*, consultant, Corporation Sun Media / RICHARD GUAY, président-directeur général, Groupe Melior / DANIELLE LABERGE*, vice-rectrice à la Vie académique et vice-rectrice exécutive / MARIE-CLAUDE LALANDE, vice-présidente adjointe et avocate principale, Financière Sun Life / PIERRE LAMPRON, président aux relations institutionnelles Quebecor média inc. / HENRI LELION, chargé de cours / CLAUDE PICHET, professeur / LUCIE ROBERT*, professeure / RENÉ ROY, secrétaire général, Fédération des travailleurs du Québec

Ont également siégé en cours d'année : KIM LEWIS, étudiante / JEAN-PHILIPPE GINGRAS, étudiant

Secrétaire : JOHANNE FORTIN, directrice, Secrétariat des instances

* Membre du Comité exécutif

COMMISSION DES ÉTUDES

Présidente : DANIELLE LABERGE, vice-rectrice à la Vie académique et vice-rectrice exécutive

Membres : LORRAINE BÉNIC, chargée de cours / VALÉRIE BERNIER, étudiante / JOSYANE BOULAD AYOUB, vice-doyenne à la recherche / MARIE-ANDRÉE CARDINALE, étudiante / ROCH DENIS, recteur / ZAKARIA EL-MRABET, chargé de cours / LOUISE GAVARD, chargée de cours / STÉPHANIE GIBEAU, étudiante / CHARLOTTE GUAY-DUSSAULT, étudiante / MICHEL IÉBRAK, vice-recteur à la Recherche et à la création / CLAUDETTE JODOIN, registraire / JESSICA JORDAN, étudiante / CAROLE LAMOUREUX, vice-rectrice aux Études et à la vie étudiante / FRÉDÉRIC LEGRIS, étudiant / FRANCE L'HÉRAULT, agente à la gestion technique / CHARLES PERRATON, vice-doyen à la recherche et à la création / DANIELLE PILETTE, professeure / JEAN-GUY PRÉVOST, professeur / GEORGE FRÉDÉRIC SINGER, professeur / CAROLE TURCOTTE, directrice de programmes / HUGUETTE VARIN, attachée d'administration / PATRICK VÉRONNEAU, étudiant / POSTE VACANT, Faculté d'éducation

Ont également siégé en cours d'année : / MARIE-HÉLÈNE AUDY, étudiante / J. MARION BENOÎT, étudiante / JEAN P. BOUCHER, directeur de département / GAÉTAN BRETON, professeur / LOUIS CHARBONNEAU, professeur / ANDRÉ F. CHARETTE, directeur de département / JOËLLE CLÉMENT, étudiante / PATRICE CÔTÉ, étudiant / MARIE-HÉLÈNE DAGENAIS, étudiante / LOUISE GAUDREAU, directrice de département / JEAN-PHILIPPE GINGRAS, étudiant / PIERRE JASMIN, professeur / MARC LAGANA, directeur de programme de 1er cycle / ANNE LEGARÉ, professeure / JÉRÉMIE MBAIRAMADJI, étudiant / LUCIE VILLENEUVE, chargée de cours

Secrétaire : JOHANNE FORTIN, directrice, Secrétariat des instances

Université du Québec à Trois-Rivières

L'Université du Québec à Trois-Rivières a poursuivi la mise en œuvre de son Plan stratégique 2004-2007. Plusieurs réalisations signalent l'engagement déterminé de la communauté universitaire à favoriser l'atteinte de ses objectifs et le développement de son institution.

Les programmes d'études et les étudiants

L'Université continue d'avoir la cote auprès de la population étudiante. Après des hausses consécutives lors des trois dernières années, elle confirme son succès en accueillant 10 470 étudiants au trimestre d'automne.

De nouveaux programmes sont venus enrichir son paysage académique avec l'offre d'une mineure en massokinésithérapie, en complément à la majeure en kinésiologie. L'Université accueille en outre les étudiants de première année du programme de médecine de l'Université de Montréal.

Aux cycles supérieurs, notons l'arrivée d'un nouveau DESS en littérature jeunesse. Dans le cadre des activités de l'Institut de recherche sur les PME, on a aussi lancé au Centre-du-Québec, un programme court de deuxième cycle sur la gestion de l'innovation dans les PME.

L'Université a été très active sur le plan de la formation continue et de la formation sur mesure, spécialement dans le secteur de la santé. La création du microprogramme en soutien pédagogique dans les CPE et autres services de garde manifeste sa volonté d'élargir la gamme de ses activités de formation offertes en ligne.

L'Université a également participé à la création de nouveaux cheminements DEC-BAC, à la faveur de partenariats conclus avec les collèges de Sorel-Tracy, de Shawinigan et de Lévis-Lauzon.

Les premiers projets d'intervention communautaire (PICOM) ont vu le jour. Activité créditée, le PICOM est une expérience conjointe d'innovation grâce à laquelle des étudiants et des membres d'un organisme communautaire partenaire travaillent ensemble à apporter des solutions durables à divers problèmes sociaux.

Il importe de signaler les résultats obtenus par nos étudiants en sciences comptables, dont le taux de succès aux examens des trois ordres professionnels se situe encore cette année bien au-delà des moyennes canadienne et québécoise. Julie Bergeron a reçu la Médaille d'or des comptables agréés du Canada pour avoir obtenu le meilleur résultat au Québec, lors de l'Évaluation uniforme CA.

Julie Bergeron a reçu la Médaille d'or des comptables agréés du Canada.

Deux rapports ont été produits en vue de bonifier les services aux étudiants et de soutenir la pédagogie universitaire et l'utilisation des TIC en enseignement. Ces deux rapports, auxquels ont contribué de nombreux membres de la communauté, traduisent toute l'importance accordée à la réussite étudiante ainsi qu'à l'amélioration continue de l'environnement académique et pédagogique institutionnel.

La recherche et la formation de chercheurs

Au terme d'un vaste exercice de consultation et de réflexion, l'Université a identifié des projets intellectuels interdisciplinaires qui vont lui permettre de regrouper ses forces et de mieux spécifier sa vocation. Ces projets mettent en lumière l'expertise de nos professeurs dans les domaines des PME, des études québécoises, de l'écologie aquatique, de l'hydrogène et des pâtes et papiers. Ont aussi été considérés comme des pôles en émergence des projets ressortissant aux secteurs de la santé, des lettres, des humanités et médias, ainsi que du développement de l'enfant et de la famille.

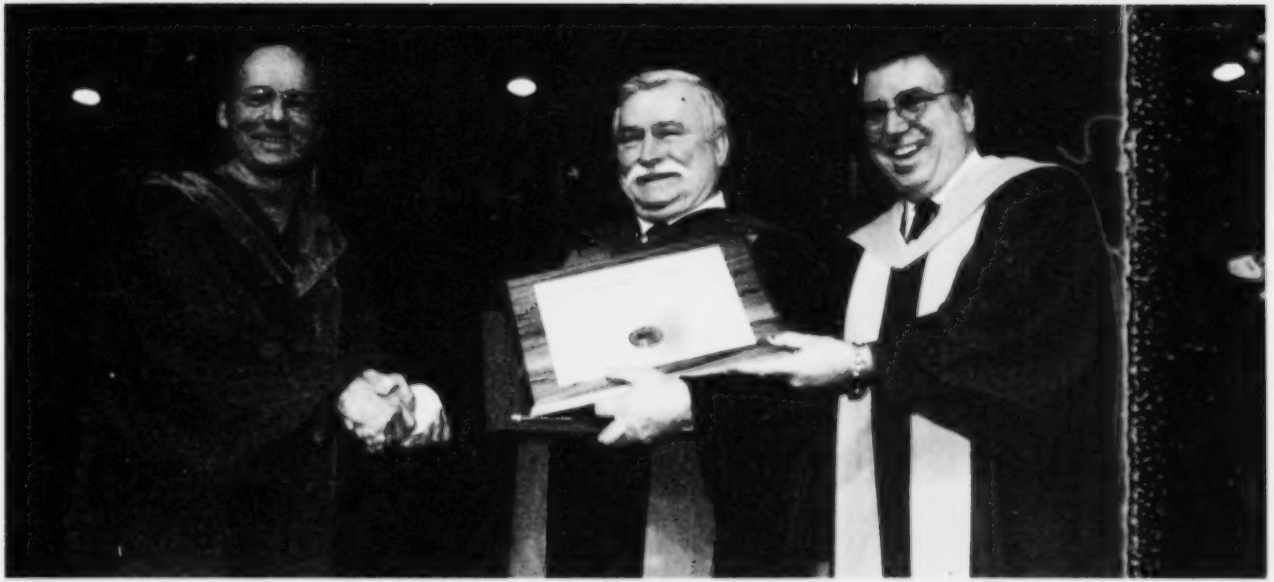
L'Université a accueilli deux nouvelles chaires de recherche. La professeure Carmen Dionne a été nommée titulaire de la Chaire de recherche du Canada en intervention précoce, tandis que le professeur François Brouillette s'est vu confier la Chaire industrielle CIBA sur les produits chimiques papetiers.

Certains de nos professeurs se sont illustrés par des travaux scientifiques de première force. Signalons, à ce titre, le professeur Michel Lacroix, récipiendaire du prix Raymond-Klibansky pour son ouvrage *De la beauté comme violence : l'esthétique du fascisme français, 1919-1939*.

L'Université a attribué des prix d'excellence à quatre professeurs pour le caractère exceptionnel de leurs réalisations : le Prix d'excellence en recherche aux professeurs Claude

CLAUDE DEMERS

Le professeur Michel Lacroix, récipiendaire du prix Raymond-Klibansky.



Ghislain Bourque, recteur de l'UQTR, Lech Walesa, docteur honoris causa, *et Pierre Moreau, président de l'Université du Québec.*

Daneault (chimie-biologie) et Richard Purdy (arts), le Prix d'excellence en enseignement aux professeurs Serge Cantin (philosophie) et Yves Dubé (génie mécanique).

Ce dynamisme intellectuel se vérifie en outre, cette année, par l'augmentation des octrois de recherche à hauteur de 19,5 millions de dollars, une hausse de plus de 20 % par rapport à 2004-2005.

Les partenariats et l'implication dans le milieu

Au printemps, l'Université du Québec à Trois-Rivières a procédé à l'inauguration de sa Clinique podiatrique, un lieu de formation et de recherche où la collectivité régionale peut bénéficier de soins de santé de grande qualité, et on a également convenu de participer à une entente de développement social avec nos partenaires de la région mauricienne.

L'Université et la Financière Banque Nationale se sont associées dans la création du Cercle financier universitaire. Lieu d'échange où la communauté universitaire et le milieu régional peuvent profiter de l'expertise d'acteurs économiques de renom, le Cercle se propose d'encourager la formation d'une relève de qualité en services financiers.

La communauté a eu l'honneur de remettre le Prix de l'UQTR à Louise Gagnon-Gaudreau, ancienne directrice de l'École nationale de police du Québec, soulignant ainsi sa contribution marquante à l'avancement de la formation policière. Les liens historiques entre l'ENPQ et l'UQTR ont grandement favorisé la création du programme de baccalauréat en sécurité publique, une nouveauté au Québec.

On a aussi salué l'apport remarquable de la Ville de Trois-Rivières au développement de l'Université et de la région, en lui décernant le Prix du partenariat de l'UQTR. Partenaire majeure dans des dossiers stratégiques, la Ville a clairement exprimé son soutien à la Fondation de l'UQTR lors de sa campagne de financement 2001-2006.

Le personnel

L'Université s'attache à établir avec ses employés des rapports fondés sur une compréhension mutuelle et une vision partagée du développement. De nouvelles ententes ont été conclues avec les syndicats des chargés de cours, des professionnels et du personnel de soutien. La dernière année a de plus permis de reconduire le protocole d'entente entre l'Université et l'Association du personnel administratif et de service.

En plein processus de renouvellement de son corps professoral, l'Université s'est fait une priorité de l'accueil

PHOTOS FLAGEOL

Louise Gagnon-Gaudreau, récipiendaire du Prix de l'UQTR, en compagnie du recteur Ghislain Bourque.

GILLES ROUX

Les lauréats du premier Gala des Pythagore. À L'AVANT, DE GAUCHE À DROITE : *Yves Beauchamp, Richard Halley, Francine Boulé, Gaston Bellemare, Guy Julien et le recteur Ghislain Bourque;* À L'ARRIÈRE : *Georges-Martin Caron, président de l'Association des diplômés, et Benoit Gauthier.*

de ses nouveaux professeurs. Une quarantaine d'entre eux ont joint les rangs cette année, et la communauté met tout en œuvre pour faciliter leur intégration. Un groupe de travail s'est d'ailleurs intéressé à la gestion de la relève du personnel universitaire.

Composé de membres du personnel et d'étudiants, le Comité de l'environnement de l'UQTR a présenté un tout nouveau plan d'action qui vise à promouvoir les pratiques vertes et les principes du développement durable sur le campus.

Les ressources matérielles et financières

Au prix d'une gestion très serrée, l'Université a su éviter un déficit budgétaire, ses résultats financiers pour la dernière année faisant même état d'un léger surplus. De nombreuses études ont été conduites par le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport et les universités sises en région en vue de l'application d'une nouvelle grille de financement qui prenne en compte la fonction enseignement et la reconnaissance d'une enveloppe « mission régionale » ajustée.

De nouvelles infrastructures sont venues enrichir le campus. En plus d'inaugurer la Clinique podiatrique, la construction du Centre intégré en pâtes et papiers s'est poursuivie. Ce complexe unique sera en opération dès septembre 2006. La décision a été prise d'ériger sur le campus un pavillon en santé, un geste visant à faire converger les forces dans le domaine des sciences infirmières, de la biologie médicale et d'autres disciplines de la santé.

Les activités internationales

Après avoir accueilli les conclusions d'un rapport sur ses activités d'internationalisation, l'Université poursuit sa réflexion sur les moyens pour accentuer le caractère international de ses corpus, faciliter la mobilité des étudiants et chercheurs, étendre ses collaborations scientifiques, et accroître sa participation à des réseaux de développement international.

Une initiative conjointe de Canvisa et de l'École internationale de français a permis la mise sur pied d'un bureau d'accueil qui favorisera le recrutement des étudiants chinois et facilitera leur intégration sur le campus et dans la région mauricienne.

L'Université continue de tisser des liens avec des établissements universitaires à travers le monde, et s'associe à nombre d'événements scientifiques majeurs. Elle a ainsi accueilli le 31e Congrès de la Société canadienne d'étude du dix-huitième siècle, réunissant quelque 160 conférenciers d'Amérique du Nord et de pays de l'Union européenne.

Les événements marquants de l'année

L'Université a décerné un doctorat *honoris causa* à Lech Walesa, récipiendaire du prix Nobel de la paix en 1983. Par ce geste d'hommage, la communauté universitaire a témoigné sa profonde estime à un homme devenu un des symboles de la solidarité et de la résistance pacifique à l'oppression.

Un franc succès et une grande première organisée par l'Association des diplômés de l'Université du Qué-

Le recteur Ghislain Bourque en compagnie de Yves Lévesque, maire de la Ville de Trois-Rivières.

bec à Trois-Rivières, le premier Gala des Pythagore a reconnu et honoré l'excellence et le rayonnement de six de ses diplômés issus de différents secteurs académiques.

Les perspectives d'avenir

L'Université du Québec à Trois-Rivières entend miser sur des projets intellectuels rassembleurs et distinctifs, avec l'ambition de devenir une référence incontournable dans ses secteurs d'excellence. Ayant su réunir les conditions favorables au regroupement de ses forces, à l'affirmation de sa personnalité et à l'accroissement de son pouvoir d'attraction, nous avons toutes les raisons d'envisager l'avenir avec confiance.

Ghislain Bourque, recteur

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À TROIS-RIVIÈRES

DIRECTION

GHISLAIN BOURQUE, recteur / RENÉ-PAUL FOURNIER, vice-recteur à l'enseignement et à la recherche / RENÉ GARNEAU, vice-recteur à l'administration et aux finances / ANDRÉ PARADIS, vice-recteur au soutien académique et technologique / ANDRÉ G. ROY, vice-recteur aux ressources humaines et secrétaire général et directeur des affaires juridiques

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président : RICHARD BOUCHER*, ingénieur, directeur général Abitibi-Consolidated inc., division Belgo

Membres : JEAN-CLAUDE BERNATCHEZ, professeur / GHISLAIN BOURQUE*, recteur / LOUISE DESHAIES*, pharmacienne propriétaire, Gestion P.L. Deshaies inc. – Chaîne Jean-Coutu / DANIEL DESILETS*, diplômé, président-directeur général, Groupe Buromax inc. / GILLES DONTIGNY, vice-président à la fabrication, Kruger inc. / PIERRE DROLET*, étudiant / RENÉ-PAUL FOURNIER*, vice-recteur à l'enseignement et à la recherche / DANIEL FRANCOEUR, étudiant / RENÉ GARNEAU*, vice-recteur à l'administration et aux finances / CLAUDE G. GENEST, professeur / LUCIE GUILLEMETTE*, professeure / JULIE PELLETIER, directrice générale, Société d'aide au développement des collectivités (SADC) du Haut-St-Maurice / ROBERT PILOTTE, chargé de cours / LOUISE TRUDEL, directrice générale du Collège Shawinigan

Secrétaire : ANDRÉ G. ROY*, vice-recteur aux ressources humaines et secrétaire général et directeur des affaires juridiques

* *Membre du Comité exécutif*

COMMISSION DES ÉTUDES

Président : GHISLAIN BOURQUE, recteur

Membres : PIERRE HUBERTIN ANDRIANARINA, étudiant / SYLVIE AUGER, chargée de cours / CATHERINE BARLOW, étudiante / PAUL BELLEMARE, chargé de cours / ISMAIL BISKRI, professeur / PIERRE-YVES BONIN, professeur / MENOUAR BOULAHIA, chargé de cours / CLAIRE BROCHU, professeure / LOUISE CLOUTIER, chargée de cours / MARIE-CLAUDE DENIS, professeure / ODETTE DOYON, professeure / PIERE DROLET, étudiant / RENÉ-PAUL FOURNIER, vice-recteur à l'enseignement et à la recherche / DENIS LAMY, chargé de cours / BENOÎT LANGLOIS, étudiant / HÉLÈNE LAROCHE, étudiante / ÉRIC MARIN, étudiant / DENIS MAYRAND, doyen des études de cycles supérieurs et de la recherche / CAROLINE MÉNARD, étudiante / MICHEL MORIN, professeur / LAICE NDOMBI, étudiant / MARC PÉRIARD, étudiant / JOHANNE PRUD'HOMME, professeure / RENÉ ROCHETTE, doyen des études de premier cycle / HÉLÈNE-MARIE THÉRIEN, professeure

Secrétaire : ANDRÉ G. ROY, vice-recteur aux ressources humaines et secrétaire général et directeur des affaires juridiques

Université du Québec à Chicoutimi

En 2005-2006, l'Université du Québec à Chicoutimi a franchi des étapes majeures de son développement en démarrant deux chantiers de construction : un pavillon de formation médicale et un autre de recherche sur l'aluminium.

Le professeur François Ouellet a obtenu la Chaire de recherche du Canada sur le roman moderne, alors que la professeure Geneviève Nootens est devenue titulaire de la Chaire de recherche du Canada sur la démocratie et la souveraineté. Enfin, la Chaire de recherche du Canada sur les isolants liquides et mixtes en électrotechnologie – ISOLIME a été accordée au professeur Issouf Fofana. Précisons que ces trois Chaires de recherche du Canada s'ajoutent aux quatre chaires qui ont déjà été attribuées à des professeurs de l'Université du Québec à Chicoutimi.

Les programmes d'études et les étudiants

À l'automne 2005, l'Université comptait 6565 étudiants, deux nouveaux programmes de premier cycle : le certificat de perfectionnement en transmission d'une langue autochtone, et celui en arts numériques. Une entente DEC-BAC avec majeure en conception de jeux vidéo a été signée avec les cégeps de Chicoutimi, de Jonquière et de Sept-Îles.

L'Université a apporté des changements aux baccalauréats en sciences infirmières (cheminement formation initiale) et en génie informatique, ajouté une concentration en gestion de l'aéronautique au baccalauréat en administration, évalué et modifié les baccalauréats en géologie et en génie géologique, transformé le certificat en arts visuels en certificat en arts plastiques, et remanié le certificat en études pluridisciplinaires pour les aînés et le certificat en expression culturelle des aînés.

L'Université s'est dotée d'une politique de soutien financier des études de deuxième et troisième cycles ou des étudiants ont reçu 92 bourses d'excellence pour un total d'environ 600 000 dollars. Les bourses à incidence industrielle du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie permettent de travailler avec des partenaires régionaux, les chercheurs de l'UQAC et les étudiants aux cycles supérieurs qui se sont partagé 60 000 dollars.

Trois programmes de cycles supérieurs sont en évaluation. La procédure d'évaluation du doctorat en développement régional achève, et celle du doctorat en ressources renouvelables est à l'étape de modification.

Deux programmes de maîtrise, l'un en gestion des organisations et l'autre en ressources renouvelables, débutent leurs opérations. Deux programmes de maîtrise ont fait l'objet d'ajustements mineurs et de réajustement d'objectifs. Suite à une entente avec l'UQAM et l'INRS, l'UQAC offrira le doctorat en biologie à l'automne 2006.

La recherche et la formation de chercheurs

Les fonds obtenus pour la recherche par ses professeurs constituent une source importante de soutien aux études. Des onze millions de dollars investis en recherche en 2005-2006, les deux tiers sont versés en salaire et en

soutien aux étudiants, en plus d'une aide financière à une cinquantaine d'étudiants pour diffuser leurs travaux de recherche ou de création.

Depuis plusieurs années, l'Université fournit un encadrement favorisant la réussite étudiante. Les projets de l'*Opération réussite* sont des exemples concrets de cette nouvelle réalité. L'édition 2005-2006 a permis aux directions des programmes de cycles supérieurs de cibler des facteurs qui contribuent à la réussite, et d'orienter adéquatement le soutien aux étudiants.

Le Salon des études de cycles supérieurs et de la recherche, qui en était à sa cinquième édition, a réuni plus de 35 exposants et 240 visiteurs.

L'Université a déposé une demande de financement de centre de recherche au Fonds québécois de recherche sur la nature et les technologies, un projet porté par le Regroupement de recherche sur l'aluminium (REGAL) qui a déjà le statut de réseau. Depuis avril 2006, le REGAL est un centre de recherche réunissant des professeurs et des étudiants gradués de plusieurs établissements universitaires québécois.

Les partenariats et l'implication dans le milieu

En 2005, le premier ministre du Québec, Jean Charest, a annoncé un investissement majeur pour délocaliser la formation médicale offerte par l'Université de Sherbrooke. Ainsi, pour accueillir l'enseignement en médecine, l'Université a commencé, en avril 2006, la construction du pavillon de la médecine et des sciences de la santé. Cette décentralisation de la formation médicale s'intègre à la philosophie de développement et démontre l'importance du rôle de notre Université dans le développement socio-économique de sa région et la nécessité de travailler en partenariat à la réalisation de projets majeurs. Cette annonce concrétise le rêve de la région et les efforts de partenaires tels le Centre de santé et de services sociaux et le Cégep de Chicoutimi.

En mai 2006, à Roberval, l'Université célébrait le baptême de son Boréalis, seul bateau de recherche sur les écosystèmes aquatiques de la zone boréale au Québec. Une équipe d'une douzaine d'étudiants y travaille sous la direction de Pascal Sirois, professeur-chercheur en écologie aquatique.

Le personnel

L'Université compte 570 employés dont 29 nouveaux, et 11 départs à la retraite. La convention collective des maîtres de français est renouvelée jusqu'en 2011.

Les ressources matérielles et financières

En octobre 2005, on a inauguré un terrain de football et de soccer à surface synthétique et un terrain de soccer à surface naturelle. Ce projet s'inscrit dans un partenariat original avec la Ville de Saguenay.

L'Université a entrepris la construction d'un pavillon de recherche sur les produits et procédés de l'aluminium relevant du Centre universitaire de recherche sur l'aluminium (CURAL). L'acquisition de nouvelles infrastructures accroîtra sa capacité de recherche dans le traitement de la bauxite. D'ici l'automne 2006, l'Université sera outillée pour prendre le « virage des nouveaux produits de l'aluminium » en dotant la région du Saguenay–Lac-Saint-Jean d'installations uniques mais complémentaires à celles du Centre des technologies de l'aluminium et du Centre de recherche et de développement Arvida d'Alcan.

La réalisation des plans de construction du pavillon de la médecine et des sciences de la santé est commencée.

CINDY CANTIN

La professeure Élisabeth Kaine a obtenu une subvention, dans le cadre du programme « Réalité autochtone » du Conseil de recherche en sciences humaines du Canada pour réaliser un projet axé sur la nouvelle muséologie autochtone. À droite, Caroline Michel, artiste et artisane de « Uashat mak Mani-Utenam », qui participera à cette recherche-action.

L'investissement est évalué à plus de 5 millions de dollars et les premiers travaux ont été faits en avril 2006.

Un audacieux partenariat a été lancé avec le MAGE-UQAC pour mettre en place une nouvelle approche en matière de services alimentaires.

Le projet de collecte sélective des matières résiduelles, instauré en 2005, avec des étudiants en éco-conseil, vise à diminuer de plus de 65 % les déchets envoyés à l'enfouissement, et place l'UQAC en tête des universités d'ici dans ce domaine.

PHOTO DE GAUCHE : *De gauche à droite : Lucien Bouchard; Paul-Gaston Tremblay et sa conjointe, Fernande Morisset; Guy Wells, président de la Fondation de l'Université du Québec à Chicoutimi; Michel Belley, recteur de l'UQAC.* PHOTO DE DROITE : *Marie-Josée Mainville, titulaire d'un baccalauréat en sciences comptables (2005), a accompli la meilleure performance parmi les étudiants de l'UQAC qui se sont présentés à l'Examen national d'admission CMA.*

DAVID GRANDY PHOTOGRAPHY

PHOTO DE GAUCHE : *Les gagnants des bourses d'excellence de l'Université du Québec à Chicoutimi.* PHOTO DU CENTRE : *Le pavillon de la medecine et des sciences de la santé.* PHOTO DE DROITE : *La cérémonie de la remise des prix nationaux du CRSNG. De gauche à droite : Joanne Keselman, présidente par intérim du CRSNG; Nigel Lloyd, directeur de l'exploitation du CRSNG; Leo Derikx, ancien directeur général des Programmes de partenariats de recherche du CRSNG; Rhéaume Veilleux, directeur, Expertise et support technique de transport d'Hydro-Québec TransEnergie; Masoud Farzaneh, titulaire de la Chaire industrielle sur le givrage atmosphérique des équipements des réseaux électriques CRSNG/Hydro-Québec/UQAC.*

Les activités internationales

Depuis quelques années, l'Université peut se considérer comme un chef de file dans l'exportation de programmes d'études en partenariat avec des universités au Maroc, au Liban, au Brésil, au Sénégal, en Colombie et en Chine. Depuis le début de la délocalisation de programmes, plus de 1135 diplômes ont été décernés au Maroc et au Liban dans les programmes de baccalauréat en administration, de maîtrise en gestion des organisations, de maîtrise en gestion de projet et dans différents certificats.

En 2005-2006, 63 étudiants de la Colombie ont reçu leur diplôme de maîtrise en gestion des organisations. Au Sénégal, 12 étudiants ont obtenu une maîtrise en gestion des organisations, et une cohorte a commencé le baccalauréat en administration des affaires, à l'hiver 2006.

En Chine, à l'Université de Technologie de Tianjin et à l'Université de Guizhou, 200 étudiants ont obtenu leur diplôme de maîtrise en gestion de projet et on compte quatre nouvelles cohortes. Suite à une entente entre l'UQAC, l'UQAM et l'Université de Tianjin, 27 étudiants ont obtenu leur diplôme d'études supérieures spécialisées en informatique, 3 étudiants ont reçu leur diplôme de maîtrise en informatique, et 24 étudiants l'obtiendront à l'hiver 2007. À l'Université de Hangzhou (Zhejiang Gongshang), le diplôme de maîtrise en gestion de projet a été décerné à 84 étudiants.

Des ententes sont signées dans différents pays d'Amérique du Sud pour la délocalisation de programmes, en 2007.

Les événements marquants de l'année

Le Collège d'Alma et l'École de langue française et de culture québécoise de l'Université du Québec à Chicoutimi ont conclu une entente afin d'offrir, en partenariat, un programme d'immersion française spécifique aux musiciens.

L'Université a été l'hôte, en mai 2006, de l'Expo-sciences pancanadienne où plus de 400 jeunes de partout au Canada étaient regroupés.

En 2005, le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada a décerné le prestigieux prix Leo-Derikx à l'Université du Québec à Chicoutimi et à Hydro-Québec, pour leur collaboration à la création du plus grand laboratoire de recherche sur le givrage au monde.

La thèse de doctorat d'Anne Mevellec (Université du Québec à Chicoutimi et Université de Rennes I) lui a valu le Prix de la Fondation Jean-Charles-Bonenfant. Madame Mevellec qui était étudiante au programme conjoint de doctorat en développement régional UQAC/UQAR, obtiendra également le doctorat de l'Université de Rennes I : Doctorat – mention « Science politique » – École doctorale « Droit, science politique et philosophie ».

Les diplômées du baccalauréat en sciences infirmières – formation initiale – se sont classées en deuxième position au Québec pour le volet pratique de l'examen de l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec, et ont

PHOTO DE GAUCHE : *Hélène Boulianne, présidente de l'Ordre régional des infirmières et infirmiers du Saguenay-Lac-Saint-Jean/Nord-du-Québec; Danielle Poirier, directrice du Module des sciences infirmières et de la santé et professeure; Nicole Martel, diplômée du baccalauréat en sciences infirmières; Michel Belley, recteur de l'UQAC.* PHOTO DE DROITE : *Le Centre universitaire de recherche sur l'aluminium (CURAL).*

obtenu la seconde meilleure moyenne générale. Nicole Martel a enlevé la première place au Québec pour les deux volets de l'examen.

En septembre 2005, la Fondation de l'Université du Québec à Chicoutimi a organisé une soirée hommage et reconnaissance à Paul-Gaston Tremblay. Cette activité, présidée par l'ancien premier ministre du Québec, Lucien Bouchard, réunissait une centaine d'invités dont plusieurs personnalités du Saguenay–Lac-Saint-Jean. Monsieur Tremblay s'est mobilisé pour faire de l'Université du Québec à Chicoutimi un outil de développement. Comptable et gestionnaire à la retraite, il a assuré la présidence de la Fondation pendant trente-trois années.

Pour la deuxième année consécutive, les étudiants du programme de baccalauréat en sciences comptables se sont distingués par un taux de réussite de 100% à l'Examen national d'admission (CMA), en juin 2005. Ce score parfait a permis de classer l'UQAC au premier rang des universités québécoises. La moyenne de réussite de l'ensemble des candidats à cet examen est de 80%, et constitue la première étape menant au titre de CMA.

Les perspectives

Le nouveau pavillon de la médecine et des sciences de la santé accueillera les premiers étudiants du programme de formation médicale – délocalisé de l'Université de Sherbrooke vers Saguenay – à l'automne 2006.

Le Centre universitaire de recherche sur l'aluminium (CURAL) ouvrira ses portes dans les prochains mois, permettant de consolider ce secteur qui figure parmi les créneaux d'excellence en recherche de l'Université.

Enfin, l'Université du Québec à Chicoutimi poursuit une réflexion collective vers un plan stratégique de développement institutionnel qui devrait être finalisé dans la prochaine année.

Michel Belley, recteur

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À CHICOUTIMI

DIRECTION

MICHEL BELLEY, recteur / FRANCINE BELLE-ISLE, vice-recteur à l'enseignement et à la recherche / ANDRÉ DORION, vice-recteur à l'administration et aux finances / MARTIN CÔTÉ, secrétaire général

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président : MICHEL BELLEY, recteur*

Membres : FRANCINE BELLE-ISLE, vice-recteur à l'enseignement et à la recherche * / LAVAL BOULIANNE, associé, Samson, Bélair, Deloitte & Touche / CAMILLE COUILLARD, directeur, Usine Saguenay, Alcan International * / CHRISTIANE COURTOIS, analyste recherchiste, Conseil Tribal Mamuitun / MONIQUE DEMERS, représentante des chargés de cours / ANDRÉ DORION, vice-recteur à l'administration et aux finances * / GILLES GAGNON, professeur * / JEAN-GUY HUDON, professeur / CAMIL LAFORGE, directeur général, Fédération des caisses populaires Desjardins du Saguenay–Lac-Saint-Jean / JEAN-FRANÇOIS LALONDE, étudiant / LOUIS LEFEBVRE, directeur général, Cégep de Saint-Félicien / ANDRÉ McCLURE, retraité / FRÉDÉRIC ROSSIGNOL, étudiant * / JACINTHE VAILLANCOURT, présidente, Consulte Station / RICHARD VÉZINA, professeur

Secrétaire : MARTIN CÔTÉ, secrétaire général

A également siégé en cours d'année : GHISLAIN BOURQUE, vice-recteur à l'enseignement et à la recherche

* Membre du Comité exécutif

COMMISSION DES ÉTUDES

Président : MICHEL BELLEY, recteur*

Membres : MARIO BÉLANGER, doyen des études de premier cycle / FRANCINE BELLE-ISLE, vice-recteur à l'enseignement et à la recherche / SIMON BOLDUC, étudiant de premier cycle / NICOLE BOUCHARD, professeur / SYLVAIN BOUDREAULT, étudiant de premier cycle / DANIEL BRASSARD, chargé de cours / PIERRE COUSINEAU, professeur / GABRIEL FORTIER, professeur / JEAN-MICHEL FORTIN, étudiant de deuxième cycle / CYNTHIA GUAY-HOVINGTON, étudiante de premier cycle / DUYGU KOCAEFE, professeur / ISABELLE LEMAY, professeure / VINCENT MORIN, professeur / MARIE-ÈVE NORMAND, étudiante de premier cycle / SUZIE ROBICHAUD, doyenne des études de cycles supérieurs et de la recherche

Secrétaire : MARTIN CÔTÉ, secrétaire général

Ont également siégé en **cours d'année :** MUSTAPHA ELAYOUBI, chargé de cours / MARTIN FILLION, étudiant de deuxième cycle / GUY OUELLET, professeur

Université du Québec à Rimouski

Parmi les réalisations de l'Université du Québec à Rimouski en 2005-2006, au moins cinq dossiers émergent par leur audace et leur portée : le début de la construction du nouveau campus de Lévis, le développement d'un axe d'enseignement et de recherche sur la Nordicité, les deux colloques sur l'énergie éolienne, le colloque universitaire au Rwanda, et les liens prometteurs établis avec l'Argentine en sciences de la mer, en rapport avec le continent Antarctique.

Les programmes d'études et les étudiants

Le nombre d'inscriptions a été en hausse de 1,7 %, passant de 5355 étudiants à l'automne 2004, à 5446 en 2005. Au cours des cinq dernières années, la progression de l'effectif étudiant atteint 23 %.

Un doctorat en gestion des ressources maritimes et un certificat en pratiques et interventions culturelles ont été lancés. À Lévis, le programme de MBA pour cadres a atteint le cap des 100 diplômés en moins de sept ans. En Gaspésie, 24 étudiants ont entrepris le programme de maîtrise en développement régional.

Pour une deuxième année, un projet-pilote MobilUQ, financé par l'Université du Québec et le Mouvement Desjardins, a connu un vif succès. S'appuyant sur la dynamique de réseautage inter-établissements, une trentaine d'étudiants en géographie de l'Université du Québec à Montréal, à Chicoutimi et à Rimouski ont côtoyé la réalité géographique du Bas-Saint-Laurent, de la Gaspésie et de la Côte-Nord.

Une étudiante au doctorat en éducation, Renée Guimond-Plourde, a reçu la Médaille d'or de la Gouverneure générale et remporté le prix Jean-Marie-Van-Der-Maren, pour l'excellence de sa recherche qualitative. Du campus de Lévis, Lise Leblanc a obtenu la Médaille d'argent de la Gouverneure générale et Nicolas Emond, le Prix du Lieutenant-gouverneur.

Pour une septième fois, le concours Forces AVENIR accordait un prix aux étudiants de l'UQAR, à FormAction, une coopérative d'intégration économique des immigrants en région. Un étudiant en océanographie a remporté un prix à Terre-Neuve au Congrès de l'Association aquicole du Canada. Des étudiants en biologie ont reçu deux prix lors d'un colloque sur les canards de mer au Maryland.

Plusieurs événements ont été organisés par les étudiants cette année, tels : les Géolympiades 2006 qui ont réuni à Rimouski 120 étudiants en géographie; le Forum pour l'avenir socio-économique du Bas-Saint-Laurent qui attira des étudiants en administration; des colloques sur l'environnement, sur la Nordicité, en psychosociologie de la communication et en gestion de projets, un concours de poésie ; et des présentations de travaux sur affiches dans les centres hospitaliers.

MARIO BELANGER

Grâce au programme MobilUQ, une trentaine d'étudiants en géographie du réseau de l'Université du Québec ont fait connaissance avec la géographie de la Gaspésie et de la Côte-Nord.

L'Université du Québec à Rimouski et sa Fondation ont remis 132 bourses d'excellence au premier cycle, et une quarantaine aux deuxième et troisième cycles, pour un total de près de 500 000 dollars.

La recherche et la formation des chercheurs

Une réorganisation départementale a permis de mettre sur pied un Département autonome pour les sciences infirmières ainsi qu'un Département axé sur l'environnement qui regroupe biologie, chimie et géographie.

Les octrois de recherche totalisent plus de 13 millions de dollars.

Le nouvel axe sur la Nordicité a connu un point culminant avec l'attribution d'un doctorat honorifique à l'infatigable explorateur Bernard Voyer. Cet axe vise à développer les activités d'enseignement et de

ROLAND THERIAULT

Le nouvel axe sur la Nordicité a déjà connu un point culminant avec l'attribution d'un doctorat honorifique à l'explorateur Bernard Voyer, ici avec le président de l'Université du Québec, Pierre Moreau, et le recteur de l'UQAR, Michel Ringuet.

recherche sur l'étude des milieux naturels continentaux froids. Des recherches sont en cours sur l'érosion des berges du Saint-Laurent, l'adaptation animale aux changements climatiques, et le cycle des oiseaux migrateurs. En histoire, le livre *Rimouski depuis ses origines* a été lancé. La direction du Regroupement en aquaculture du Québec (RAQ) est maintenant assurée par l'Institut des sciences de la mer (ISMER).

Les partenariats et l'implication dans le milieu

Parmi les belles réalisations de l'année, on compte deux colloques sur l'énergie éolienne, l'un à Cap-aux-Meules (Îles-de-la-Madeleine), et l'autre à Rimouski, notamment grâce au professeur Jean-Louis Chaumel. D'autres activités ont attiré le public : un colloque sur l'art et la culture au Bas-Saint-Laurent, un autre sur les

L'UQAR est devenue propriétaire d'une maison patrimoniale à l'Isle-Verte.

pratiques novatrices de travail dans les établissements de santé et de services sociaux, les 24 heures de sciences, le Kaléidoscope historique, et un atelier de travail sur l'aménagement forestier.

L'Université est devenue propriétaire d'une maison patrimoniale à l'Isle-Verte, grâce à un don des frères Pierre et Robert Michaud.

Monsieur Adéodat Saint-Pierre, leader du monde agricole et forestier, a reçu la Médaille de l'UQAR pendant que le Prix de l'Association des diplômés a été remis à l'entrepreneur Jean Domingue. La professeure R'Kia Laroui a été nommée au Conseil du statut de la femme.

MARIO BÉLANGER

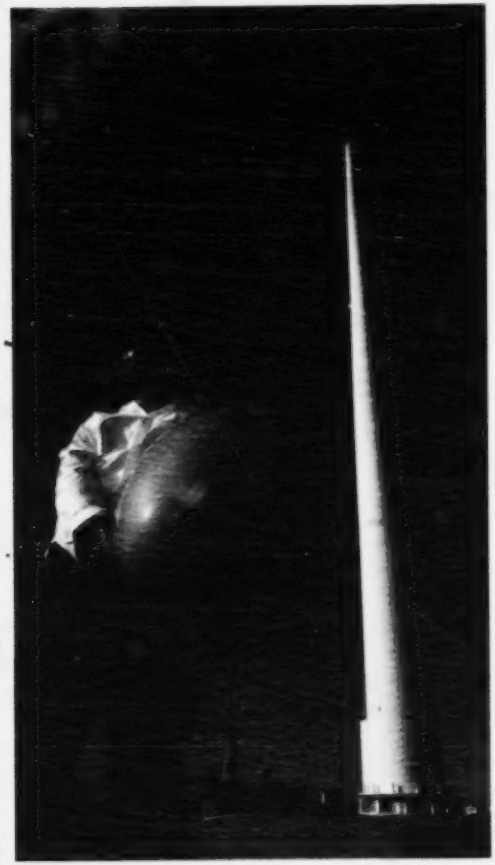
À DROITE : *Une fête pour célébrer les 25 ans de présence de l'UQAR à Lévis fut l'occasion de dire merci à deux pionniers, Robert Paré et Lyne Ruest.*

Le personnel

Une fête spéciale organisée à Lévis, pour célébrer les 25 ans de présence de l'Université du Québec à Rimouski dans la région, a été l'occasion de remercier deux pionniers, Robert Paré et Lyne Ruest.

En plus de recevoir la Distinction Alcide-C.-Horth, le professeur de lettres Paul Chanel Malenfant a mérité le prix littéraire de la Ville de Rimouski pour son recueil *Fleuves*. La professeure en éducation Anne-Marie Lamarre a reçu le prix Tousignant-Desrosiers, récompensant la meilleure thèse de doctorat francophone au Canada sur l'enseignement. En océanographie, Serge Demers, directeur de l'ISMER, s'est vu attribuer le Prix Réalisation de l'Université du Québec, alors qu'une Médaille de la Société canadienne de zoologie a été remise à la chercheure Céline Audet. Auxiliaire d'enseignement en biologie, Yves Lemay a reçu le Prix Reconnaissance du personnel de l'UQAR.

Pas moins de 18 membres du personnel ont pris leur retraite cette année. Signalons l'arrivée d'une nouvelle directrice au Service des communications, Marie-Thérèse Brunelle. La communauté universitaire s'est dotée d'une politique contre le harcèlement psychologique et la violence au travail. Aussi, le Comité de la pédagogie universitaire a réuni à Lévis 50 professeurs et chargés de cours, lors d'un colloque.



Parmi les belles réalisations de l'année, on compte deux colloques sur l'énergie éolienne qui se sont déroulés aux Îles-de-la-Madeleine et à Rimouski.

Les travaux sont en cours pour la construction d'un nouveau campus à Lévis, qui ouvrira ses portes en août 2007.

Les ressources matérielles et financières

Augmentation du nombre d'inscriptions aux programmes, hausse des budgets de recherche, nouvelles constructions : l'Université du Québec à Rimouski réussit à se développer de façon impressionnante malgré une situation budgétaire qui demeure fragile, avec un déficit anticipé de 1,2 millions, pour l'année 2006-2007 et une dette globale accumulée de 6,5 millions, au 31 mai 2006.

Les travaux sont en cours pour la construction d'un nouveau campus à Lévis, qui ouvrira ses portes en août 2007, fruit d'un partenariat public/privé. À Rimouski, des espaces supplémentaires ont été aménagés dans l'aile G pour le personnel en développement régional, une école de sculpture monumentale, des laboratoires en sciences infirmières, et la station aquicole. Un intranet pour les étudiants est maintenant en fonction. Sur les deux campus, on a remplacé le système téléphonique et rafraîchi la signature institutionnelle.

Un comité formé de représentants des différentes composantes de l'Université a été créé pour voir à l'application de la politique environnementale. Des pas importants ont été franchis dans ce domaine en matière de récupération, de compostage, de campus sans fumée et de conservation de l'énergie.

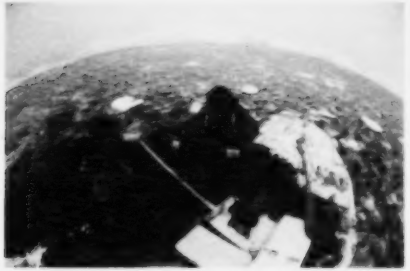
Les activités internationales

En collaboration avec l'Argentine, l'Institut des sciences de la mer a élaboré des projets concernant le continent antarctique, ce qui permettra de comparer des résultats de recherche spécifiques aux deux Pôles. L'ISMER participe entre autres à un volet scientifique à bord du navire Sedna IV, amarré près du pôle Sud.

Toujours à l'ISMER, un symposium international a eu lieu à Rimouski sur les médicaments tirés de la mer, un champ de recherche prometteur. Un spécialiste en acoustique marine a participé à une mission aux îles Açores, alors qu'un géologue a séjourné dans l'Arctique à bord du brise-glaces américain Healy.

L'Université du Québec à Rimouski a été la première à organiser, en partenariat avec les universités de Trent, de Bretagne occidentale et du Rwanda, un colloque international au Rwanda, depuis le génocide de 1994. Initiative de la professeure Pauline Côté, *Les mots du génocide* a été une expérience émouvante. À Kigali, 125 participants venant de trois continents ont discuté de la naissance des conflits pour mieux les prévenir par les valeurs éducatives et artistiques.

L'UQAR a collaboré à l'organisation d'un colloque international au Rwanda. Marie-Thérèse Brunelle, Pauline Côté et Sonia Fournier ont joué un rôle important dans cette activité.



Une équipe de l'ISMER-UQAR a participé à un volet scientifique à bord du navire Sedna IV, amarré près du pôle Sud.

D'autres projets ont été réalisés en France, à l'île de la Réunion, au Bénin, au Sénégal, en Tunisie, au Brésil, en Autriche, en Chine, au Venezuela et dans l'Ouest canadien.

Les perspectives d'avenir

Avec son *Plan d'orientation stratégique 2004-2009*, et en dépit d'un manque de fonds évident qui devra nécessairement être résolu dans un proche avenir, l'Université est bien outillée pour faire face à l'avenir, grâce à l'appui des membres de la communauté et de ses partenaires.

Une campagne de financement majeure de 11 millions de dollars sur cinq ans, est en préparation avec la Fondation de l'UQAR. Le premier volet, lancé auprès de la communauté universitaire, donne des signes encourageants d'appui à notre mission de formation. Le président du Mouvement Desjardins, Alban D'Amours, a accepté de présider cette campagne qui étendra la sollicitation vers d'autres acteurs sociaux et économiques, en région comme dans la métropole.

Michel Ringuet, recteur

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À RIMOUSKI

DIRECTION

MICHEL RINGUET, recteur / DANIEL BÉNÉTEAU, vice-recteur aux ressources humaines et à l'administration / DANIEL R. ROUSSE, vice-recteur au campus de Lévis / JEAN FERRON, vice-recteur à la formation et à la recherche / ALAIN CARON, secrétaire général

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président : PAUL-EUGÈNE GAGNON*, retraité

Membres : YANN AUCLAIR, étudiant / DANIEL BÉNÉTEAU*, vice-recteur aux ressources humaines et à l'administration / JEAN-FRANÇOIS BOUTIN, professeur / JEAN FERRON*, vice-recteur à la formation et à la recherche / JEAN-PIERRE GAGNÉ, professeur / JENNIFER GAUTHIER, étudiante / CHRISTIANE HARDY, directrice générale, Cégep de La Pocatière / BENJAMIN LAPLATTE, étudiant / R'KIA LAROUI*, professeure / JOSÉE LÉVESQUE, analyste de projets, Telus / JEAN-PAUL MORIN, consultant en gestion des ressources humaines / MICHEL PARÉ*, comptable agréé, associé et responsable du Département d'insolvabilité, Lemieux Nolet / CÉLINE PLANTE, avocate, Pouliot, L'Écuyer / PIERRE PROVOST, directeur du CLSC, / Centre de santé Tulattavik de l'Ungava à Kuujjuaq / MICHEL RINGUET*, recteur / LOUIS ST-LAURENT, directeur général CIEU-FM / JACQUES THÉRIAULT, chargé de cours

Personnes convoquées : MARIE-THÉRÈSE BRUNELLE, directrice du Service des communications / SERGE DEMERS, directeur ISMER / MARIE-FRANCE MAHEU, directrice du Service des communications / RÉJEAN MARTIN, directeur du Service des communications par intérim / DENIS OUELLET, président / SCFP, section locale 1575 / DANIEL R. ROUSSE, vice-recteur au campus de Lévis

Secrétaire : ALAIN CARON, secrétaire général

Attachée d'assemblée : CLAUDETTE BÉDARD

* Membre du Comité exécutif

COMMISSION DES ÉTUDES

Président : MICHEL RINGUET, recteur

Membres : YVON BOUCHARD, doyen des études avancées et de la recherche / THOMAS BUFFIN-BÉLANGER, professeur / FABIEN CELLIER, étudiant / GUILLAUME DEMERS, étudiant / JOANE DENEAULT, professeure / AMADOU DOUDOU DIOP, professeur / JEAN FERRON, vice-recteur à la formation et à la recherche / RÉGIS FORTIN, professeur / ALEXANDRE GAGNÉ, étudiant / MARIEMAUDE GAMACHE, étudiante / JENNIFER GAUTHIER, étudiante / MAXIME JEAN, étudiant / CAROLINE JOSÉ, étudiante / STÉPHANE LACASSE, étudiant / CLAUDE LA CHARITÉ, professeur / BERTHE A. LAMBERT, professeure / ABDELLAH MARZOUK, professeur / MAGALIE MOREL, étudiante / FERNANDO OUELLET, professeur / GINETTE PELLETIER, chargée de cours / MARTIN PELLETIER, étudiant / CHRISTINE PORTELANCE, professeure / DENIS RAJOTTE, doyen des études de premier cycle / JEAN-FRANÇOIS TAPP, étudiant

Personnes convoquées : LOUISE BÉRUBÉ, chargée de cours / PHILIPPE HORTH, registraire / DANIEL R. ROUSSE, vice-recteur au campus de Lévis

Attachée d'assemblée : CLAUDETTE BÉDARD

Secrétaire : ALAIN CARON, secrétaire général

Université du Québec en Outaouais

En cette année de 25e anniversaire, l'Université du Québec en Outaouais a fait preuve de créativité et de détermination dans la poursuite de son développement par la création de nouveaux programmes, l'embauche de professeurs et la réalisation de travaux majeurs d'infrastructure qui témoignent de sa vitalité et de son dynamisme.

Les programmes d'études et les étudiants

En 2005-2006, la réalisation la plus importante est certainement l'ajout de deux nouveaux programmes de troisième cycle, les doctorats en sciences sociales appliquées et en sciences et technologies de l'information, renforçant les assises du rôle joué par l'Université du Québec en Outaouais en formation de chercheurs, d'autant plus qu'il s'agit des tout premiers programmes de doctorat qui lui sont entièrement propres. De plus, une majeure en histoire s'est ajoutée à sa programmation de premier cycle.

Pour une cinquième année consécutive, on a enregistré une augmentation des effectifs étudiants, notamment au Centre d'études universitaires des Laurentides (CEUL) de Saint-Jérôme.

Par ailleurs, ses étudiants ont continué à se distinguer dans de nombreux concours interuniversitaires, notamment dans le cadre du Symposium en gestion des ressources humaines où sa délégation a remporté deux podiums, dont la première place pour la Simulation d'une négociation collective, récoltant ainsi la deuxième position au classement général.

La recherche et la formation de chercheurs

L'Université a maintenu le cap dans la consolidation des domaines prioritaires identifiés dans son *Plan stratégique de la recherche*. Le domaine de la photonique a été particulièrement renforcé par un octroi de près d'un million de dollars provenant de la Fondation canadienne pour l'innovation, du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, et de divers partenaires.

L'Université est devenue un chef de file dans le domaine de l'économie sociale et des collectivités locales, à la suite de l'obtention d'une subvention majeure versée par le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada, dans le cadre du programme Alliance de recherche universités-communautés (ARUC). L'ARUC sur l'innovation sociale et le développement des communautés résulte des efforts constants de l'institution et de ses professeurs afin de créer des niches de recherche exclusives.

On a procédé à l'inauguration du Centre de recherche en technologies langagières (CRTL), en mai 2006. Ce projet d'envergure a vu le jour grâce à un finance-

A GAUCHE : Francine de Montigny, professeure au Département des sciences infirmières, lauréate du Prix d'excellence en administration pédagogique 2005 de l'UQO. AU CENTRE : Rokia Missaoui, professeure au Département d'informatique et d'ingénierie, lauréate du Prix d'excellence en recherche 2005 de l'UQO. A DROITE : Monique Séguin, professeure au Département de psychoéducation et de psychologie, a reçu le Prix de recherche de l'Association canadienne pour la prévention du suicide.

L'inauguration officielle du Centre de recherche en technologies langagières s'est déroulée le 19 mai 2006 en présence, notamment, du ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes et aux Affaires autochtones et député provincial du comté de Chapleau, Benoit Pelletier; du ministre du Travail et ministre de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions, Jean-Pierre Blackburn; du ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités et député du comté de Pontiac, Lawrence Cannon; du député fédéral du comté de Hull-Aylmer, Marcel Proulx; du député provincial du comté de Hull, Roch Cholette, et du recteur de l'UQO, Jean Vaillancourt.

ment du gouvernement fédéral et du gouvernement du Québec à hauteur de 15,2 millions de dollars. Le CRTL, formé d'un partenariat entre le Conseil national de recherches Canada, le Bureau de la traduction du Canada et l'Université, pouvant accueillir jusqu'à 150 chercheurs, constitue un lieu unique d'expertise convergente en études langagières et en sciences de l'information.

Avec le développement des activités de recherche au cours des dernières années, l'Université du Québec en Outaouais offre un environnement des plus riches au soutien de la formation de chercheurs. La proportion des étudiants inscrits aux études supérieures est l'une des plus élevées de l'ensemble des universités à vocation générale du réseau de l'Université du Québec.

Les partenariats et l'engagement dans le milieu

Tenue en septembre 2005, l'Université rurale québécoise a attiré plus de 300 personnes qui ont échangé sur les meilleures pratiques et les enjeux de la ruralité. Cet événement a reçu l'appui financier de plusieurs partenaires dont Emploi Québec, la Conférence régionale des Élus de l'Outaouais, le ministère des Affaires municipales et des Régions du Québec, Développement économique Canada, le Centre de recherche sur le développement territorial, et Agriculture et Agroalimentaire Canada.

En mai 2006, l'Université a accueilli plus de 150 enseignants et superviseurs de stage en milieu scolaire au colloque de l'Association pour la formation à l'enseignement (AFORME), marqué par la présence de l'un des grands bâtisseurs du système d'éducation au Québec, Paul Gérin-Lajoie, à qui elle avait remis un doctorat honorifique en 2001.

Dans le cadre d'une alliance avec l'Université d'Ottawa, l'Université Carleton et le Collège Algonquin, l'Université a obtenu une aide financière des trois conseils subventionnaires fédéraux pour la gestion de la propriété intellectuelle. En collaboration avec le Cégep de l'Outaouais et le Collège Héritage, le Forum Recherche-Innovation Outaouais a été lancé au début de 2006, avec le soutien financier de Développement économique Canada, du ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, et de Développement économique-CLD Gatineau.

Dans le cadre de la Collation des grades 2005, l'UQO a décerné un doctorat honoris causa à Alain Gourd, l'un des membres fondateurs de l'UQO et personnalité bien connue en Outaouais pour le leadership entrepreneurial important qu'il a exercé dans le domaine des communications sur les plans national et international.

Le personnel

En 2005-2006, l'Université a embauché 28 nouveaux employés, dont 12 professeurs réguliers, en réponse à la demande engendrée par sa croissance constante. Par ailleurs, l'année a été marquée par la nomination de nouveaux cadres à des postes clés. François Deschênes est devenu le nouveau doyen de la recherche, Dominique Charron, tout premier directeur du CEUL à Saint-Jérôme, Michel Parent, nouveau directeur du Service des terrains et bâtiments, et Lucie Ménard, nouvelle directrice du Bureau du développement et directrice générale de la Fondation, qui sera appuyée par Jean Boileau, directeur des communications et des relations publiques de la Fondation.

Parmi les distinctions attribuées cette année aux membres du corps professoral, le Prix de recherche de l'Association canadienne pour la prévention du suicide est allé à Monique Séguin, professeure au Département de psychoéducation et de psychologie.

Les ressources matérielles et financières

À l'automne 2005, la direction a tenu des séances d'information à l'intention de la communauté universitaire sur son *Plan de consolidation – Horizon 2012*, qui vise à répondre aux besoins opérationnels de l'Université en ajoutant des locaux supplémentaires au pavillon Alexandre-Taché pour y réunir tous les programmes et services actuellement offerts au pavillon Lucien-Brault. On a procédé à la planification de construction de nouvelles infrastructures d'accueil des secteurs des sciences infirmières, des relations industrielles et de psychoéducation et psychologie ainsi que du Laboratoire de recherche en cyberpsychologie. Ces travaux, comprenant l'agrandissement de la bibliothèque et de la cafétéria, pourraient commencer dès l'hiver 2007.

La direction institutionnelle s'est dotée d'une politique environnementale qui lui servira d'outil de référence et d'application de stratégies et d'activités concrètes, notamment dans le cadre de l'aménagement du campus intégré.

Les activités internationales

L'Université poursuit ses activités de coopération internationale en matière de recherche et de formation avec un grand nombre d'universités en Bulgarie, en Espagne, en France, au Mexique, en République dominicaine et au Sénégal. Environ 250 étudiants en provenance d'autres pays ont poursuivi leurs études à l'UQO en 2005-2006.

Stephane Bouchard, professeur au Département de psychoéducation et de psychologie, introduit au Cercle d'excellence de l'Université du Québec en 2005.

ANTOINE DESOUARD

Un des dossiers majeurs à l'international est la poursuite du projet de coopération avec l'Université de la Frontera au Chili, financé par l'ACDI, et qui vise notamment la formation d'intervenants auprès des jeunes en difficulté. Un autre projet financé par l'ACDI a permis à une étudiante de la maîtrise en sciences administratives de réaliser un stage sur la gouvernance en Chine. L'Université a participé à la 3e Rencontre internationale sur la globalisation de la solidarité à Dakar, en novembre 2005, et accueilli la directrice des programmes de cycles supérieurs en gestion de projet de la Western Carolina University, pour un an, dans le cadre du Programme de chaires de recherche Fulbright.

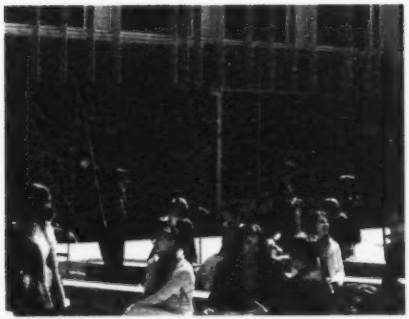
Une nouvelle cohorte d'étudiants en maîtrise en gestion de projet a démarré en République dominicaine, dans le cadre d'une formation offerte entièrement en langue espagnole par l'université.

Les événements marquants de l'année

En 2005-2006, l'Université célébrait son 25e anniversaire. De nombreux événements ont marqué cette importante étape, dont le plus remarquable est l'ajout de deux nouveaux programmes de doctorat, signe d'une institution qui gagne rapidement en maturité. En mars 2006, la Fondation de l'UQO procédait au lancement de la plus importante campagne de financement jamais entreprise en Outaouais, avec un objectif ambitieux de 10 millions de dollars. Enfin, l'ouverture officielle du Centre de recherche en technologies langagières, en mai 2006, est venue à nouveau témoigner de la capacité de l'Université à réaliser un projet d'envergure qui aura des retombées positives tant pour elle-même que pour ses partenaires et la communauté.

Les perspectives d'avenir

Au cours des années à venir, l'Université entend atteindre les objectifs de son plan de développement *Horizon 2012* pour assurer la croissance de sa programmation et de ses activités de recherche, et ce, afin de mieux repon-



Le Centre de recherche en technologies langagières – pavillon Alexandre-Taché.

dre aux besoins pressants de sa région en pleine expansion démographique et économique.

Le développement de nouvelles infrastructures physiques à Gatineau est aussi l'un des dossiers prioritaires et une nécessité incontournable, en raison de la croissance rapide de l'établissement ainsi que de la population municipale et régionale environnante. Aucun effort ne sera ménagé pour obtenir le financement du développement du campus de Gatineau.

De plus, la présence de l'Université du Québec en Outaouais en région s'intensifiera par l'établissement et le maintien de collaborations avec les organismes régionaux, tant pour la population de l'Outaouais que pour celle des Laurentides. Avec une population étudiante en croissance continue au CEUL, elle entend aussi consolider sa présence à Saint-Jérôme, et poursuivra ses démarches en partenariat avec la Ville de Saint-Jérôme en vue de la construction d'un nouveau campus abritant le CEUL.

Jean Vaillancourt, recteur

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC EN OUTAOUAIS

DIRECTION

JEAN VAILLANCOURT, recteur / DENIS DUBÉ, vice-recteur à l'enseignement et à la recherche / HÉLÈNE GRAND-MAÎTRE, vice-rectrice à l'administration et aux ressources / MICHELINE BONDU, secrétaire général

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président : SERGE LABINE*, directeur des communications exécutives et ministérielles, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Membres : ÉLODIE BLEYAERT*, étudiante / PIERRE CHARRON, professeur / DENIS DUBÉ, vice-recteur à l'enseignement et à la recherche / PIERRETTE DUPONT-ROUSSE*, avocate retraitée / ROBERT DUPRÉ, professeur / CLAUDETTE GATIEN, directrice des services communautaires, Centre de santé et de services sociaux de Gatineau / PIERRETTE GAUDREAU, chargée de cours / JEAN-PIERRE GIROUX*, représentant des diplômés, gestionnaire de projets, Conseil des ressources humaines de l'industrie textile / HÉLÈNE GRAND-MAÎTRE*, vice-rectrice à l'administration et aux ressources / FRANCINE RANCOURT*, professeure / ÉTIENNE SIMARD, étudiant / MARLÈNE THONNARD, directrice générale, Commission scolaire des Hauts-Bois-de-l'Outaouais / JEAN VAILLANCOURT*, recteur

Secrétaire : MICHELINE BONDU, secrétaire général

* Membre du Comité exécutif

COMMISSION DES ÉTUDES

Président : JEAN VAILLANCOURT, recteur

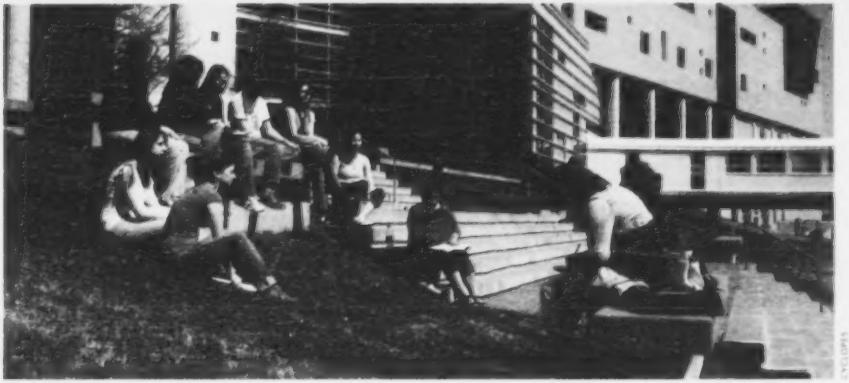
Membres : RENÉ BÉDARD, chargé de cours / JEAN-MARIE BERGERON, doyen des études / LOUISE BRUNETTE, directrice du Module des lettres / DAVID CLÉMENT, étudiant / CAROLINE COLLIN, étudiante / DENYSE CÔTÉ, professeure / CAROLINE CYR, chargée de cours / ANNIE-CLAUDE DALCOURT, étudiante / SIMON DROLET, étudiant / DENIS DUBÉ, vice-recteur à l'enseignement et à la recherche / MICHAL IGLEWSKI, directeur du Département d'informatique et d'ingénierie / CATHERINE LANARIS, directrice du Département des sciences de l'éducation / JEAN-PIERRE LÉVY MANGIN, professeur / MARTINE MAYRAND LECLERC, professeure / HUGO ST-LAURENT, étudiant / ALEXANDRE TREMBLAY, étudiant

Observateur : ANDRÉ MANSEAU, directeur du Bureau de liaison université-milieu

Secrétaire : MICHELINE BONDU, secrétaire général

Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue

Signe du dynamisme et de l'engagement des professeurs et du personnel, l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue a connu une année charnière en 2005-2006, marquant une période de croissance et d'influence sur le développement de sa région.



Étudiants, la croissance se poursuit.

Les programmes d'études et les étudiants

Cette période de croissance se reflète par de nouveaux programmes collés aux besoins du milieu : les baccalauréats avec majeure en communication jeunesse, en enseignement de l'anglais langue seconde, en génie mécanique, le diplôme d'études supérieures spécialisées en gestion des organisations de santé et de services sociaux, et trois microprogrammes en psychologie. L'Université se développe hors région via des programmes déjà ouverts : art-thérapie, travail social, création en 3D. Elle a répondu à la demande de Mont-Laurier en ouvrant une première cohorte au programme de baccalauréat en éducation préscolaire et en enseignement primaire. Elle poursuit avec succès une offre de formation aux Premières Nations grâce à des certificats ou baccalauréats en sciences de la gestion, sciences de l'éducation et travail social.

Notre jeune université a franchi des étapes significatives, lors de la collation des grades, soit la remise de l'épitoge à deux premiers docteurs en sciences de l'environnement, volet forêt. Trois autres étudiants ont soutenu leur thèse de doctorat dont un premier en sciences de l'environnement, volet mines. On a approuvé un premier programme autonome de maîtrise en art-thérapie.

Une équipe d'étudiants en multimédia a remporté le championnat du monde, en finale internationale du Festival du Webdesign à Limoges en France, une confirmation de la qualité de la majeure de création en multimédia interactif, et un premier groupe d'étudiantes des Premières Nations a participé à un stage en France.

La recherche et la formation de chercheurs

L'Université vit au rythme de son environnement. Les chantiers de recherche visant le développement du milieu illustrent cette dynamique de ses chercheurs dont le volume en subventions de recherche a atteint 11,5 millions, une moyenne de 115 000 dollars par professeur, vers des solutions de développement des territoires en Abitibi-Témiscamingue et au Nord-du-Québec.

En transfert des connaissances, quatre événements liés à la foresterie ont prouvé le rôle utile joué par l'Université sur la scène forestière nationale. Lors du troisième congrès mondial, une centaine de chercheurs de plusieurs pays ont partagé leur expertise en sylviculture inéquienne, sous l'égide de l'International Union of Forest Research Organisation (IUFRO). L'Université a été l'hôtesse du 20e colloque nord-américain des membres de la Conférence des étudiants aux cycles supérieurs en foresterie et en sciences de l'environnement (CONFOR 2005). Un premier forum sur la foresterie sociale et autochtone a accueilli des chercheurs et représentants des Premières Nations. Enfin, les chercheurs de la Chaire industrielle

L'équipe Trop Mal championne mondiale du Webdesign

CRSNG-UQAT-UQAM en aménagement forestier durable ont organisé leur colloque annuel, rejoignant la plupart des intervenants forestiers importants.

Deux secteurs émergents ont suscité l'intérêt des chercheurs et des intervenants économiques : un premier congrès international sur les communications sans fil en milieux souterrains et confinés aura mis en lumière le haut degré de compétence de nos équipes de recherche. Le deuxième colloque sur les ressources hydriques souterraines a informé ses participants sur la valeur de la ressource et les questions à développer sur le sujet. Finalement, on a organisé la quatrième édition du Colloque sur les Premières Nations et un premier Salon sur les technologies touchant la vidéoconférence et l'audiovisuel, Contacts 2005.

Les partenariats et l'implication dans le milieu

Un partenariat signé avec l'Université Laval examinera les conditions favorables à l'extension partielle du baccalauréat en aménagement et en environnement forestiers, et du baccalauréat coopératif en opérations forestières, qui débuteront vraisemblablement en septembre 2007, au campus d'Amos. Une entente avec le Collège Édouard-Montpetit de Longueuil offre un programme DEC-BAC en création 3D. Des ententes avec l'Institut Polytechnique privé de Casablanca et l'Institut libre des sciences de la gestion de Fès favoriseront la venue d'étudiants marocains et la diversité culturelle de notre milieu. Des ententes avec des universités chinoises visent l'échange d'étudiants au baccalauréat de création en multimédia interactif.

Deux ententes avec Développement économique Canada ont donné un élan à la réalisation de deux projets attendus : le développement et le transfert d'outils innovateurs en foresterie, et la caractérisation géochimique de l'eau des eskers. Enfin, une entente avec l'Université de Sherbrooke vise à offrir un certificat en toxicomanie, en réponse à des besoins du milieu.

Le personnel

Plusieurs professeurs se sont distingués sur la scène nationale : François Villeneuve, en sciences de la gestion : Prix de la meilleure thèse de doctorat du secteur des lettres et sciences humaines et sociales de l'Université de Sherbrooke; Pierrette Doré, en sciences de la gestion : titre de Fellow de l'Ordre des comptables agréés du Québec; Martine Cournoyer en sciences du développement humain et social, Réal Bergeron et Bernard Harvey en sciences de l'éducation ont lancé une collection d'ouvrages tactiles pour enfants non voyants et amblyopes.

A GAUCHE : *Inauguration de la station de la Forêt d'enseignement et de recherche du Lac Duparquet (FERLD). Pierre Maheux, président de la Fondation de l'UQAT, Claude Phaneuf, coordonnateur et chargé de projet au ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, Yves Bergeron, titulaire de la Chaire industrielle CRSNG-UQAT-UQAM en aménagement forestier durable, Pierre Corbeil, ministre des Ressources naturelles et de la Faune, Johanne Jean, rectrice de l'UQAT, Roch Denis, recteur de l'UQAM, Roger Gauthier, président du conseil d'administration de l'UQAT, Marc Lemay, député fédéral d'Abitibi-Témiscamingue, Brian Harvey, directeur de la FERLD et Daniel Rancourt, préfet de la MRC d'Abitibi-Ouest, ont coupé le traditionnel ruban.* AU CENTRE : *Le court métrage d'animation d'Élise Massy, étudiante en multimédia, a lancé les activités du Festival du cinéma international en Abitibi-Témiscamingue.* A DROITE : *Le colloque international sur la sylviculture inéquienne a fourni l'occasion aux chercheurs internationaux de découvrir les forêts de l'Abitibi-Témiscamingue et du nord-est ontarien.*

PHOTOS : BERNARD PELLETIER

PHOTOS : ANNE BOURGEAU

À GAUCHE : Les étudiantes anishnabek (algonquines) qui ont vécu une expérience inoubliable pendant leur stage en France. AU CENTRE : Dans l'ordre habituel : Roger Gauthier, président du conseil d'administration, Nicolas Lecomte et Sonia Légaré, nouveaux docteurs en sciences de l'environnement, Johanne Jean, rectrice. À DROITE : Signature du protocole d'entente en foresterie. Johanne Jean, rectrice de l'UQAT, Pierre Corbeil, ministre des Ressources naturelles et de la Faune, et Denis Brière, doyen à l'Université Laval.

André Blanchard, en sciences de l'éducation, est admis au Cercle d'excellence de l'Université du Québec pour l'ensemble de sa contribution, notamment la création de l'Université internationale du multimédia. René Wamkeue, en sciences appliquées, est désigné secrétaire d'un groupe de travail nord-américain de l'American National Standard Institute chargé d'édicter les normes en électricité. Manon Lacroix, en sciences de la santé, a reçu le prix Marie-Loyer-Da-Silva de l'Université d'Ottawa pour la qualité de son projet clinique avec impact dans son milieu. Jacques Giroux, en sciences de la gestion, et associé à une équipe de rédaction, s'est vu couronné du Prix du ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, catégorie volume de premier cycle.

Le nouveau vice-recteur à l'enseignement et à la recherche, Denis Martel.

L'embauche d'un nouveau vice-recteur à l'enseignement et à la recherche, Denis Martel, est saluée avec enthousiasme par la communauté universitaire.

Les ressources matérielles et financières

Quatre inaugurations ont réjoui les membres des communautés régionale et scientifique. La Station de recherche en foresterie du lac Duparquet, inaugurée avec les laboratoires de sylviculture et de ligniculture au campus d'Amos, motiveront chercheurs et étudiants gradués à s'implanter ou à se diriger en Abitibi-Témiscamingue pour leurs recherches en développement des ressources forestières au Canada. Deux sites de recherches et d'expériences ont été aménagés et inaugurés dans le domaine des communications sans fil en milieux souterrains et confinés. Les espaces de travail au Laboratoire de recherche Télébec Mobilité en communications souterraines à Val-d'Or et ceux d'expérimentation des technologies à la mine Canmet, près de Val-d'Or, s'ouvrent à des solutions inédites et utiles à l'industrie minière, et aux exploitants de galeries en milieu urbain.

Au plan des finances, l'Université termine l'exercice 2005-2006 avec un déficit de 1 227 533 million, afin d'assurer l'offre de formation et de services aux Premières Nations, un choix stratégique de sa mission universitaire auprès d'une clientèle importante en région.

Par ailleurs, la Fondation de l'UQAT a créé un Fonds de développement des étudiants. Menant une vigoureuse campagne auprès du personnel, elle s'est mobilisée auprès du milieu des affaires de Rouyn-Noranda pour une campagne quinquennale.

Perspectives

Vingt ans d'efforts auprès des Premières Nations et des Inuits seront couronnés par la reconnaissance de l'Université comme établissement de haute réputation et par la construction d'espaces de formation et de services auxiliaires aux étudiants du campus de Val-d'Or. Des négociations sont entreprises auprès des autorités gouvernementales pour combler le manque d'espace au campus de Rouyn-Noranda. Les améliorations au parc immobilier occuperont donc une place centrale des démarches à venir.

Le premier colloque technologique Contacts 2005, une proposition qui a connu un vif succès.

Le premier congrès international sur les communications souterraines en milieux miniers et confinés, a attiré à Val-d'Or la fine fleur des chercheurs du domaine.

On poursuit l'innovation par l'offre de programmes exclusifs tels le multimédia interactif, la communication jeunesse, et l'art-thérapie. Les efforts seront déployés pour offrir des programmes de premier cycle en génie forestier et minier, et pour enrichir le curriculum académique des gestionnaires régionaux en affaires, en éducation, en santé, et en services sociaux grâce à des programmes au deuxième cycle en extension avec d'autres universités.

À long terme, on vise la création de chaires en foresterie sociale et autochtone, et en télécommunications souterraines, en partenariat avec d'autres institutions. Des laboratoires seront aménagés pour des chercheurs en développement d'un bœuf en Or et en systèmes de construction en bois.

L'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue assume son leadership dans les créneaux d'excellence et les axes prioritaires au développement socioéconomique de sa région, conformément aux attentes et besoins d'une population décidée à faire de l'Abitibi-Témiscamingue un milieu de vie sain, stimulant et concurrentiel.

Johanne Jean, rectrice

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC EN ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

DIRECTION

JOHANNE JEAN, rectrice / LUC BERGERON, vice-recteur aux ressources / JEAN-CLAUDE BOURASSA, vice-recteur à l'enseignement et à la recherche et registraire par intérim / GUY LEMIRE, secrétaire général

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président : ROGER GAUTHIER*

Membres : LOUISE BÉDARD, chargée de cours / ADÈLE BÉLANGER, directrice des relations générales, Temibec inc. / LUC BERGERON, vice-recteur aux ressources / BRUNO BOUCHARD, professeur / JASON BRUSHEY*, étudiant / ÉDITH CLOUTIER, directrice générale, Centre d'amitié autochtone / ROCH DUBÉ, président, Groupe Bell Nordiq / MARIE-ÈVE DUCLOS, étudiante / ROGER GAUTHIER*, diplômé / JOHANNE JEAN*, rectrice / MICHEL MARSAN, professeur / CHRISTIANE PERREAULT, professeure, Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue / CLÉMENT ROY*, membre socioéconomique / SUZANNE TAMSE*, professeure / RAYMOND THIBAULT, vice-président exploitation, Société de développement de la Baie-James

Observateurs : ANDRÉ BELLAVANCE, directeur du campus de Val-d'Or / LINE BOUCHER, directrice des Services aux étudiants et aux diplômés / JEAN-CLAUDE BOURASSA, vice-recteur à l'enseignement et à la recherche par intérim / ANNETTE DROUIN-MORIN, directrice du centre de La Sarre / CLAIRE HOGAN, technicienne en administration / DANIEL LAMPRON directeur du campus d'Amos / ANDRÉ LANGLOIS, directeur du centre de Ville-Marie

Secrétaire : GUY LEMIRE, secrétaire général

* Membre du Comité exécutif

COMMISSION DES ÉTUDES

Présidente : JOHANNE JEAN, rectrice

Membres : LAURENT BARRY, étudiant / JOANNE BERGERON, étudiante / JEAN-CLAUDE BOURASSA, vice-recteur à l'enseignement et à la recherche par intérim / SUZANNE BRAIS, professeure / MARIO BRÛLÉ, professeur / MARIANNE CAZEAULT, étudiante / YVONNE DA SILVEIRA, professeure / AUGUSTIN EPENDA, professeur / LYNÉ FECTEAU, professeure / ISABELLE MORASSE, chargée de cours / MARTIN THIBEAULT, étudiant / SERGE TREMBLAY, professeur

Observateurs : MONIQUE BEAUPRÉ, responsable du Bureau du registraire./ LINE BOUCHER, directrice des Services aux étudiants et aux diplômés / SUZIE LAPRISE, coordonnatrice au vice-rectorat à l'enseignement et à la recherche / LISETTE LEHOUILLIER, agente de recrutement / LUC SIGOUIN, directeur de la bibliothèque

Secrétaire : GUY LEMIRE, secrétaire général

Institut national de la recherche scientifique

L'Institut national de la recherche scientifique (INRS) prend de l'expansion, se renouvelle, et se transforme avec l'arrivée d'une nouvelle génération de professeurs-chercheurs, l'octroi de nouvelles chaires de recherche, la mise en chantier de projets immobiliers, l'acquisition d'infrastructures de recherche uniques et l'importance accordée à l'international en coopération scientifique et en recrutement étudiant.

De nombreuses personnalités de la région de Québec ont participé à l'inauguration officielle de l'Édifice INRS-Québec, un bâtiment situé au cœur de la cité universitaire de l'Université du Québec, dans le quartier Saint-Roch.

La recherche

L'Institut s'est classé une seconde fois en tête du palmarès 2005 des universités canadiennes, selon Re$earch infosource, en termes d'intensité de la recherche, abstraction faite des établissements ayant une faculté de médecine. En moyenne, chaque professeur-chercheur a obtenu des fonds trois fois supérieurs à la moyenne enregistrée dans les 50 universités canadiennes.

Ces octrois de recherche ont connu une hausse importante au cours des cinq dernières années, passant de 29,4 à 46,4 millions de dollars, malgré le départ à la retraite de scientifiques chevronnés et le recrutement de 53 nouveaux professeurs-chercheurs.

Deux nouvelles chaires de recherche du Canada, l'une sur les nanomatériaux énergétiques (Daniel Guay, centre Énergie, Matériaux et Télécommunications), l'autre sur la ville et les enjeux politiques liés à l'insécurité (Julie-Anne Boudreau, centre Urbanisation, Culture et Société), ont été attribuées à des professeurs-chercheurs de l'INRS alors que deux autres chaires de recherche du Canada ont été renouvelées, soit celle en décontamination environnementale (Jean-François Blais, centre Eau, Terre et Environnement) et celle sur l'immunité et l'infection (Albert Descoteaux, centre INRS–Institut Armand-Frappier). Les travaux menés au sein de la nouvelle chaire en immunostimulation, financée par la compagnie ID Biomedical, détenue par GlaxoSmithKline, visent à améliorer l'efficacité des vaccins contre certaines infections.

Grâce à la Fondation canadienne pour l'innovation et au gouvernement du Québec, les professeurs-chercheurs auront accès à de nouveaux laboratoires de pointe tels la géologie, les télécommunications, la toxicologie et l'endocrinologie de la reproduction. Ils pourront ainsi simuler la formation des structures géologiques et les processus tectoniques de la croûte terrestre, élaborer de nouvelles techniques pour détecter et évaluer les effets

Les travaux de construction d'un nouvel édifice dédié à la recherche et à la formation sur le campus de l'INRS à Laval ont débuté par une pelletée de terre effectuée en présence de Normand Giguère, directeur du financement des infrastructures au ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, Pierre Lapointe, directeur général de l'INRS, Gilles Vaillancourt, maire de Ville de Laval, et Alain Fournier, directeur par intérim du centre INRS–Institut Armand-Frappier.

des produits chimiques sur la santé, mettre au point des solutions technologiques pour les communications sans fil haute vitesse et configurer l'architecture des futurs réseaux optiques capables de soutenir de multiples applications.

Les programmes d'études et les étudiants

À l'automne 2005, l'INRS accueillait 624 étudiants, soit 306 à la maîtrise, 262 au doctorat, 56 au postdoctorat. Notons une croissance de 8 % des inscriptions au doctorat enregistrée entre les trimestres d'automne 2004 et 2005, et 21 % d'étudiants étrangers provenant d'une trentaine de pays.

La récente *Relance auprès de l'ensemble des diplômés de l'INRS* a révélé, entre autres, un degré élevé de satisfaction à l'égard de l'ensemble des activités liées à la formation. L'Institut a décerné 176 diplômes de maîtrise et 57 de doctorat, lors de la collation des grades à Québec, en novembre 2005. La Fondation Armand-Frappier a remis 690 000 dollars en bourses de recherche à 40 étudiants du centre INRS–Institut Armand-Frappier.

Les partenariats et l'implication dans le milieu

L'INRS joue un rôle de premier plan dans le nouveau Centre interinstitutionnel de recherche en écotoxicologie du Québec qui dresse un portrait exhaustif de tous les polluants et de leurs effets sur la santé humaine et animale. D'autres chercheurs étudient les impacts des changements climatiques dans l'Arctique canadien côtier au sein du Réseau de centres d'excellence du Canada ArcticNet.

L'engouement pour les nanomatériaux a conduit des chercheurs de l'INRS à étudier leur potentiel d'application pour concevoir des piles à combustible susceptibles de fournir de l'énergie à des véhicules électriques et à une multitude d'appareils.

À l'automne 2005, l'INRS a été partenaire du *Festival Imagine*, l'événement de l'innovation qui mettait en valeur la recherche scientifique réalisée dans la région de Québec. Pour l'occasion, le centre Eau, Terre et Environnement de l'INRS a tenu une journée porte ouverte.

D'importants colloques internationaux ont été organisés par des équipes du centre Urbanisation, Culture et Société. En avril 2006, le congrès annuel *Urban Affairs Association* ayant pour thème *Les quartiers et les transformations urbaines dans le nouveau contexte de mondialisation* réunissait à Montréal des chercheurs et urbanistes du monde entier. En octobre 2005, les premières analyses du sondage sur la migration des jeunes Québécois, tant anglophones et autochtones que francophones, ont été présentées lors du colloque international *Jeunes et dynamiques territoriales : les enjeux liés à la migration, l'insertion et la participation*, organisé par le Groupe de recherche sur la migration des jeunes et l'Observatoire Jeunes et Société.

Trente ans après la signature de la Convention de la Baie James et du Nord québécois, le Réseau DIALOG et la Société Makivik ont réuni; en novembre 2005, les acteurs du projet pour discuter des enjeux et défis de gouvernance lors du colloque *Gouverner autrement : l'expérience*

Lors de la collation des grades, l'INRS a rendu hommage au professeur Philippe Kourilsky du Collège de Paris, également membre de l'Académie des sciences et directeur général honoraire de l'Institut Pasteur de Paris, en lui remettant un doctorat honoris causa.

L'INRS a honoré Jean-Paul L'Allier, maire de la Ville de Québec de 1989 à 2005, en le proclamant docteur honoris causa lors d'une cérémonie qui s'est déroulée en présence du directeur général de l'INRS, Pierre Lapointe, et du président de l'Université du Québec, Pierre Moreau.

des Inuit du Nunavik. La Chaire Fernand-Dumont sur la culture a organisé, en octobre 2005, le colloque *Mondialisation et renouvellement des cultures*.

Le personnel

L'année a été marquée par la signature d'une convention collective renouvelée jusqu'au 31 mai 2008, avec le Syndicat des employés (es) de soutien du centre INRS–Institut Armand-Frappier, section locale 1733 du Syndicat canadien de la Fonction publique. Une nouvelle *Politique de perfectionnement*, adoptée par le conseil d'administration, vise à faire la promotion de la formation et du perfectionnement du personnel dans une vision intégrée avec les activités de l'institut. Un nouveau programme sur la reconnaissance des années de service et du départ à la retraite du personnel a été mis en place. Soulignons la nomination de Dalida Poirier à titre d'adjointe au directeur scientifique et de directrice du Service des études supérieures.

Les ressources matérielles et financières

Cette année, l'INRS atteint l'équilibre budgétaire, et ce, après avoir effectué un virement de solde au fonds des immobilisations de 2,5 millions de dollars. En conformité avec la réforme des frais indirects sur le financement des espaces de recherche, cette somme est affectée à la rénovation et au réaménagement des immeubles de l'INRS ainsi qu'au financement d'ajouts d'espaces.

Plusieurs projets immobiliers ont mobilisé les équipes de l'INRS. Le centre Urbanisation, Culture et Société emménagera à la fin de l'été, dans un nouvel immeuble sur la rue Sherbrooke à Montréal. Le coup d'envoi a été donné pour la construction sur le campus à Laval du nouveau pavillon de recherche et de formation qui accueillera les équipes du centre INRS–Institut Armand-Frappier actuellement logées à Pointe-Claire. Un autre chantier s'amorce avec la construction prochaine d'un centre de recherche et de développement polyvalent qui abritera les laboratoires lourds du centre Eau, Terre et Environnement dans le Parc technologique du Québec métropolitain.

Les activités internationales

En plus des liens étroits avec la communauté scientifique vietnamienne en santé, sciences de l'eau et technologies avancées, l'INRS est engagé dans des projets de coopération scientifique, notamment dans les domaines de la photonique et des nanotechnologies.

Avec des membres du Réseau international des Instituts Pasteur, une équipe du centre INRS–Institut Armand-Frappier collabore à un vaste projet de recherche pour combattre la leishmaniose, maladie parasitaire très répandue en Afrique et en Amérique latine. L'expertise de l'institut a également été sollicitée pour évaluer le potentiel en eau souterraine dans le nord du Ghana, et pour mettre au point de nouveaux outils d'analyse pour les pluies et les crues extrêmes au Bénin, au Maroc et en Tunisie.

Les événements marquants de l'année

Situé dans le quartier Saint-Roch, l'Édifice INRS-Québec a officiellement été inauguré en présence de personnalités de la région de Québec, en octobre 2005. Ce bâtiment, où œuvrent près de 450 personnes, contribue au renouveau du centre-ville, au cœur de la cité universitaire de l'Université du Québec.

La communauté universitaire a accueilli deux personnalités proclamées docteurs *honoris causa* : d'abord Philippe Kourilsky, scientifique émérite et administrateur hors pair, pour sa contribution exceptionnelle à la génétique moléculaire et à l'immunologie, puis Jean-Paul L'Allier, maire de la Ville de Québec de 1989 à 2005, pour son implication dans le renouveau et la visibilité de la ville de Québec, et son rôle important dans la venue du monde universitaire dans le quartier Saint-Roch.

Tourisme Laval a reconnu l'apport significatif du directeur général de l'Institut au rayonnement de Laval en le désignant Ambassadeur Rayonnement 2006. Le Prix Ressources naturelles 2005 de l'Acfas a été décerné à François Leclerc, doctorant en sciences de la terre.

Les perspectives d'avenir

Au cours des prochaines années, d'importants efforts seront consentis pour doter le centre Énergie, Matériaux et Télécommunications de nouveaux espaces essentiels à son essor. De plus, l'Institut national de la recherche scientifique entend poursuivre dans la voie tracée : être un acteur de développement. Pour cela, il favorise une recherche porteuse d'innovations, valorise le transfert des connaissances et forme un nombre croissant d'étudiants afin de contribuer à l'essor du Québec et au mieux-être de ses populations.

Pierre Lapointe, directeur général

INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

DIRECTION

PIERRE LAPOINTE, directeur général / JEAN LAVOIE, directeur de l'administration et des finances / SINH LEQUOC, directeur scientifique / MICHÈLE GAUTHIER, secrétaire générale

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président : ARMAND COUTURE *

Membres : PIERRE BÉLANGER, directeur général, Laval Technopole / MARY-ANN BELL, première vice-présidente et chef de l'exploitation pour le Québec, Bell Aliant Communications régionales / JEAN-PHILIPPE CHÊNEL, étudiant, Centre Eau, Terre et Environnement / GILBERT DIONNE, consultant / MADELEINE GAUTHIER, professeure, Centre Urbanisation, Culture et Société, INRS / PAVEL HAMET, directeur de la recherche, Centre hospitalier de l'Université de Montréal / JEAN-CLAUDE KIEFFER, professeur, Centre Énergie, Matériaux et Télécommunications, INRS / JEAN-FRANÇOIS LALIBERTÉ, professeur, INRS-Institut Armand-Frappier / PIERRE LAPOINTE *, directeur général, INRS / SINH LEQUOC *, directeur scientifique, INRS / CHRISTINE MARTEL *, directrice générale, Acfas / LOUISE MILOT, consultante / JEAN-PIERRE VILLENEUVE *, directeur, Centre Eau, Terre et Environnement, INRS

Secrétaire : MICHÈLE GAUTHIER, secrétaire générale

* Membres du Comité exécutif

COMMISSION DE LA RECHERCHE

Président : PIERRE LAPOINTE, directeur général

Membres : ISABEL BEAUCHESNE, étudiante, Centre Eau, Terre et Environnement / JOHANNE CHARBONNEAU, directrice, Centre Urbanisation, Culture et Société / PASCAL COURVILLE, étudiant, INRS-Institut Armand-Frappier / CLAUDE FORTIN, professeur, Centre Eau, Terre et Environnement / ALAIN FOURNIER, directeur par intérim, INRS-Institut Armand-Frappier / DANIELLE GOUDREAULT, agente de recherche, INRS-Institut Armand-Frappier / FERNAND HARVEY, professeur, Centre Urbanisation, Culture et Société / NICOLAS LE BERRE, professionnel de recherche, INRS-Institut Armand-Frappier / NICOLAS MIREAULT, étudiant, Centre Énergie, Matériaux et Télécommunications / SINH LEQUOC, directeur scientifique, INRS / HORST D. PACHER, professeur, Centre Énergie, Matériaux et Télécommunications / DALIDA POIRIER, directrice du Service des études supérieures / YVES ST-PIERRE, professeur, INRS-Institut Armand-Frappier / ALAIN VILLENEUVE, directeur, Centre Énergie, Matériaux et Télécommunications / JEAN-PIERRE VILLENEUVE, directeur, Centre Eau, Terre et Environnement

Secrétaire : MICHÈLE GAUTHIER, secrétaire générale

École nationale d'administration publique

L'École nationale d'administration publique a poursuivi la croissance qu'elle connaît depuis quelques années. Ses revenus totaux ont progressé de près de 3,5 %, pour atteindre 21 821 888 millions de dollars. Cette progression est attribuable à une légère augmentation de la clientèle étudiante, à une croissance substantielle des revenus de subventions et de contrats de recherche et à une hausse de 9 % des revenus autonomes découlant de la vente de services aux organisations publiques. Cette croissance des revenus a permis à l'École de conserver encore cette année un budget équilibré et de financer son développement à même ses revenus courants d'opérations.

Les programmes de formation et la clientèle étudiante

L'École nationale d'administration publique a connu une croissance de 3,4 % du nombre d'étudiants inscrits. Bien que modeste, cette croissance est significative dans le contexte actuel de restriction de l'embauche dans le secteur public québécois. Cette hausse s'explique notamment par la croissance de 32,9 % de la clientèle à l'ENAP à Gatineau.

L'École a lancé, en 2005-2006, une nouvelle maîtrise et un nouveau programme court de 15 crédits en management municipal qui s'ajoutent à la maîtrise en analyse de gestion urbaine, dont le contenu a été révisé pour s'adresser dorénavant aux analystes, conseillers ou chercheurs en développement et en évaluation des organisations du secteur public local et régional.

Les programmes de maîtrise en administration publique pour analystes et de doctorat en administration publique ont fait l'objet d'une évaluation qui confirme la pertinence et la qualité de ces deux programmes. Des recommandations touchant l'amélioration de l'encadrement des étudiants et le développement de leurs connaissances linguistiques et technologiques ont été formulées.

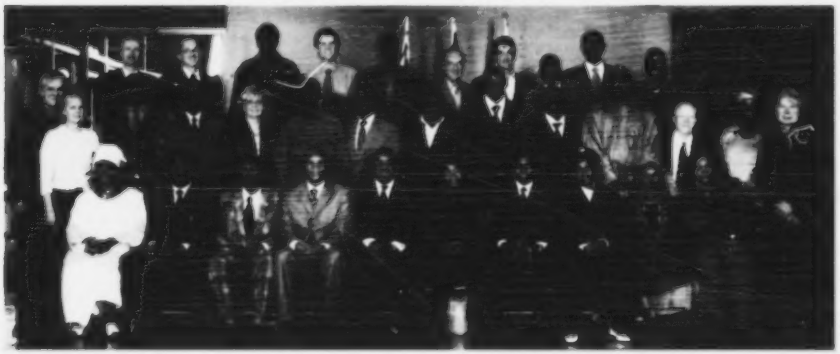
Les indicateurs confirment que la qualité de l'enseignement se maintient à l'École avec un taux moyen de satisfaction des étudiantes et étudiants de plus de 90 %.

La recherche et les publications

Parmi les faits marquants sur le plan de la recherche mentionnons :

- l'obtention par le professeur Nelson Michaud du Prix d'excellence en recherche de l'Université du Québec, une première pour l'École;
- le renouvellement du corps professoral, avec l'arrivée de sept nouveaux professeurs;
- le lancement par L'Observatoire de l'administration publique du site Web *L'État québécois en perspective*, une source d'information comparée sur l'État québécois, ses politiques et sa gestion;
- la création du Groupe d'étude sur les politiques publiques et la santé, auquel se joignent des chercheurs de la TÉLUQ, de l'UQAM, de l'Université Laval et de l'Université de Montréal;
- l'obtention de la 2e mention du Prix du livre d'affaires 2005 pour le collectif *L'État québécois au XXIe siècle* sous la direction du professeur Robert Bernier.

Clôture du Programme intégré de management pour les cadres étrangers (PIMCE) auquel ont participé 25 cadres et cadres supérieurs en provenance du Bénin, du Burkina Faso, du Cameroun, du Gabon, du Mali, de la République de Guinée et du Sénégal.



PHOTOS : ENAP

A GAUCHE : *Prix d'excellence en recherche de l'Université du Québec : Pierre Moreau, président de l'Université du Québec, le récipiendaire du prix, Nelson Michaud, professeur agrégé de science politique et de relations internationales, Marcel Proulx, directeur général de l'ENAP.* A DROITE : *Clôture de l'École d'été Femmes et démocratie au Salon Rouge de l'Assemblée nationale en présence de Carole Theberge , ministre de la Famille, des Aînés et de la Condition féminine, de Louise Harel (absente sur la photo), alors chef de l'opposition officielle, de Marie Malavoy et Élaine Émond, respectivement coprésidente de la Fondation et directrice générale du Groupe Femmes, Politique et Démocratie et de Marcel Proulx, directeur général de l'ENAP. Vingt-cinq participantes ont suivi le programme cette année.*

Par ailleurs, les revenus de subventions et de contrats de recherche ont fait un bond de près de 28 %, passant de 2 104 728 millions à 2 684 912 millions. Cette croissance spectaculaire du financement de la recherche tient pour une large part à l'augmentation du volume de la recherche commanditée. Cela traduit bien la volonté inscrite dans le plan stratégique de l'École, d'arrimer solidement la recherche aux besoins et aux enjeux du milieu. C'est aussi une façon de dégager une marge de manœuvre financière pour le développement de la recherche sous toutes ses formes.

Les services aux organisations

Les services aux organisations regroupent l'ensemble des services destinés aux gestionnaires et aux organisations publiques, soit les formations de courte durée (perfectionnement), les services d'évaluation des compétences, les services-conseils et les activités de développement international. Ces activités sont au cœur de la mission de l'École, au même titre que les programmes de deuxième et troisième cycles : elles contribuent également au développement de l'administration publique au Québec. L'ensemble de ces services non subventionnés représentent près du quart des revenus de l'ENAP, et contribuent de façon importante à sa santé financière.

Les résultats de la dernière année confirment le succès des services offerts, les revenus atteignant 4 748 400 millions, en hausse de près de 9 % par rapport à l'année précédente.

Le perfectionnement

Les réalisations de l'École en matière de perfectionnement ont notamment porté sur :

- le développement et la diffusion de dix nouvelles activités;
- le développement et la diffusion, en collaboration avec le Centre québécois de leadership, du Programme de formation à la gestion publique et du programme Leadership en action pour gestionnaires de gestionnaires;
- le développement et la diffusion de programmes gouvernementaux en gestion dédiés aux professionnels, chefs d'équipes, de même que des formations sur le thème de l'éthique pour les cadres, chefs d'équipes et professionnels;
- la réalisation d'une étude de faisabilité pour la mise sur pied d'un programme de perfectionnement à distance pour les gestionnaires publics en région;
- l'élargissement de l'offre dans les régions de Gatineau, de la Mauricie, et du Centre du Québec.

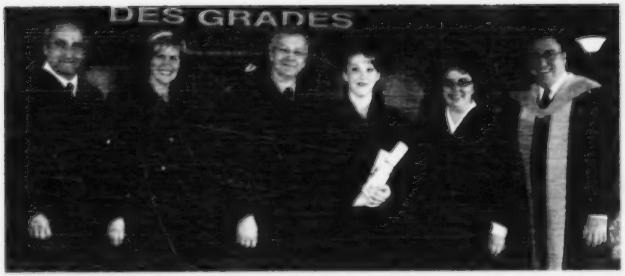
Près de 3000 personnes ont participé aux activités de perfectionnement, et 44 organisations ont retenu nos services pour des activités de formation sur mesure.

Le Service d'évaluation des compétences (SEDEC)

Cette année, le SEDEC a poursuivi le développement de nouveaux outils liés à l'évaluation des compétences et à la sélection des gestionnaires. Plus de 1600 personnes ont eu recours aux services du SEDEC en 2005-2006.

Les services-conseils

De plus en plus de ministères et d'organismes québécois font appel à l'expertise de l'École pour les appuyer, via 54 mandats en 2005-2006, de conseil et d'accompagnement stratégiques.



A GAUCHE : *Prix Roland-Parenteau pour la meilleure moyenne académique obtenue à la maîtrise pour gestionnaires : Luc Bernier, directeur de l'enseignement et de la recherche, Suzanne Mckercher, présidente de l'Association des diplômées et diplômés de l'ENAP, Marcel Proulx, directeur général, Marc-André Dowd, récipiendaire, Francine Martel-Vaillancourt, présidente-directrice générale de Services Québec et présidente d'honneur de la collation des grades 2005 et Pierre Moreau, président de l'Université du Québec.* A DROITE : *Prix Gérard Bergeron pour la meilleure moyenne académique obtenue à la maîtrise pour analystes : Luc Bernier, Suzanne Mckercher, Marcel Proulx, Julie Pelletier, récipiendaire, Francine Martel-Vaillancourt et Pierre Moreau.*

Les activités internationales

Les activités internationales de l'ENAP comportent deux volets : les échanges universitaires et l'offre de services au titre du développement international. Parmi les réalisations majeures à ce chapitre, retiennent particulièrement l'attention :

- la sélection de l'ENAP par l'ACDI et le ministère des Relations internationales à titre d'agence d'exécution pour le projet d'appui à la gouverne de l'État haïtien;
- un contrat obtenu de l'ACDI dans le cadre d'un consortium (CECI-ENAP-SOCODEVI-SOGEMA) en appui au développement local en Haïti;
- deux missions de conseil stratégique pour le développement de la gouvernance et le développement de l'École nationale d'administration de Madagascar, réalisées à la demande du président de la République de Madagascar;
- la poursuite du développement du DESS à distance pour les clientèles internationales dans le cadre de la Didacthèque internationale en management public (sept cours médiatisés en langue française et trois cours en langue espagnole) et le développement de nouveaux programmes de formation pour la clientèle internationale;
- le développement d'une offre de stages pour les étudiants de l'ENAP dans un contexte de développement international : une bourse obtenue de l'Agence Universitaire de la Francophonie pour un stage au Mali, et trois bourses Corps canadien de l'AUCC pour des stages à Madagascar.

A GAUCHE : *Les médias : entrepreneurs ou rapporteurs de la mondialisation ? Colloque organisé par le Laboratoire d'étude sur les politiques publiques et la mondialisation.* A GAUCHE : *Conférence d'ouverture par Monique Gagnon-Tremblay, présidente d'honneur, ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie.* A DROITE : *Table ronde portant sur les médias et les politiques animée par Michel Heroux, professeur à l'Université Laval à laquelle ont participé Graham Fraser, journaliste au Toronto Star, Angus King, ex-gouverneur du Maine, Alain Juppé, ex-premier ministre de la République française et professeur invité à l'ENAP, Lucien Bouchard, ex-premier ministre du Québec, et Alain Dubuc, journaliste à l'emploi de Gesca.*

Les partenariats

C'est sous le signe de la continuité et du renforcement de son ancrage dans le milieu que s'est déroulée l'année 2005-2006 en matière de partenariats :

- le partenariat établi avec le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec a permis la poursuite d'activités pour la formation de la relève, l'actualisation des compétences des gestionnaires, la sélection des cadres et la recherche commanditée;
- l'entente signée avec le ministère du Conseil exécutif du Québec s'est concrétisée par le développement d'activités de développement à l'intention de la haute fonction publique;

- l'année 2005-2006 a vu la mise en place du Bureau national de liaison en administration de la santé et des services sociaux, issu d'un partenariat avec le ministère de la Santé et des Services sociaux;
- le Bureau des diplômés a été créé.

Les événements marquants de l'année

Parmi les événements marquants de l'année 2005-2006, mentionnons :

- l'accueil au sein du corps professoral de monsieur Alain Juppé, ex-ministre des affaires étrangères et premier ministre de France, qui a enseigné à nos étudiants de la maîtrise en administration internationale;
- l'incendie au campus de Montréal, le 7 décembre 2005, obligeant l'École à relocaliser ses services à l'ÉTS et à HEC Montréal pour les sessions d'hiver et d'été 2006. Ce triste événement a été une occasion de démontrer la capacité de notre personnel à gérer une crise d'envergure et d'apprécier la solidarité des confrères des autres universités;
- le renouvellement, pour une durée de cinq ans, du mandat du directeur général, monsieur Marcel Proulx;
- l'élargissement de l'offre de services par l'ouverture d'un nouveau point de service sur la rive sud de Montréal.

Les perspectives d'avenir

L'École nationale d'administration publique entend continuer à mettre l'accent sur la croissance car elle n'a pas atteint sa taille optimale et n'a pas encore la masse critique suffisante pour répondre aux besoins croissants du milieu de l'administration publique. Le développement se fera selon les axes du plan stratégique, assurant un équilibre entre la croissance des clientèles créditées, le développement de la recherche et la progression des services aux organisations.

Marcel Proulx, directeur général

ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE

DIRECTION

MARCEL PROULX, directeur général / LUC BERNIER, directeur de l'enseignement et de la recherche / MADELEINE MOREAU, directrice des services aux organisations / ROBERT BRULOTTE, directeur des services administratifs et secrétaire général / LOUISE LAFLAMME, directrice des finances

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président : MARCEL PROULX*, directeur général

Membres : MARYSE ALCINDOR, sous-ministre, ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles / SYLVIE BARCELO*, sous-ministre, ministère de la Famille, des Aînés et de la Condition féminine / JEAN-PHILIPPE BERNARD, président, AEENAP / LUC BERNIER, directeur de l'enseignement et de la recherche, ENAP / MARTINE COUTURE, présidente-directrice générale, Agence de développement des réseaux locaux de santé et de services sociaux du Saguenay–Lac-St-Jean / FRANÇOIS JOLY, président, Desjardins Sécurité financière / HÉLÈNE LEE-GOSSELIN, professeure titulaire, Université Laval / DANIEL MALTAIS, professeur, ENAP / RICHARD MARCEAU, professeur, ENAP / MADELEINE MOREAU, directrice des services aux organisations, ENAP / MADELEINE PAULIN, sous-ministre, ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs / FRANCINE SÉGUIN*, professeure, HEC-Montréal / MADONE TURCOTTE, coordonnatrice à la gestion de l'information et de la performance clinico-administrative, CSSS de Lac-Saint-Jean-Est / SERGE VIAU*, directeur général, Ville de Québec

Secrétaire : ROBERT BRULOTTE, secrétaire général, ENAP

Ont également siégé en cours d'année : JEAN-DENIS ASSELIN*, directeur général, Cégep du Vieux-Montréal / ALAIN BLAIS, président, AEENAP / ÉRIC-PASCAL CIABURRO, président, AEENAP

* Membre du Comité exécutif

COMMISSION DES ÉTUDES

Président : MARCEL PROULX, directeur général

Membres : MARIE BÉLANGER, étudiante, ENAP / JEAN-PHILIPPE BERNARD, président, AEENAP / LUC BERNIER, directeur de l'enseignement et de la recherche, ENAP / HÉLÈNE BLIER, étudiante, ENAP / LOUIS DEMERS, directeur des programmes de 3e cycle / ANDRÉ FORGET, directeur des études à Montréal, ENAP / DENISE GOSSELIN, directrice des ressources humaines, ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport / LILLY LEMAY, professeure, ENAP / DANIEL LOZEAU, professeur, ENAP / NELSON MICHAUD, professeur, ENAP / GILLES PAQUET, registraire, ENAP (membre non votant) / LUC PERRON, président, Syndicat des professeurs de l'État du Québec / LUCIE ROUILLARD, professeure, ENAP / OPHÉLIE SYLVESTRE, vice-président académique, AEENAP / MARC VALLÉE, étudiant, ENAP

Secrétaire : ROBERT BRULOTTE, secrétaire général, ENAP

Ont également siégé en cours d'année : LILY ANAM, étudiante, ENAP / SERGE BELLEY, directeur des programmes de 3e cycle, ENAP / FRANÇOIS BÉRUBÉ, directeur, Secrétariat du Conseil du trésor, Direction de la planification des projets corporatifs / ALAIN BLAIS, président, AEENAP / ÉRIC-PASCAL CIABURRO, président, AEENAP / CAROLINE D'ASTOUS, vice-présidente aux affaires académiques, AEENAP / FRANÇOIS GODBOUT, étudiant, ENAP / PIERRE GRENIER, directeur général des services à la gestion, ministère des Transports / VALÉRIE GRENIER, vice-présidente aux affaires académiques, AEENAP / LOUISE LEMIRE, directrice des études à Montréal, ENAP / PAULINE PAQUIN, directrice des ressources humaines et matérielles, La Financière agricole du Québec / PIERRE VOYER, professeur, ENAP

Ont changé de statut en cours d'année : ANDRÉ FORGET, professeur, ENAP / LUCIE ROUILLARD, directrice des programmes de 3e cycle, ENAP

École de technologie supérieure

L'École de technologie supérieure a connu une année de continuité et de consolidation des acquis. Outre le début de la construction de la phase III du campus et l'autorisation de démarrer l'édification des nouvelles résidences étudiantes, une réflexion a été amorcée visant une refonte des programmes de maîtrise et de doctorat.

Les programmes d'études et les diplômés

Poursuivant sa mission de réponse aux besoins de l'industrie, l'École a entrepris une refonte et un enrichissement des programmes de deuxième cycle, menant entre autres à la création de programmes courts convenant spécifiquement aux praticiens en exercice.

Fin 2005-2006, on note un accroissement des diplômés, de 756 à 919, soit plus de 20 %.

La recherche et la formation de chercheurs

Les activités de recherche, en développement important ces dernières années, se portent très bien et font l'objet d'une intéressante diversification de sources de revenus.

Cette année, les fonds récurrents atteignent plus de 10 millions de dollars, tandis que les fonds externes bondissent de plus de 15 %, à 9,3 millions de dollars.

Les subventions du Conseil de recherche en sciences naturelles et en génie (CRSNG) ont connu une hausse remarquable de 33 %. Fidèle à son créneau, l'École a de plus obtenu du milieu industriel plus de contrats que de subventions de recherche, une augmentation de plus de 34 %, à hauteur de 4,7 millions de dollars.

Des professeurs de l'École ont vu leurs travaux récompensés. Hugues Rivard du Département de génie de la construction, a obtenu la Chaire de recherche du Canada en ingénierie assistée par ordinateur pour la conception de bâtiments durables. Au gala des Octas 2006, le DVD-ROM *Gestion de projets de construction à l'aide du logiciel Microsoft Project*, créé par Jean Paradis du Département de génie de la construction, a remporté le prix dans la catégorie Apprentissage en ligne et gestion des connaissances. On a rendu hommage à deux professeurs du Département de génie mécanique et à un maître d'enseignement : Lê Van Ngan, Prix d'excellence en enseignement, Anh Dung Ngo, Prix d'excellence pour une contribution exceptionnelle à la qualité de l'environnement éducatif, et Paul Paradis, Prix d'excellence à un maître d'enseignement. À la Conférence sur les technologies de la santé de l'Association de l'industrie des technologies de la santé (AITS), Jacques de Guise et ses collègues chercheurs ont présenté une technologie révolutionnaire d'imagerie destinée à améliorer le suivi et le traitement de pathologies comme la scoliose, l'arthrose et l'ostéoporose. Jacques Fortin, directeur du Centre d'entrepreneurship technologique (Centech) de l'ÉTS, a reçu le Prix Valorisation 2005 du Gala de l'ADRIQ.

PHOTOS ÉTS

Avancée importante dans le domaine de l'imagerie médicale : lors de la Conférence annuelle sur les technologies de la santé de l'Association de l'industrie des technologies de la santé (AITS), le professeur Jacques de Guise et des collègues chercheurs ont présenté une nouvelle technologie d'imagerie révolutionnaire en trois dimensions destinée à améliorer le suivi et le traitement de pathologies comme la scoliose, l'arthrose et l'ostéoporose.

L'engagement dans le milieu

Cette année encore, l'École est fière d'être associée au projet Découverte, qui vise à initier des élèves de 6e année aux sciences et aux technologies. Ce projet, unique au Québec et créé à l'ÉTS, soutient et encourage les jeunes aux études en leur permettant de s'impliquer socialement dans un projet visant la réussite scolaire de jeunes du quartier. Une dizaine d'étudiants de l'École ont permis à une trentaine d'élèves de l'école primaire De La Petite-Bourgogne de concevoir de petites voitures propulsées par l'énergie libérée par une trappe à souris.

Une subvention de la Société d'habitation du Québec illustre un projet original : faire le bilan du parc immobilier du Nunavik, région du nord-est du Québec qui compte plus de 2000 logements dans quatorze villages. Dirigés par les professeurs Gabriel Lefebvre et Paul Gervais, du Département de génie de la construction, treize étudiants ont visité les villages durant six semaines, pour constater l'état des résidences endommagées et préparer un plan de réhabilitation.

Le personnel

En 2005-2006, on dénombre 470 postes réguliers : 129 de professeurs, 22 de maîtres d'enseignement et 4 pour les candidats boursiers. Le corps professoral compte sur 175 chargés de cours en soutien à sa mission.

Les ressources matérielles et financières

L'agrandissement du campus (phase III) et la construction de résidences étudiantes se poursuivront en 2006-2007, pour être parachevés à l'automne 2007.

Les activités internationales

Le Bureau des relations internationales et du recrutement étudiant (BRIRE) a poursuivi le recrutement d'étudiants étrangers de deuxième et de troisième cycles, en plus de seconder les professeurs dans l'établissement de collaborations de recherche. Un nombre important d'étudiants de l'École ont participé à des programmes de mobilité et d'échanges avec plusieurs établissements à l'étranger.

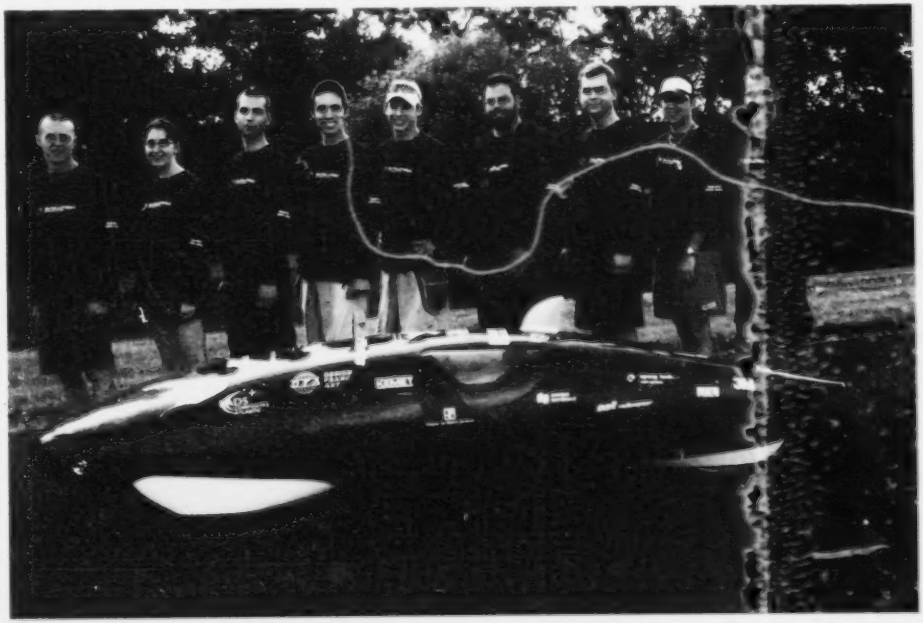
Avec plus de 70 ententes bilatérales actives, le BRIRE a entrepris de diriger ses activités principalement vers l'Amérique latine et l'Europe, et poursuit le développement des liens et de collaborations scientifiques à l'international permettant aux professeurs de collaborer avec des réseaux de recherche de premier plan et des établissements reconnus à l'échelle mondiale.

En mars 2006, une délégation conduite par le directeur du Bureau prenait part à une tournée du CONACYT (Consejo Nacional de Ciencia y Technologia), l'équivalent mexicain du CRSNG, pour faire connaître l'École aux universités du CONACYT, stimuler les collaborations scientifiques et d'enseignement, et recruter des candidats au troisième cycle.

Les événements marquants

Pour la troisième année d'affilée, l'École s'est s'illustrée tant au Québec qu'à l'international. Son club scientifique Mini-Baja a remporté les trois compétitions annuelles de la Society of Automotive Engineers (SAE), une première dans l'histoire de cette compétition.

À la compétition Formula Student, ses étudiants se sont illustrés par le nombre et la qualité des prix mérités à cet événement, le plus important de son genre en Europe, organisé par l'Institution of Mechanical Engineers (IMechE) en partenariat avec la Society of Automotive Engineers (SAE) et l'Institution of Electrical Engineers (IEE). Ils ont remporté le premier prix pour le design du véhicule, et le prix prestigieux du produit



Les étudiants du club scientifique Évolution ont obtenu la seconde place du classement général de la compétition Supermileage SAE. L'ÉTS s'est distinguée grâce à sa meilleure performance à vie (1584 milles au gallon ou 673 km/l), soit à peu près la distance aller-retour Montréal-Gaspé avec un seul gallon d'essence. Une performance qui fait rêver tous les automobilistes!

d'ingénierie le plus désirable, remis par la société Honda. Le club de l'ÉTS a reçu le prix de la meilleure utilisation des matériaux composites et celui de la meilleure intégration de l'électronique dans la voiture, grâce au système de gestion moteur et de télémétrie, et à son volant renfermant le tableau de bord du véhicule.

Les étudiants du club Évolution pour le véhicule à faible consommation d'essence, ont encore amélioré leur rendement en décrochant la seconde place du classement de la compétition Supermileage SAE, face aux 28 équipes inscrites, leur meilleure performance à vie avec 673 km au litre, ou à peu près la distance aller-retour Montréal-Gaspé avec un gallon d'essence !

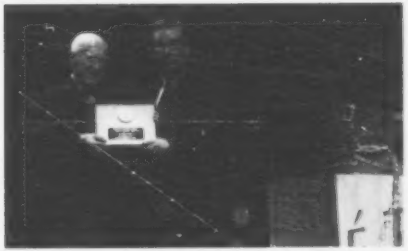
Victorieux face aux rivaux du Massachussets Institute of Technologies (MIT), les étudiants du club S.O.N.I.A. (Système d'opération nautique intelligent et autonome) ont décroché la deuxième place lors de la huitième International Autonomous Underwater Vehicle Competition, au Space and Naval Warfare Systems Center de San Diego, grâce au système d'hydrophones embarqués de leur sous-marin. Preuve de l'excellence du club S.O.N.I.A., l'ÉTS fut la seule université à prendre place sur le podium au cours des quatre dernières années.

À sa première à la quatorzième édition de la National Student Steel Bridge Competition, l'équipe du pont d'acier Hercule a pris le neuvième rang, cueilli la seconde place de la catégorie esthétique, raflé la sixième position dans la catégorie efficacité, et le huitième rang dans les catégories rigidité et légèreté.

Au quinzième Gala des Prix Innovation de l'Association de la recherche industrielle du Québec (ADRIQ), l'École a remporté le Prix Relève, attribué au comité organisateur de *Les filles et les sciences : un duo électrisant!*, un événement incontournable qui fait découvrir les sciences et les technologies à plus de 400 adolescentes de 13 à 15 ans, l'âge décisif dans le choix d'orientation.

Enfin, l'École s'est une fois de plus distinguée dans la catégorie Environnement lors du Gala Forces AVENIR, avec un prix à l'équipe du club étudiant Quiets distinguant son ingéniosité à transformer une motoneige en un véhicule plus respectueux de l'environnement, tant pour le bruit que les rejets d'hydrocarbures.

La construction de la phase 3 du campus de l'ÉTS se poursuivra tout au cours de l'année 2006-2007. Une fois terminé, cet ajout de 22 000 m² bruts au pavillon principal portera la superficie totale des bâtiments institutionnels du campus à près de 100 000 m² bruts.

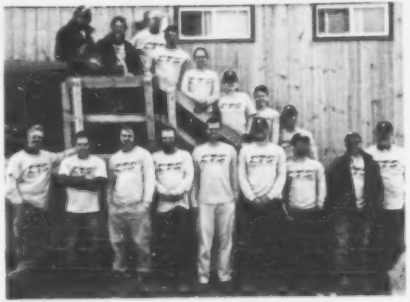


À GAUCHE : *En mars 2006 était annoncé à l'ÉTS même l'octroi d'une subvention totale de 57,3 millions de dollars du Gouvernement pour la troisième phase de l'agrandissement du campus de l'École. De ce montant, 29,3 millions proviennent du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport et 28 millions du ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation. Le coût global des travaux est fixé à 64,3 millions de dollars et la part investie par l'ÉTS se chiffre à près de 7 millions. De gauche à droite, Pierre Moreau, président de l'Université du Québec, Jean-Marc Fournier, ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, Raymond Bachand, ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, et Yves Beauchamp, directeur général de l'ÉTS.* À DROITE : *Lors de la cérémonie d'engagement de l'ingénieur du 12 mars 2006 à la Place des Arts, le directeur général de l'ÉTS, Yves Beauchamp, a décerné une nouvelle distinction honorifique créée spécialement à l'intention de personnes ayant contribué d'une façon exceptionnelle au rayonnement de l'École. La première médaille d'honneur a été remise à Gilles Perron (à gauche), un ingénieur engagé dans la profession pendant plusieurs décennies.*

Les perspectives d'avenir

La phase III, soit l'agrandissement du pavillon principal, se poursuivra en 2006-2007. Cet ajout de 22 000 m² bruts portera la superficie totale du campus à près de 100 000 m² bruts.

La construction d'une résidence étudiante doublera le nombre de places étudiantes, faisant passer l'ensem-



Dirigés par deux professeurs de génie de la construction, des étudiants de l'ÉTS ont procédé à un projet original : faire le bilan du parc immobilier du Nunavik, qui compte plus de 2000 logements répartis dans 14 villages. Le groupe a visité les villages afin de constater l'état des résidences et de préparer un plan de réhabilitation des maisons endommagées.

ble résidentiel de 390 unités de logement à plus de 900.

En raison d'une période difficile de sous-financement de l'enseignement supérieur, notamment dans le secteur du génie, l'École compte sur un réinvestissement prochain des gouvernements en éducation.

La campagne de financement poursuit un objectif de 15 millions de dollars. Il est encourageant de constater qu'à moins d'un an de son lancement, le Fonds de développement de l'École de technologie supérieure affiche des résultats de près de 12 millions de dollars.

Enfin, on entend accentuer les efforts de recrutement international à tous les cycles, principalement du Mexique, du continent sud-américain et de l'Europe qui vivent en ce moment une période d'effervescence propice au recrutement.

Yves Beauchamp, directeur général

ÉCOLE DE TECHNOLOGIE SUPÉRIEURE

DIRECTION

YVES BEAUCHAMP, directeur général / ROBERT NELSON, directeur de l'administration / CLAUDE OLIVIER, directeur de l'enseignement et de la recherche / GILLES ROUSSEAU, directeur des relations avec l'industrie / NORMAND TRUDEL, secrétaire général et adjoint au directeur général

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président: PATRICK CHAMPAGNE,* vice-président – ingénierie, CMC Électronique inc.

Vice-président : LUC J. FOUQUETTE*, directeur de projets, Bombardier Transport

Membres : KAMAL AL-HADDAD, professeur / FRANÇOIS ALLARD, directeur général, Collège Montmorency / YVES BEAUCHAMP*, directeur général / OLIVIER BILODEAU, étudiant / LUCIE COUSINEAU, directrice, École nationale d'aérotechnique du Collège Édouard-Montpetit / GABY GAUDORD, consultant / RICHARD LAMARCHE*, vice-président, division Énergie Alcoa Canada / YVES LANGHAME*, chef – innovation stratégique, Institut de recherche d'Hydro-Québec (IREQ) / CHRISTIANE MARCOUX, directrice générale adjointe, BPR CSO / CHRISTIAN MASSON, professeur / CLAUDE OLIVIER, directeur de l'enseignement et de la recherche / MARC PARENT*, président, Tecsult International Limitée / GILLES ROUSSEAU, directeur des relations avec l'industrie

Observateurs : ANDRÉ BORDELEAU, maître d'enseignement / NICOLE DUBUC, coordonnatrice Affaires départementales, génie électrique

Secrétaire : NORMAND TRUDEL, secrétaire général et adjoint au directeur général

* Membre du Comité exécutif

COMMISSION DES ÉTUDES

Président : YVES BEAUCHAMP, directeur général

Membres : CLAUDE BÉDARD, doyen à la recherche et au transfert technologique / HÉLÈNE BRISEBOIS, chargée de projets, Saia, Deslauriers, Kadanoff & Ass. / ROGER CHAMPAGNE, professeur / ÉRIC DESAILLIERS, étudiant / SYLVIE DORÉ, doyenne à la formation / MARTIN MCNICOLL, associé, I.T.-RATION Conseil inc. / HANY MOUSTAPHA, senior fellow et directeur, Pratt & Whitney Canada / MARIE-JOSÉ NOLLET, professeure / RITA NOUMEIR, professeure / CLAUDE OLIVIER, directeur de l'enseignement et de la recherche / JULES RICHARD, maître d'enseignement / HÉLÈNE VAILLANCOURT, chef de service, Certification, CSA International

Observateurs : FRANCINE GAMACHE, registraire / PAUL GELY, doyen de la gestion des ressources / LOUISE THIBAUDEAU, directrice du Service de la bibliothèque

Secrétaire : NORMAND TRUDEL, secrétaire général et adjoint au directeur général

Rapport des vérificateurs

Aux membres de l'Assemblée des gouverneurs
Université du Québec

Nous avons vérifié les bilans synoptiques des fonds de fonctionnement, avec restriction, des immobilisations et de dotation de l'Université du Québec à l'exception de l'UQAM et de sa composante TÉLUQ au 31 mai 2006, les états synoptiques des résultats et de l'évolution des soldes de fonds des fonds de fonctionnement, avec restriction, des immobilisations et de dotation de l'exercice terminé à cette date. Ces états financiers ont été élaborés pour satisfaire aux besoins exclusifs des administrateurs de l'Université du Québec, du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, et des institutions financières. La responsabilité de ces états financiers synoptiques incombe à la direction de l'Université. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers synoptiques en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers synoptiques sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers synoptiques. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers synoptiques.

À notre avis, ces états financiers synoptiques donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de l'Université du Québec à l'exception de l'UQAM et de sa composante TÉLUQ au 31 mai 2006, ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 3.

Les états financiers, qui n'ont pas été établis, et qui n'avaient pas à être établis, selon les principes comptables généralement reconnus du Canada, sont fournis uniquement à titre d'information et pour être utilisés par les administrateurs de l'Université du Québec, le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport ainsi que les institutions financières. Ces états financiers ne sont pas destinés à être utilisés, et ne doivent pas l'être, par des personnes autres que les utilisateurs déterminés, ni à aucune autre fin que là ou les fins auxquelles ils ont été établis.

Raymond Chabot Grant Thornton

Comptables agréés
Québec
Le 15 novembre 2006

FONDS AVEC RESTRICTION

BILAN SYNOPTIQUE AU 31 MAI 2006 (en milliers de dollars)

	UQAM	UQTR	UQAC	UQAR	UQO	UQAT	ENAP	ETS	INRS	UO	ELIMI-NATIONS	2006 TOTAL
ACTIF												
ACTIF À COURT TERME												
PLACEMENTS À COURT TERME (note 5)										15	–	15
COMPTES À RECEVOIR		283	94	367	385	4 402	418	1 810	3 315	4	–	11 078
SUBVENTIONS À RECEVOIR		3 883	3 496	2 200		306		6 772	6 557			23 216
AVANCES INTERFONDS		7 019	12 820	4 494	1 636		1 723	8 079	24 311	605	–	60 687
STOCKS ET FRAIS PAYÉS D'AVANCE								51				51
FRAIS DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT REPORTÉS						2 281						2 281
		11 185	**16 412**	**7 061**	**2 021**	**6 989**	**2 141**	**16 712**	**34 183**	**624**	**–**	**97 328**
PASSIF												
PASSIF À COURT TERME												
COMPTES À PAYER ET CHARGES À PAYER		614	3 928	311	96	172	268	813	4 645	22	–	10 869
AVANCES INTERFONDS		–	–	–	–	3 319				–	–	3 319
		614	3 928	311	96	3 491	268	813	4 645	22	–	14 188
DETTE À LONG TERME (note 10)								307				307
		614	**3 928**	**311**	**96**	**3 491**	**268**	**1 120**	**4 645**	**22**	**–**	**14 495**
SOLDES DE FONDS												
AFFECTATION D'ORIGINE INTERNE												
AFFECTATION D'ORIGINE EXTERNE		10 571	12 484	6 750	1 925	3 498	1 873	15 592	29 538	602	–	82 833
		10 571	12 484	6 750	1 925	3 498	1 873	15 592	29 538	602	–	82 833
		11 185	**16 412**	**7 061**	**2 021**	**6 989**	**2 141**	**16 712**	**34 183**	**624**	**–**	**97 328**

Engagements et éventualités (note 11)

Pour l'Assemblée des gouverneurs,

Président

Vice-président à l'administration

FONDS AVEC RESTRICTION

ÉVOLUTION DES SOLDES DE FONDS SYNOPTIQUE DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MAI 2006 (en milliers de dollars)

	UQAM	UQTR	UQAC	UQAR	UQO	UQAT	ENAP	ETS	INRS	UO	ELIMI-NATIONS	2006 TOTAL
SOLDE AU DÉBUT		11 880	12 939	6 271	2 121	3 039	1 914	11 091	38 983	659	–	88 897
REDRESSEMENTS AFFECTÉS AUX EXERCICES ANTÉRIEURS (note 19)		–	–	–	–	–	–	–	(1 364)	–	–	(1 364)
SOLDE REDRESSÉ		11 880	12 939	6 271	2 121	3 039	1 914	11 091	37 619	659	–	87 033
EXCÉDENT (insuffisance) DES PRODUITS PAR RAPPORT AUX CHARGES		(809)	(455)	479	(196)	459	(41)	4 501	(8 590)	(57)	–	(4 709)
VIREMENTS INTERFONDS									509		–	509
SOLDE À LA FIN		10 571	12 484	6 750	1 925	3 498	1 873	15 592	29 538	602	–	82 833

FONDS AVEC RESTRICTION

RÉSULTATS SYNOPTIQUES DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MAI 2006 (en milliers de dollars)

	UQAM	UQTR	UQAC	UQAR	UQO	UQAT	ENAP	ÉTS	INRS	UQ	ÉLIMINATIONS	2006 TOTAL
PRODUITS												
SUBVENTIONS												
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC												
FONCTIONNEMENT - MEQ	3 431		711	1 105	261	1 732	1 944			210		9 912
AUTRES	2 134	2 743	1 354	351	1 444	25		11 911	80			22 458
GOUVERNEMENT DU CANADA	1 846	4 611	4 111	1 928	3 712	1 035	11 206	19 045				52 166
AUTRES	1 443	1 706	2 050	587	6 407	937	5 658		160			22 894
AUTRES REVENUS		1 619		62		19		13 623	36			15 359
CONTRIBUTION INTERFONDS		215										215
	11 618	**13 980**	**10 232**	**2 823**	**11 694**	**3 728**	**18 808**	**44 585**	**486**	**-**		**124 004**
CHARGES												
ENSEIGNEMENT ET RECHERCHE						66	1 097	719	50 842	187		53 511
RECHERCHE SUBVENTIONNÉE	10 810	12 719	9 506	2 535	9 518			19 186				64 730
SERVICES À LA COLLECTIVITÉ	102	1 223		281		1 111	197					1 714
BIBLIOTHÈQUE		14								119		133
INFORMATIQUE	11									12		91
ADMINISTRATION		30		53		310				229		622
SERVICES AUX ÉTUDIANTS	1 644	151		150			255					7 842
CONTRIBUTION INTERFONDS					1 427							1 427
TRANSFERTS DE COÛTS INDIRECTS		838	241		226	241		1 143				3 695
	12 427	**14 435**	**9 753**	**3 019**	**11 235**	**3 769**	**20 357**	**53 175**	**543**	**-**		**128 713**
EXCÉDENT (insuffisance) DES PRODUITS PAR RAPPORT AUX CHARGES	**(809)**	**(455)**	**479**	**(196)**	**459**	**(41)**	**4 501**	**(8 590)**	**(57)**	**-**		**(4 709)**
EXCÉDENT (insuffisance) DES PRODUITS PAR RAPPORT AUX CHARGES DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT	(9)	184	(489)	69	118	1 250	1 138	(9 691)	130			

FONDS DE DOTATION

BILAN SYNOPTIQUE AU 31 MAI 2006 (en milliers de dollars)

	UQTR	UQAC	ETS	INRS	2006 TOTAL
ACTIF					
ACTIF À COURT TERME					
ENCAISSE	—	810	—	—	810
PLACEMENTS RÉALISABLES AU COURS DU PROCHAIN EXERCICE	125	—	—	—	125
COMPTES À RECEVOIR	5	39	17	65	117
AVANCES INTERFONDS	76	72	910	—	948
	146	858	927	65	1 996
PLACEMENTS note 5	212	8 045	4 456	5 105	17 818
	358	**8 903**	**5 383**	**5 170**	**19 814**
PASSIF					
PASSIF À COURT TERME					
COMPTES À PAYER ET CHARGES À PAYER	—	—	18	—	18
AVANCES INTERFONDS	—	1	—	298	299
	—	**1**	**18**	**298**	**317**
SOLDES DE FONDS					
AFFECTATION D'ORIGINE INTERNE	—	243	—	—	243
AFFECTATION D'ORIGINE EXTERNE	358	8 659	5 365	4 872	19 254
	358	8 902	5 365	4 872	19 497
	358	**8 903**	**5 383**	**5 170**	**19 814**

FONDS DE DOTATION

ÉVOLUTION DES SOLDES DE FONDS SYNOPTIQUE DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MAI 2006 (en milliers de dollars)

	UQTR	UQAC	ETS	INRS	2006 TOTAL
SOLDE AU DÉBUT	357	8 530	4 179	4 645	17 691
EXCÉDENT DES PRODUITS PAR RAPPORT AUX CHARGES	1	315	1 186	227	1 729
VIREMENT INTERFONDS	—	57	—	—	57
SOLDE À LA FIN	358	8 902	5 365	4 872	19 497

FONDS DE DOTATION

RÉSULTATS SYNOPTIQUES DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MAI 2006 (en milliers de dollars)

	UQTR	UQAC	ETS	INRS	2006 TOTAL
PRODUITS					
PLACEMENTS ET DOTATIONS	17	1 293	416	305	2 031
AUTRES REVENUS	—	—	1 461	—	1 461
	17	**1 293**	**1 877**	**305**	**3 492**
CHARGES					
SERVICES À LA COLLECTIVITÉ	—	—	7	—	7
ENSEIGNEMENT ET RECHERCHE	—	—	691	62	753
SERVICES AUX ÉTUDIANTS	—	—	—	—	—
CONTRIBUTIONS INTERFONDS	16	953	—	—	969
AUTRES	—	25	—	16	34
	16	978	691	78	1 763
EXCÉDENT DES PRODUITS PAR RAPPORT AUX CHARGES	**1**	**315**	**1 186**	**227**	**1 729**
EXCÉDENT DES PRODUITS PAR RAPPORT AUX CHARGES DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT	1	445	539	185	

FONDS DES IMMOBILISATIONS

BILAN SYNOPTIQUE AU 31 MAI 2006 (en milliers de dollars)

	UQAM	UQTR	UQAC	UQAR	UQO	UQAT	ENAP	ETS	INRS	UQ	ÉLIMINATIONS	2006 TOTAL
ACTIF												
ACTIF À COURT TERME												
COMPTES À RECEVOIR		185		712	1 434		8	105	334	62		2 839
RÉCLAMATION À RECEVOIR												
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC		1 344	342	292	178	65	46	3 470	3 786		(10 673)	
AUTRES			2 108									2 108
SUBVENTIONS À RECEVOIR		624	115							15 857	684	17 280
AVANCES INTERFONDS						244	111			269		624
FRAIS PAYÉS D'AVANCE								4				4
ENCAISSEMENTS EXIGIBLES À COURT TERME DES ACTIFS À RECEVOIR										201		201
		2 153	2 565	1 004	1 612	309	165	3 579	4 120	16 389		23 056
PLACEMENT, AU COÛT (note 4)								300	3 651			3 951
IMMOBILISATIONS (note 5)		102 241	76 410	65 740	76 868	25 669	17 211	162 191	188 634	17 460		756 610
CONTRIBUTIONS AUX CONSTITUANTS – AMORTISATION										1 007 958	(432 610)	575 348
EFFETS À RECEVOIR (note 7)					6					17 986	(9 775)	2 220
FRAIS REPORTÉS												
FRAIS DE FINANCEMENT DIFFÉRÉS – ESCOMPTE, AU COÛT NON AMORTI										2 439		2 439
AUTRE ACTIF, AU COÛT (note 8)		731	731	731	731	742	743	731	747	731		6 638
		105 177	85 072	66 880	79 764	26 720	18 115	166 747	196 536	1 076 869	-	1 369 562
PASSIF												
PASSIF À COURT TERME												
EMPRUNTS BANCAIRES (note 9)										66 730		66 730
COMPTES À PAYER ET CHARGES À PAYER		470	3 960	745	853			11 737	3 321	76 948		98 034
COMPTES À PAYER AUX CONSTITUANTS							18			12 808	(9 933)	2 893
INTÉRÊTS SUR CONTRAT			276					180				456
PRODUITS ENCAISSÉS									1 526			1 526
VERSEMENTS SUR LA DETTE À LONG TERME		849	86	141	247		4	1 307	171	186 425		189 180
AVANCES INTERFONDS		2 401	756	496	1 108			8 824	28 052			41 637
		3 270	3 122	1 372	2 208	-	22	22 048	33 026	283 309	-	338 444
DETTE À LONG TERME (note 10)		4 417	346	315	7 772		7	25 244	5 981	658 095	(9 775)	691 602
		7 687	3 468	1 687	9 980	-	29	47 292	38 007	941 404	-	1 030 046
SOLDES DE FONDS												
INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATIONS		97 490	81 604	65 193	69 784	26 720	18 086	119 455	158 529	135 465	(422 656)	339 670
		105 177	85 072	66 880	79 764	26 720	18 115	166 747	196 536	1 076 869	-	1 369 562

FONDS DES IMMOBILISATIONS

RÉSULTATS SYNOPTIQUES DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MAI 2006 (en milliers de dollars)

	UQAM	UQTR	UQAC	UQAR	UQO	UQAT	ENAP	ÉTS	INRS	UQ	ÉLIMINATIONS	2006 TOTAL
PRODUITS												
SUBVENTIONS												
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC												
FONCTIONNEMENT – MELS	-	5 458	6 802	3 332	-	4 576	1 260	289	6 103	5 716	91 356	(20 115)	54 783
AUTRES		33	331			501							865
GOUVERNEMENT DU CANADA		563	4 012	965						507			6 047
AUTRES		884	1 489				44				455		2 872
AUTRES REVENUS			329	667		6 813			174	12 377	1 876		22 230
CONTRIBUTIONS INTERFONDS		3 703	2 754	1 984		2 140	1 888	412	11 941	22 265	193	(10 522)	36 758
GAIN SUR LA CESSION D'IMMOBILISATIONS		98								17			115
DONS EN NATURE		18	33										51
		10 757	15 750	6 948		14 030	3 192	701	18 222	40 878	93 880	-	123 721
CHARGES													
CONTRIBUTION INTERFONDS		631										(631)	
INTÉRÊTS SUR EMPRUNTS		35	34	29		416				901	46 502		47 917
RADIATION ET PERTE SUR LA CESSION D'IMMOBILISATIONS		485	121	381		87		38		750	494		2 816
AMORTISSEMENT DES FRAIS DE FINANCEMENT REPORTÉS ET DES IMMOBILISATIONS		6 054	5 531	3 946		3 656	1 995	822	8 447	12 142	2 438		45 681
AMORTISSEMENT DE L'AUTRE ACTIF		52	52	53		55	47	53	53	53	53		471
RADIATION DES FRAIS ANNEXES D'ÉMISSION DE BILLETS ET DE DÉBENTURES											7		7
AUTRES		8				158					46 054	(45 554)	666
		8 415	5 738	4 329		4 372	2 042	913	8 500	13 886	95 548	-	97 558
EXCÉDENT (INSUFFISANCE) DES PRODUITS PAR RAPPORT AUX CHARGES		2 342	10 012	2 619		9 658	1 150	(212)	9 722	26 992	(1 668)	(34 452)	26 163
EXCÉDENT (INSUFFISANCE) DES PRODUITS PAR RAPPORT AUX CHARGES DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT		2 286	2 414	3 469		4 780	93	(18)	1 163	20 980	11 172	(14 523)	

FONDS DES IMMOBILISATIONS

ÉVOLUTION DES SOLDES DE FONDS SYNOPTIQUE DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MAI 2006 (en milliers de dollars)

	UQAM	UQTR	UQAC	UQAR	UQO	UQAT	ENAP	ÉTS	INRS	UQ	ÉLIMINATIONS	2006 TOTAL
SOLDE AU DÉBUT												
SOLDE PRÉVU ÉTABLI		94 948	71 592	62 514	60 126	25 570	18 298	109 743	126 690	137 133	(921 409)	174 724
REDRESSEMENTS AFFECTÉS AUX EXERCICES ANTÉRIEURS (note 19)									857			857
SOLDE REDRESSÉ		94 948	71 592	62 514	60 126	25 570	18 298	109 743	127 547	137 133		175 581
EXCÉDENT (INSUFFISANCE) DES PRODUITS PAR RAPPORT AUX CHARGES		2 342	10 012	2 619	9 658	1 150	(212)	9 722	26 992	(1 668)	(34 452)	26 163
VIREMENT INTERFONDS									3 990			3 990
SOLDE À LA FIN		97 290	81 604	65 193	69 784	26 720	18 086	119 455	158 529	135 465	-	205 734

FONDS DES IMMOBILISATIONS

ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE SYNOPTIQUE DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MAI 2006 (en milliers de dollars)

	UQAM	UQTR	UQAC	UQAR	UQO	UQAT	ENAP	ETS	INRS	UQ	ÉLIMINATIONS	2006 TOTAL
PROVENANCE DES FONDS												
PRODUIT NET DES ÉMISSIONS DE BILLETS, DÉBENTURES ET AUTRES DETTES										80 112		80 112
RÉCLAMATIONS POUR IMMOBILISATIONS		5 458	6 698	3 832	4 576	1 260	289	6 103	5 718		(70 031)	(36 573)
CONTRIBUTIONS DU FONDS												
FONCTIONNEMENT		2 896	1 708	1 383	2 020	461	371	2 895	2 580	193	(10 186)	4 371
AVEC RESTRICTION		605	546	600	119	877	41	8 891	19 685			31 564
DOTATION								155				155
SUBVENTIONS ET CONTRIBUTIONS												
MELS												
SUBVENTIONS		33								1 855		1 888
SERVICE DE LA DETTE										89 501		89 501
GOUVERNEMENT DU CANADA		563		963						455		1 983
AUTRES			6 798	667	7 440	44			12 878	5 739		33 566
VENTES D'IMMOBILISATIONS		98				550		5	17			670
AUTRES REVENUS		884						169				1 053
PLACEMENT										2 350		2 350
EFFETS À RECEVOIR										1 569		1 569
DETTE À LONG TERME		4 500						2 000	5 219			11 719
VIREMENT INTERFONDS									3 990			3 990
		15 239	**15 750**	**6 947**	**14 155**	**3 192**	**701**	**20 222**	**50 087**	**181 774**	**-**	**227 920**
UTILISATION DES FONDS												
CONTRIBUTION AUX UNITÉS CONSTITUANTES										80 147	(80 147)	-
ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS		10 406	14 357	7 479	13 812	2 111	706	26 924	59 016	9 491	-	144 758
CONTRATS DE LOCATION-ACQUISITION												
VARIATION NETTE DES OBLIGATIONS			68				3					71
INTÉRÊTS SUR CONTRATS DE LOCATION-ACQUISITION			24									24
SERVICE DE LA DETTE												
CAPITAL		59	22	133	332			1 294	171	94 272		96 123
INTÉRÊTS		61	10	29	485				901	44 886		46 372
FRAIS INHÉRENTS AUX ÉMISSIONS DE BILLETS ET DÉBENTURES										1		1
CONTRIBUTION AU FONDS DE FONCTIONNEMENT		631										631
AUTRES		8			158				(826)	360		(300)
INTÉRÊTS SUR EMPRUNTS BANCAIRES										1 615		1 615
		11 139	**14 481**	**7 641**	**14 187**	**2 717**	**709**	**28 218**	**59 152**	**235 688**	**-**	**293 785**
AUGMENTATION (diminution) DES FONDS		**4 100**	**1 269**	**(694)**	**(32)**	**475**	**(8)**	**(7 996)**	**(9 065)**	**(53 914)**	**-**	**(65 865)**
SOLDE DISPONIBLE (net prévu) AU DÉBUT		4 641	(638)	(135)	441	(66)	159	(6 465)	(19 720)	(20 384)		(60 146)
SOLDE DISPONIBLE (net prévu) À LA FIN		(741)	631	(829)	409	409	151	(14 461)	(28 785)	(40 297)		(126 513)

FONDS DE FONCTIONNEMENT

RÉSULTATS SYNOPTIQUES DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MAI 2006 (en milliers de dollars)

	UQAM	UQTR	UQAC	UQAR	UQO	UQAT	ENAP	ETS	INRS	UQ	C.S.C	RÉSEAU	ÉLIMINATIONS	2006 TOTAL
PRODUITS														
DROITS DE SCOLARITÉ		14 125	7 484	6 018	7 771	2 595	2 297	8 323	713	–	–	–	–	49 226
SUBVENTIONS														
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC														
FONCTIONNEMENT – MELS		69 769	48 857	41 286	35 295	20 696	11 600	42 122	42 339	8 573	4 111	7 819	–	332 429
AUTRES		194	275	473	122	76	2 172	884	113	–	–	–	–	3 649
GOUVERNEMENT DU CANADA		1 361	1 391		495		162	859	2 913	–	–	–	–	7 142
AUTRES		723	458	132	254	186	904	–	531	–	–	–	–	3 780
PLACEMENTS ET DOTATIONS		26		3	–	–	3	17	160	9	94	102	–	414
ENTREPRISES AUXILIAIRES		1 046	832	447	1 893	208	96	4 280	–	–	–	–	–	8 802
AUTRES REVENUS		7 310	5 253	1 462	1 973	1 808	638	2 168	8 984	1 369	334	4 827	(2 559)	33 752
RECOUVREMENT DE COÛTS INDIRECTS		490	836	247	–	226	241	690	2 334	–	–	–	–	5 066
PRODUIT D'ASSURANCE		–	–	–	–	–	1 103	–	–	–	–	–	–	1 103
CONTRIBUTIONS INTERFONDS		631	238	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	869
		95 675	**65 526**	**50 673**	**47 723**	**25 737**	**19 197**	**58 943**	**58 087**	**9 951**	**4 539**	**12 748**	**–**	**446 240**
CHARGES														
ENSEIGNEMENT ET RECHERCHE		61 226	39 589	31 676	30 830	17 552	9 632	34 050	29 511	1 868	–	2 267	(1 050)	258 731
RECHERCHE SUBVENTIONNÉE		1 058	972	1 442	644	332	–	1 931	–	–	–	–	–	6 249
SERVICES À LA COLLECTIVITÉ		1 048	2 186	105	1 437	52	2 580	2 590	–	–	–	–	–	9 958
BIBLIOTHÈQUE		4 103	2 969	1 462	2 319	612	382	1 709	1 145	515	–	4	–	16 317
AUDIOVISUEL			264	–	167	544	–	157	24	–	–	–	–	1 555
INFORMATIQUE		4 745	3 054	2 501	2 071	880	459	3 100	1 783	–	4 388	–	–	22 991
ADMINISTRATION		11 111	6 458	5 939	6 412	3 827	2 961	5 629	2 310	6 806	–	4 103	(1 509)	59 441
TERRAINS ET BÂTIMENTS		6 867	5 709	4 015	3 190	2 156	1 371	5 583	10 924	628	–	5 670	–	46 045
SERVICES AUX ÉTUDIANTS		1 685	1 106	1 149	932	229	96	1 206	–	–	–	–	–	10 392
ENTREPRISES AUXILIAIRES		1 102	501	219	1 553	194	82	1 655	–	–	–	–	–	1 846
REDRESSEMENT DES BASES – U.Q.												329	–	329
CONTRIBUTION INTERFONDS						461								461
INTÉRÊTS SUR EMPRUNTS									704	–	–	–	–	704
AUTRES		83					1 103		3 575					4 767
		95 022	**65 487**	**51 070**	**49 625**	**26 779**	**19 198**	**59 810**	**54 978**	**9 817**	**4 388**	**12 373**	**–**	**445 788**
EXCÉDENT (insuffisance) DES PRODUITS PAR RAPPORT AUX CHARGES		**653**	**39**	**(397)**	**(1 702)**	**(1 042)**	**(1)**	**(867)**	**3 109**	**134**	**151**	**375**	**–**	**452**
EXCÉDENT (insuffisance) DES PRODUITS PAR RAPPORT AUX CHARGES DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT		633	648	59	(1 476)	34	(108)	(1 430)	1 291	295	102	218	–	

FONDS DE FONCTIONNEMENT

ÉVOLUTION DES SOLDES DE FONDS SYNOPTIQUE DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MAI 2006 (en milliers de dollars)

	UQAM	UQTR	UQAC	UQAR	UQO	UQAT	ENAP	ETS	INRS	UQ	C.S.C	RESEAU	ÉLIMI-NATIONS	2006 TOTAL
SOLDE (DÉFICIT) AU DÉBUT		(7 761)	(7 421)	(6 079)	(7 992)	(5 112)	1 337	(1 322)	(2 782)	906	126	(15 537)	–	(61 637)
REDRESSEMENTS AFFECTÉS AUX EXERCICES ANTÉRIEURS (note 13)		–	–	–	–	–	–	–	1 364	–	–	–	–	1 364
SOLDE REDRESSÉ		(7 761)	(7 421)	(6 079)	(7 992)	(5 112)	1 337	(1 322)	(1 418)	906	126	(15 537)	–	(60 273)
EXCÉDENT (INSUFFISANCE) DES PRODUITS PAR RAPPORT AUX CHARGES	–	653	39	(397)	(1 702)	(1 042)	(1)	(867)	3 109	134	151	375	–	452
VIREMENTS INTERFONDS	–	–	(87)	–	–	–	–	–	(4 498)	–	–	–	–	(4 585)
SOLDE (déficit) À LA FIN		**(7 108)**	**(7 469)**	**(6 476)**	**(9 694)**	**(6 154)**	**1 336**	**(2 189)**	**(2 807)**	**1 040**	**277**	**(15 162)**	**–**	**(64 406)**

FONDS DE FONCTIONNEMENT

BILAN SYNOPTIQUE AU 31 MAI 2006 (en milliers de dollars)

	UQAM	UQTR	UQAC	UQAR	UQO	UQAT	ENAP	ETS	INRS	UQ	ÉLIMI-NATIONS	2006 TOTAL
ACTIF												
ENCAISSE		2 304	2 093	–	289	–	1 229	10 598	–	4 668	(2 874)	18 307
PLACEMENTS À COURT TERME (note 5)		–	–	1	–	–	–	–	–	–	–	1
COMPTES À RECEVOIR												
DROITS DE SCOLARITÉ		562	238	145	283	491		82			–	1 801
AUTRES		11 253	3 632	5 623	3 841	980	2 380	5 035	6 248	1 807	3 102	43 901
SUBVENTIONS À RECEVOIR (note 4)		11 116	7 918	6 277	6 015	4 474	1 662	6 507	8 017	90 066	(52 048)	90 366
AVANCES INTERFONDS		–	157	–	1 091	3 319		8 824	4 040	–	–	17 431
STOCKS ET FRAIS PAYÉS D'AVANCE		716	881	497	589	217	274	625	120	53	–	3 972
		26 013	14 919	12 443	12 108	9 481	5 545	31 671	18 425	96 894	–	175 679
FRAIS REPORTÉS		1 545	–	–	–	–	–	–	–	–	–	1 545
		27 558	**14 919**	**12 443**	**12 108**	**9 481**	**5 545**	**31 671**	**18 425**	**96 894**	**–**	**177 224**
PASSIF												
PASSIF À COURT TERME												
DÉCOUVERT BANCAIRE		–	–	898	–	702	–	–	1 874	–	(2 874)	–
EMPRUNTS BANCAIRES (note 9)		20 000	–	10 362	15 640	12 000		20 000	14 100	17 903	–	110 005
COMPTES À PAYER ET CHARGES À PAYER		6 758	8 379	3 692	3 959	2 975	1 482	1 497	4 476	3 618	–	36 836
SUBVENTIONS À PAYER		–	–	–	–	–	–	–	–	88 265	(48 946)	39 319
PRODUITS REPORTÉS		1 700	1 177	860	584	314	933	1 368	137	79	–	6 812
AVANCES INTERFONDS		4 433	12 832	3 607	1 619	244	1 834	6 995		874	–	34 438
DETTE EXIGIBLE À COURT TERME (note 10)		47	–	–	–	–	–	–	–	–	–	47
DETTE DEVANT ÊTRE REFINANCÉE À LONG TERME (note 10)		9 775	–	–	–	–	–	–	–	–	–	9 775
		42 713	22 388	18 919	21 802	15 635	4 249	29 860	20 781	110 739	–	239 226
DETTE À LONG TERME (note 10)		1 953	–	–	–	–	–	–	–	–	–	1 953
INCITATIF RELATIF À UN BAIL		–	–	–	–	–	–	–	451	–	–	451
		44 666	**22 388**	**18 919**	**21 802**	**15 635**	**4 249**	**33 860**	**21 232**	**110 739**	**–**	**241 630**
SOLDES DE FONDS (négatif)												
NON AFFECTÉ		(18 456)	(7 783)	(6 786)	(10 749)	(6 174)	536	(2 189)	(3 375)	(16 948)		(71 524)
AFFECTATION D'ORIGINE INTERNE		1 348	314	310	1 055	20	400		568	3 103		7 118
		(17 108)	(7 469)	(6 476)	(9 694)	(6 154)	1 336	(2 189)	(2 807)	(13 845)		(64 406)
		27 558	**14 919**	**12 443**	**12 108**	**9 481**	**5 545**	**31 671**	**18 425**	**96 894**	**–**	**177 224**

Notes complémentaires au 31 mai 2006

1 - ÉTATS FINANCIERS

Les états financiers synoptiques comprennent les données de l'Université du Québec (UQ), de l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR), de l'Université du Québec à Chicoutimi (UQAC), de l'Université du Québec à Rimouski (UQAR), de l'Université du Québec en Outaouais (UQO), de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue (UQAT), de l'École nationale d'administration publique (ENAP), de l'École de technologie supérieure (ETS) et de l'Institut national de la recherche scientifique (INRS), dont les biens, en cas de liquidation, sont dévolus à l'Université du Québec. Les états financiers synoptiques excluent l'UQAM et sa composante TÉLUQ.

Pour dresser les états financiers synoptiques, seules les éliminations importantes au niveau du bilan et des produits et des charges ont été effectuées. Des modifications ont été apportées aux états financiers de certaines unités consutuantes afin de rendre comparables, aux fins des états financiers synoptiques, les données des différentes unités à l'intérieur de la même année.

2 - PRINCIPALES DIFFÉRENCES AVEC LES PRINCIPES COMPTABLES GÉNÉRALEMENT RECONNUS

Les états financiers ont été établis conformément aux principes comptables généralement reconnus par les universités du Québec.

Ces principes sont régis par le cahier des définitions, de termes et des directives de présentation du rapport financier annuel pour les universités du Québec publié par le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS).

En l'absence de directives du MELS, l'Université se conforme aux normes comptables recommandées par l'Institut Canadien des Comptables Agréés et plus particulièrement celles relatives à la comptabilité des organismes sans but lucratif.

Les différences entre les recommandations du Cahier des définitions, des termes et des directives de présentation du rapport financier annuel par les universités du Québec et les principes comptables généralement reconnus sont :

i. La comptabilité d'exercice n'est pas appliquée pour la comptabilisation des vacances à payer et pour les avantages sociaux futurs;

ii. Les acquisitions d'immobilisations acquises à même les revenus du fonds de fonctionnement et avec restrictions sont comptabilisées à titre de charge dans ces fonds et à titre de produits dans le fonds des immobilisations;

iii. Les contributions au financement ou les versements sur la dette à long terme non financés par le MELS sont comptabilisés à titre de dépenses dans le fonds de fonctionnement et à titre de produits dans le fonds des immobilisations;

iv. Les redressements s'appliquant aux exercices antérieurs sont comptabilisés au solde de fonds correspondant. Les chiffres de l'exercice antérieur fournis pour fins de comparaison ne sont pas redressés;

v. La dépense d'amortissement est comptabilisée pour la période entière plutôt que la portion d'année, dans l'exercice financier au cours duquel le bien a été mis en service;

vi. Les revenus de commandites du fonds avec restriction non utilisés à la fin de l'exercice pour supporter les coûts de certaines opérations désignées spécifiquement ne sont pas comptabilisés comme revenus reportés, mais considérés dans le solde de fonds correspondant.

3 - CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers sont dressés selon les principes comptables contenus au Cahier des définitions, des termes et des directives de présentation du rapport financier annuel 2005-2006 du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS).

a) Classification des fonds

Les fonds sont divisés en quatre catégories :

i. Le fonds de fonctionnement sert à l'enregistrement des transactions relatives aux opérations courantes et à certaines opérations désignées spécifiquement, qu'elles soient assujetties ou non à des restrictions internes.

ii. Le fonds avec restriction regroupe les ressources utilisées pour défrayer le coût de certaines opérations désignées spécifiquement et qui sont assujetties à des restrictions déterminées de l'extérieur.

iii. Le fonds de dotation sert à l'enregistrement des transactions dont les ressources proviennent de legs ou de donations dont le capital est maintenu intact ou est affecté, tout comme les revenus, aux fins déterminées par le donateur.

iv. Le fonds des immobilisations sert à l'enregistrement des transactions relatives aux immobilisations et à leur financement.

b) Comptabilisation des transactions

Les transactions sont enregistrées conformément aux principes comptables généralement reconnus, dont certains sont précisés ou modifiés comme suit :

i. Les produits de subventions regroupent les subventions, contrats, commandites et dons reçus dans le cadre de la mission de l'entité, soit à l'enseignement, la recherche et les services à la collectivité.

ii. Les produits de subventions pour le fonds de fonctionnement sont enregistrés aux livres selon les règles de financement du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) et les ajustements sont portés à l'état des résultats de l'exercice dans l'année financière où ils sont définitivement établis.

iii. Les droits de scolarité sont considérés comme produits de l'année financière à laquelle la session de cours appartient.

iv. Les placements de portefeuille et de participation sont inscrits dans les fonds respectifs au moindre du coût ou de leur valeur de réalisation nette. Les produits de placements ne faisant l'objet d'aucune restriction de l'extérieur et provenant de tous les fonds sont inscrits aux livres au fonds de fonctionnement sans restriction.

vi. Les engagements pour commandes non complétées d'achats de biens et de services ne sont pas inscrits aux livres mais plutôt en note aux états financiers.

vii. Aucuns frais ne sont différés pour les assurances, taxes, timbres, papeterie, fournitures de bureau et autres charges répétitives de même nature, à l'exception des salaires en application du régime de traitements différés et des déboursés importants, s'il en est, applicables à l'année subséquente ou à des projets préalablement autorisés par les conseils d'administration ou par l'Assemblée des gouverneurs, lesquels doivent être amortis sur une période maximale de trois ans.

viii. Aucune provision n'est inscrite aux livres pour le personnel régulier au titre des vacances, des congés de maladie accumulés et du surtemps à être compensé par des congés et une partie des coûts relatifs à l'application du protocole des cadres supérieurs, lesquels sont défrayés à même les charges courantes.

ix. Le service de la dette à long terme du fonds des immobilisations, de même que les subventions qui y pourvoient, sont inscrits à ce fonds.

x. Les charges en immobilisations effectuées dans le cadre des budgets autorisés sont financées ou seront financées généralement par l'émission de billets ou débentures. Les intérêts sur le financement temporaire des projets de constructions en cours sont ajoutés au coût. Les acquisitions d'immobilisations effectuées à même les produits et charges de l'année sont également comptabilisées au fonds des immobilisations. Les acquisitions d'immobilisations effectuées en vertu de baux de location-acquisition sont enregistrées aux livres à la valeur globale de l'engagement comprenant le capital, les intérêts et le coût de l'option d'achat à l'échéance pour les contrats antérieurs au 1er juin 1986 et à la valeur actualisée de l'engagement après cette date. L'obligation découlant de ces contrats de location-acquisition apparaissant au passif est amortie annuellement par une contribution du fonds de fonctionnement sur la durée de ces contrats.

Les frais de financement différés (escomptes) sont amortis ou radiés selon les dates d'échéance respectives des billets et débentures.

De plus, les immobilisations sont amorties selon les méthodes, les taux annuels et les périodes qui suivent :

	Méthodes	Taux et périodes
Améliorations de terrains	Linéaire	20 ans
Bâtiments	Dégressif et linéaire	2 % - 30 ans
Améliorations locatives	Linéaire	Durée du bail
Mobilier, appareillage, outillage, équipements audiovisuels et informatiques et logiciels	Linéaire	3 à 8 ans
Mobilier et équipement de résidence	Linéaire	10 à 15 ans
Documents de bibliothèque	Linéaire	40 ans
Matériel roulant	Linéaire	5 ans
Brevets	Linéaire	40 ans

xi. L'Université comptabilise ses réclamations en remboursement d'immobilisations et d'intérêts au moment où elles sont confirmées ou dégagées par le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) dans le cadre des plans quinquennaux approuvés ou à être approuvés par le gouvernement, pour être par la suite payées par le fiduciaire à même le produit des émissions de billets et débentures.

xi) Les coûts des régimes de retraite sont enregistrés selon la méthode de la comptabilité de caisse.

xii) L'Université du Québec utilise les swaps de taux d'intérêt pour gérer le risque lié aux fluctuations. Ces instruments ne sont pas constatés dans les états financiers au moment de la conclusion des contrats. Les montants déboursés et reçus en vertu des swaps sont comptabilisés dans les charges correspondantes au moment où ils sont reçus ou déboursés.

c) Estimations comptables

Pour dresser ces états financiers, la direction de l'Université doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la société pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

4 - SUBVENTIONS À RECEVOIR

Le solde total de subventions à recevoir au 31 mai 2006 comprend :

a) Un montant de 72 642 300 $ correspondant à une subvention conditionnelle au respect de l'atteinte de l'équilibre financier pour l'exercice terminé le 31 mai 2006;

b) une subvention de 12 820 300 $ qui a été comptabilisée à titre de subvention à recevoir pour l'exercice terminé le 31 mai 2004 en plus de la subvention de fonctionnement confirmée par le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport. Cette subvention est toujours à recevoir au 31 mai 2006.

Ce montant représente le manque à gagner par l'Université suite aux compressions budgétaires dans le réseau universitaire imposées par le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport.

La direction de l'Université a comptabilisé cette subvention à recevoir à la suite d'une correspondance reçue du ministre de l'Éducation, du Sport et du Loisir qui s'engage à compenser cette compression dans le cadre d'un redressement financier à venir.

5 - PLACEMENTS (en milliers de dollars)

	2006
	$
Placements à court terme	
FONDS DE FONCTIONNEMENT	
a) UQAR	
Dépôts à terme	1
FONDS AVEC RESTRICTION	
a) UQSS	
Unités de fonds mutuels (valeur du marché 15 343 $)	15
FONDS DES IMMOBILISATIONS	$
a) ETS	
Prêt à l'Association des étudiants de l'École de technologie supérieure, portant intérêt au taux préférentiel (6 %), remboursable par versements semestriels, échéant en mars 2012	300
b) INRS	
SOCIÉTÉS SATELLITES	
Centre de développement des Biotechnologies de Laval S.E.C. 2 550 000 parts (33,33 %), à la valeur de consolidation	2 550
PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE	
Corporation technologique Bidenvelop (note 16) 2 099 999 actions de catégorie « A », au coût (valeur du marché de 272 999 $)	441
Biophage inc. 117 161 actions de catégorie « A », au coût (valeur du marché 11 716 $)	60
	3 051
FONDS DE DOTATION	$
Encaisse	204
Bons du Trésor du gouvernement du Canada, encaissé au cours de l'exercice	
Fonds du marché monétaire (valeur du marché de 176 368 $)	176
Dépôts à terme, 3,25 %, échéant en juin 2007	200
Actions de sociétés publiques (valeur du marché de 3 816 525 $)	3 067
Obligations, taux d'intérêts de 2,95 % à 10,25 % échéant à différentes dates jusqu'en juin 2037 (valeur du marché 11 923 305 $)	12 111
Débentures convertibles en actions ordinaires d'une société fermée, 15 %, échéant en juin 2006	595
Fonds d'investissement en actions et en obligations (valeur du marché 1 620 093 $)	1 465
	17 818

1. Les placements dans ces sociétés satellites sont présentés à la valeur de consolidation selon les états financiers de ces sociétés du 31 décembre précédent.

2. La société fiduciaire Bidenvelop inc. accorde à l'INRS l'option d'acquérir des actions du capital-actions autorisé de la société pour la somme de 1 $, le nombre et la catégorie d'actions étant déterminés en fonction des subventions obtenues par la société et, au choix de la société à l'intérieur d'un délai déterminé, en fonction des déclarations d'invention qui seront déposées par un chercheur de l'INRS au projet.

6 - IMMOBILISATIONS

(en milliers de dollars)

			2006
Amortissement	Coût	Coût cumulé	Valeur non amortie
	$	$	$
Terrains	35 401	-	35 401
Améliorations de terrains	11 834	6 926	4 908
Bâtiments	646 338	114 764	531 574
Améliorations locatives	2 399	660	1 739
Mobilier, appareillage, outillage, équipements audiovisuels et informatiques et logiciels	241 198	124 685	116 513
Documents de bibliothèque	93 951	31 159	62 792
Matériel roulant	1 516	870	646
Actif non amortissable	490	-	490
Collections et œuvres d'art	2 392	-	2 392
Brevets	286	131	155
	1 035 805	279 195	756 610

7 - EFFETS À RECEVOIR

(en milliers de dollars)

	2006
	$
FONDS DES IMMOBILISATIONS	
Effet à recevoir, garanti par une hypothèque immobilière, 7,30 %, encaissable par des versements irréguliers annuels variant entre 164 690 $ et 254 006 $, échéant en totalité en février 2020	2 412
Effet à recevoir, sans intérêt, encaissable au moyen de levées de fonds spécifiques	9
	2 421
Encaissements exigibles à court terme	201
	2 220

8 - AUTRE ACTIF

(en milliers de dollars)

	2006
	$
Droit d'utilisation du réseau de télécommunication à large bande passante géré par le Réseau d'informations scientifique du Québec (RISQ) inc., au coût non amorti	6 638

L'Université amortit ce droit d'utilisation selon la méthode d'amortissement linéaire sur une période de 17 ans, soit la durée restante de la convention intervenue entre les parties. Cette convention prend fin en 2020.

9 - EMPRUNTS BANCAIRES

Les emprunts bancaires d'un montant autorisé de 346,6 M $ portent intérêt à des taux variant de 3,9 % à 4,58 % ou au taux préférentiel et sont renégociables entre juin 2006 et mai 2007.

10 - DETTE À LONG TERME

(en milliers de dollars)	2006 $
FONDS DE FONCTIONNEMENT	
Prêts à terme sous forme d'acceptations bancaires, taux de 3,68 % (3,68 % en 2004), avec renouvellement des acceptations bancaires à tous les trois mois, échéant en totalité en décembre 2006	9 775
Prêt à terme, d'un montant original de 2 000 000 $, remboursable par mensualités de 11 575 $ incluant capital et intérêts au taux de 4,90 %, renouvelable le 1er mai 2011, échéant en mai 2031	2 000
	11 775
Dette devant être refinancée à long terme	9 775
Versements exigibles à court terme	47
	9 822
	1 953
FONDS AVEC RESTRICTION	
Solde dû au CENTECH, intérêt basé sur le taux moyen des emprunts, sans modalités de remboursement	307
FONDS DES IMMOBILISATIONS	
Débentures et autres dettes	
Débentures générales portant intérêts au taux moyen pondéré de 4,97 % dont certaines sont assorties d'un fonds d'amortissement, échéant de 2006 à 2015 (a)	155 604
Effets à payer, 2,82 % à 6,24 %, payables par versements annuels à des fonds d'amortissement jusqu'en 2023 (a)	662 371
Prêts à terme sous forme d'acceptations bancaires, taux variant de 3,93 % à 6,10 % (3,68 % à 6,10 % en 2005), avec renouvellement des acceptations bancaires à tous les trois mois, échéant jusqu'en 2012	14 758
Autres dettes, taux variables, échéant à différentes dates jusqu'en 2016	261
Obligations relatives à des baux emphytéotiques	47 796
	880 790
Versements exigibles à court terme	189 188
	691 602

(a) Les débentures générales, effets à payer et emprunts bancaires émis par les constituantes sont garantis, capital et intérêts, par le crédit général des corporations émettrices et par le transport de subventions du MELS accordées par décrets.

Les remboursements à effectuer sur la dette au cours de chacune des cinq prochaines années se détaillent comme suit :

(en milliers de dollars)	2006-2007 $	2007-2008 $	2008-2009 $	2009-2010 $	2010-2011 $
Billets, débentures et autres dettes	189 118	59 517	202 980	188 361	47 873
Contrats de location-acquisition	70	59	64	67	
	189 188	59 576	203 044	188 428	47 873

11 - ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS

(en milliers de dollars)	2006 $
a) Les engagements non inscrits aux livres pour commandes non complétées d'achats de biens et de services se répartissent comme suit :	
Fonds de fonctionnement	3 819
Fonds avec restriction	15 610
Fonds des immobilisations	33 886
Fonds de dotation	7

b) Les baux à long terme pour les immeubles et les équipements en vigueur au 31 mai 2006, payables mensuellement, représentent des engagements totalisant 17 024 089 $ et se répartissent comme suit :

	$
2006-2007	8 061 216
2007-2008	3 363 536
2008-2009	2 207 329
2009-2010	1 500 117
2010-2011	941 586
2011 et suivants	950 305
	17 024 089

Des baux contiennent certaines clauses d'ajustement pour les taxes et les services liés à la location des immeubles et de pénalité pour non-renouvellement.

c) Les engagements non inscrits aux livres pour le personnel régulier au titre des vacances, des congés de maladie accumulés, du surtemps à être compensé par des congés représentent au 31 mai 2006 un montant de 11 400 318 $.

Si ces engagements avaient été comptabilisés, l'insuffisance des produits sur les charges du fonds de fonctionnement de l'exercice terminé le 31 mai 2006 aurait été de 10 948 000 $.

Les engagements non inscrits aux livres pour le personnel enseignant de l'École de technologie supérieure au titre des crédits d'enseignement en réserve représentent un montant de 825 914 $.

d) L'Université du Québec à Chicoutimi s'est engagée par bail jusqu'au 31 mars 2105 pour la location d'un terrain. En contrepartie, elle s'est engagée à construire un bâtiment d'une valeur approximative de 3 000 000 $, dont la construction est sur le point d'être finalisée.

e) L'Université du Québec à Trois-Rivières, dans une convention en date du 1er avril 1983, a acquis la Collection Robert-Lionel-Séguin. Cet engagement est payable au vendeur sa vie durant par une annuité de 65 000 $, jusqu'à un maximum de 2 795 000 $, plus une somme de 150 000 $ payable aux ayants droit du vendeur. Au 31 mai 2006, le solde éventuel de cet engagement est de 1 410 750 $ et la valeur capitalisée de la Collection Robert-Lionel-Séguin à cette date est de 1 534 250 $. De plus, une somme de 300 000 $ a été réservée dans le fonds de dotation et dont les intérêts servent à pourvoir en partie au paiement annuel de 65 000 $ au vendeur. Le capital de 300 000 $ servira à l'aménagement et à l'amélioration de la collection et ce dans un délai de dix ans à compter du paiement par l'acquéreur aux ayants droit du vendeur de toutes sommes précitées.

f) L'Université du Québec en Outaouais a conclu des ententes contractuelles avec différents fournisseurs pour une somme totale de 1 083 412 $, payable au cours des cinq prochains exercices. Les paiements minimums exigibles s'élèvent à 834 185 $ en 2007, 127 869 $ en 2008, 64 882 $ en 2009, 28 238 $ en 2010 et 2011.

g) Dans le cadre de la construction de l'Édifice Fleurie, l'Université du Québec s'est engagée auprès d'entrepreneurs en construction pour une somme approximative de 262 769 $. En date du 31 mai 2006, une somme de 320 322 $ a été comptabilisée au fonds d'immobilisations.

h) Des poursuites en dommages-intérêts d'un total de 1 995 322 $ sont pendantes contre l'Université du Québec ou ses unités constituantes. La direction est d'avis que ces réclamations sont non fondées et, en conséquence, aucune provision n'a été inscrite aux livres à cet égard. Ces poursuites se répartissent principalement comme suit entre les unités constituantes :

	$
Université du Québec à Trois-Rivières	340 400
Université du Québec - Abitibi-Témiscamingue	1 654 922
	1 995 322

i) Cautionnement

L'Université du Québec à Chicoutimi a cautionné, conjointement avec d'autres sociétaires, un emprunt bancaire de La Centrale de Chauffage jusqu'à concurrence de 400 000 $. Au 31 mai 2006, le solde de cet emprunt était de 987 012 $. Elle a également cautionné un effet à payer de la Corporation d'Aide au Pavillon Sportif de l'UQAC inc. jusqu'à concurrence de 426 454 $. Au 31 mai 2006, cet emprunt était de 368 454 $.

L'Université du Québec en Outaouais a garanti une marge de crédit de la Fondation de l'Université du Québec en Outaouais jusqu'à un montant de 900 000 $ pour une période de deux ans débutant en octobre 2007. L'utilisation de cette marge de crédit s'élève à 105 000 $ au 31 mai 2006.

L'Université du Québec à Trois-Rivières s'est portée garante pour un montant de 25 850 000 $ relativement à un projet d'emprunt d'une société apparentée. En date du 31 mai 2006, un montant de 15 129 405 $ avait été encaissé par la société.

L'Université du Québec a accordé et souscrit un acte de cautionnement solidaire au montant de 5 400 000 $ relativement à un emprunt hypothécaire pour le stationnement Sainte-Hélène, propriété de l'Institut national de la recherche scientifique. Au 31 mai 2006, l'emprunt hypothécaire se chiffre à 5 108 443 $.

L'Université du Québec a fourni un garantie à marge de crédit d'un organisme contrôlé. Le risque maximal en vertu de ce cautionnement est de 100 000 $.

12 - RÉGIME DE RETRAITE

Les universités constituantes, écoles supérieures et instituts de recherche de l'Université du Québec participent à un régime de retraite à prestations déterminées commun à l'ensemble des établissements de l'Université du Québec. Le nombre de participants actifs est de 7 746. 7 702 au 2005). La dernière évaluation actuarielle a été effectuée par la firme Mercer, datée en date du 28 février 2005.

Charges de retraite et autres informations financières

La charge de retraite comptabilisée aux états financiers de l'Université du Québec est égale à la contribution versée par celle-ci, soit 24 176 190 $ pour l'exercice se terminant le 31 mai 2006.

La méthode d'évaluation pour le calcul de la charge comptable est la méthode de répartition des prestations au prorata des services.

Sur la base des données du chapitre 3461 selon la méthode de la valeur actuelle de l'actif, le calcul de retraite comporte une insuffisance estimée à 2 817 millions de dollars au 31 décembre 2005, et ce selon l'évaluation actuarielle, soit :

	31 12 2005	31 12 2004
En mille de dollars	$	$
Obligation au titre des prestations constituées	7 821 194	1 649 251
Valeur marchande des actifs du régime	5 875 082	1 447 548
Insuffisance de l'actif des passifs entre la pleine capitalisation et l'obligation prévue au régime	(2 300)	
Situation de capitalisation - passif selon la méthode de la valeur marchande de l'actif	41 924	(8 441)
Ajustement de la valeur de l'actif	(44 191)	14 641
Situation de capitalisation - passif insuffisance selon la méthode de la valeur ajustée de l'actif	(2 817)	(13 594)

Les charges de cette participant à ce régime de retraite faisant l'objet de l'Université définie. Comme si l'Université des établissements de l'Université du Québec.

13 - REDRESSEMENTS AFFECTÉS AUX EXERCICES ANTÉRIEURS

A) Imputation de revenus au fonds avec restriction et au fonds de fonctionnement

À la suite de l'implantation d'un système de gestion par projet pour l'année 2006-2007, à l'Institut national de recherche scientifique, une analyse de portefeuille des projets a été effectuée au cours de l'exercice se terminant le 31 mai 2006. Des types de revenus devant être inscrits au fonds de fonctionnement ont été déclarés au fonds avec restriction, nécessitant un redressement de 1 447 548 $.

De plus, selon la directive de présentation des subventions par fonds du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, les subventions spécifiques doivent être imputées en partie au fonds de fonctionnement et en partie au fonds avec restriction. L'Institut national de la recherche scientifique a procédé à un ajustement de 78 833 $ afin de reclasser du fonds de fonctionnement au fonds avec restriction des revenus comptabilisés pour les années antérieures.

Les modifications n'ont pas été appliquées rétroactivement, conformément aux normes comptables du Cahier des définitions, des termes et des directives de présentation du rapport financier annuel pour les universités du Québec publié par le ministère de l'Éducation du Loisir et du Sport (MELS).

Pour ces deux modifications, si les revenus avaient été inscrits au fonds de fonctionnement, le montant de l'excédent insuffisance des produits par rapport aux charges aurait été diminué de 226 433 $ en 2004-2005 et amélioré de 1 669 993 $ pour les années antérieures. En ce qui concerne le fonds avec restriction, l'impact aurait été du même montant, mais aurait eu l'effet inverse, soit d'améliorer l'excédent insuffisance des produits par rapport aux charges pour l'année 2004-2005 et de la détériorer pour les années antérieures.

B) Dépenses d'immobilisations du projet CNBE (Centre national d'experimentation biologique)

Des dépenses d'immobilisations du fonds avec restriction pour le projet CNBE (Centre national de la recherche scientifique, suivant du plus rapidement en 2004-2005 pour un montant de 836 481 $.

Si ces dépenses avaient été capitalisées au mode des immobilisations, le montant de l'excédent insuffisance des produits par rapport aux charges aurait été amélioré de 836 481 $ en 2004-2005 et le montant des autres immobilisations en cours aurait été augmenté du même montant.

14 - ORGANISMES APPARENTES

Les états financiers des organismes apparentés aux universités constituantes, écoles supérieures et instituts de recherche de l'Université du Québec sont annexés au rapport annuel des états financiers de celle-ci.

15 - INSTRUMENTS FINANCIERS

L'Université du Québec utilise des swaps de taux d'intérêt pour gérer le risque de ses fluctuations. Ces instruments ne sont pas constatés dans les états financiers au moment de la conclusion des contrats. Les montants déboursés et reçus en vertu des swaps sont comptabilisés dans les charges correspondantes au moment où ils sont reçus ou déboursés.

Afin de se prémunir contre les fluctuations de taux d'intérêt, l'Université a conclu un contrat à terme de taux d'intérêt portant sur un montant nominal total de 5 150 000 $, échéant en février 2017, en vertu duquel l'Université a accepté d'échanger, sur une base trimestrielle, la différence entre le taux fixe de 5,32 % et le taux d'acceptation bancaire à 90 jours.

Juste valeur des instruments financiers

Les méthodes et hypothèses suivantes ont été utilisées pour déterminer la juste valeur estimative de chaque catégorie d'instruments financiers :

Instruments financiers à court terme

La juste valeur des actifs et des passifs financiers à court terme se rapproche de la valeur comptable en raison de leur échéance rapprochée.

Effets à recevoir

La juste valeur des effets à recevoir est établie selon la valeur actualisée des flux monétaires futurs aux taux d'intérêt du marché à la date du bilan pour des instruments financiers similaires. La juste valeur se rapproche de la valeur comptable.

Placements

La juste valeur des placements de sociétés satellites ne sont pas déterminables au prix d'un effort raisonnable car les titres de participation de ces sociétés ne sont pas négociés sur un marché public.

La juste valeur des placements de portefeuille du fonds des immobilisations et des placements du fonds de dotation a été établie en fonction des cours officiels, représentant le cours acheteur pouvant moins des frais de courtage estimatifs.

Dette à long terme

La juste valeur des dettes à long terme assorties d'un taux d'intérêt variable est équivalente à la valeur comptable étant donné qu'elle portent intérêt à des taux qui varient en fonction du marché.

La juste valeur des dettes à long terme assorties d'un taux fixe a été déterminée en actualisant les flux monétaires futurs aux taux dont la société pourrait actuellement se prévaloir pour des emprunts comportant des conditions et des échéances similaires. La juste valeur se rapproche de la valeur comptable. De plus, le taux des prêts à terme pour terme d'acceptation bancaire est ajusté à tous les trois mois.

16 - ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DU BILAN

Placement dans la société Corporation technologique BioEnvelop

Le 15 août 2006, cette société a annoncé par voie de communiqué qu'elle a déposé un avis d'intention de préparer une proposition à ses créanciers en vertu de la Loi sur la faillite et l'insolvabilité. La baisse de valeur de ce placement sera comptabilisée au cours du prochain exercice.

17 - CHIFFRES DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT

Certaines données correspondantes fournies pour l'exercice précédent ont été reclassées en fonction de la présentation adoptée pour le présent exercice.

www.uquebec.ca